

LE PROBLEME DE L'INDUSTRIALISATION
DES
TERRITOIRES FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le Samedi 9 Décembre 1939

PAR

André MARETTE

MEMBRES DU JURY :

Président . . .	MM. MAUNIER
Suffragants . . .	NOYELLE
	DOLLEANS

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1939

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS - FACULTE DE DROIT

LE PROBLEME DE L'INDUSTRIALISATION
DES
TERRITOIRES FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le Samedi 9 Décembre 1939

PAR

André MARETTE

MEMBRES DU JURY :

Président . . . MM. MAUNIER

Suffragants . . . { NOYELLE
DOLLEANS

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1939



INTRODUCTION

La variété des problèmes que pose l'éventuelle industrialisation des territoires français d'Outre-Mer, l'âpreté des discussions qu'elle a provoquées ces dernières années dans les milieux métropolitains et coloniaux, nous ont incité à examiner de près ces problèmes, au moment même, d'ailleurs, où le Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer en a reconnu l'actualité, en créant une commission spéciale chargée de l'examiner.

Il n'est guère croyons-nous, de journaux, de revues, de périodiques qui n'aient tenu à éclairer leurs lecteurs sur ce problème. Mais la place réduite, dont disposent les auteurs de ces articles les empêchent de l'examiner sous toutes ses faces, aussi n'en détaillent-ils généralement qu'un aspect. Ils accordent aux considérations économiques une place importante, trop importante même, cela au détriment des considérations sociales ou politiques. Ils paraissent oublier l'étendue, la diversité de notre empire et ne se préoccupent guère de rechercher en quelle mesure nos possessions sont aptes à aborder le stade d'une économie industrielle.

Disposent-elles d'une main-d'œuvre suffisante ?

Sur quels débouchés pourraient-elles compter ?

Telles sont les questions qu'il conviendrait pourtant de se poser.

Il nous a paru qu'il y avait une étude à faire et des points que l'on pourrait utilement préciser.

Nous ferons donc, dans une première partie, une étude générale et théorique du problème de l'industrialisation des territoires français d'Outre-Mer, c'est-à-dire que nous l'examinerons du point de vue économique, social et politique. Nous adopterons le plan suivant :

CHAPITRE I. — *Genèse du problème.*

CHAPITRE II. — *Des effets que l'on peut escompter d'une industrialisation des colonies.*

CHAPITRE III. — *L'industrie coloniale et ses problèmes.*

CHAPITRE IV. — *Problèmes que pose pour l'Etat l'industrialisation des colonies.*

Dans une seconde partie, nous passerons successivement en revue nos principales possessions et nous examinerons les problèmes propres à chacune d'elles, leurs aptitudes industrielles ainsi que les industries qu'elles possèdent.

Pour les besoins de notre étude, nous grouperons nos possessions en quatre catégories :

Indochine.

Afrique du Nord.

Afrique Noire.

Autres colonies.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE THÉORIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547910_0025

CHAPITRE PREMIER

GENÈSE DU PROBLÈME DE L'INDUSTRIALISATION DES COLONIES FRANÇAISES

Il convient, nous semble-t-il, de rechercher, avant d'étudier les multiples questions que pose l'industrialisation des colonies, l'ensemble des faits ou des éléments qui ont donné naissance à ce problème.

Pour certains, le régime douanier colonial n'assurera pas aux produits agricoles coloniaux une protection suffisante et nos possessions d'Outre-Mer se verraient alors obligées de chercher dans une autre voie une activité vraiment rémunératrice.

Après avoir vu dans une première partie ce qu'il faut penser de cette opinion, nous étudierons dans une seconde partie l'incidence de la crise sur l'économie coloniale et nous montrerons comment elle est en partie à l'origine de la soudaine actualité que revêt la question de l'industrialisation des Possessions françaises d'Outre-Mer.

SECTION I

Faut-il imputer au régime douanier colonial l'évolution industrielle de certaines de nos colonies ?

§ I. — RÉGIME DOUANIER TEL QU'IL RÉSULTE DES LOIS DE 1892 ET DE 1928

Le statut douanier des territoires d'Outre-Mer est basé sur la loi douanière du 11 janvier 1892 qui a instauré un régime d'assimilation tempérée et remaniée par la loi du 13 avril 1928.

Les territoires d'Outre-Mer perdent en partie leur autonomie accordée par le sénatus de 1866. Elles ne peuvent plus, en principe, établir librement leurs droits de douane, elles ont conservé simplement la faculté d'établir le droit d'octroi de mer à toutes les marchandises françaises ou étrangères importées et certains droits de sortie à l'exportation.

Le régime de l'assimilation douanière permet de nombreuses modalités suivant le degré d'évolution des territoires d'Outre-Mer. L'Algérie est assimilée à la Métropole, en revanche, le statut douanier de certains territoires tels que le Maroc est sous la dépendance d'accords internationaux et l'assimilation y est impossible.

1° Régime douanier de l'Algérie.

La loi du 13 avril 1928 a instauré une union douanière absolue entre la Métropole et l'Algérie. Tout droit de douane, tout contingentement protégeant la

production française s'applique automatiquement à l'Algérie.

L'Algérie est soumise au Monopole du pavillon français depuis l'ordonnance de 1847. Ce régime d'assimilation complète a intégré l'économie algérienne dans l'économie de la Métropole.

2° Régime douanier des colonies dites assimilées.

Les colonies « assimilées » sont les plus anciennes : Indochine, Madagascar et ses dépendances, Antilles, Guyanne, Réunion. La Tunisie est soumise à un régime particulier de semi-union douanière. L'assimilation tempérée est caractérisée en principe :

a) Par une franchise réciproque avec la Métropole et l'Algérie (Loi de 1928) ;

« Les produits originaires de France et d'Algérie sont admis en franchise des droits de douane dans les colonies du premier groupe. »

Réciproquement, les produits des colonies du premier groupe sont admis en franchise des droits de douane en France et en Algérie.

b) Le tarif douanier français appliqué aux importations de marchandises étrangères est étendu aux importations de ces marchandises dans les colonies.

c) L'assimilation n'est pas complète, les conventions commerciales ne s'appliquent pas automatiquement aux colonies du premier groupe.

Les Conseils généraux peuvent demander des tarifications spéciales pour certaines marchandises ; faute de promulgation dans un délai de quatre mois,

les délibérations seront considérées comme approuvées.

3° *Le statut douanier franco-tunisien.*

Il est plus compliqué que celui du premier groupe
Il tend vers une union douanière de plus en plus complète avec la Métropole.

A) Importations en Tunisie

Toutes les importations de marchandises françaises ou étrangères sont assujetties en principe à un tarif autonome à colonne unique.

B) Importations en France

Les marchandises tunisiennes importées en France sont soumises en principe au tarif minimum.

Déroptions. — Ce régime présente trois catégories de dérogations :

1° Le tiers environ des articles du tarif tunisien est admis en franchise dans la direction France-Algérie ou réciproquement.

2° Certains articles provenant de France ou d'Algérie sont admis en franchise en Tunisie mais sans réciprocité. Les produits étrangers similaires sont admis au tarif autonome.

3° Les vins et alcools tunisiens sont contingentés à l'entrée en France, le contingent est fixé annuellement. La loi du 28 juillet 1929, a admis un contingent de 500.000 hectolitres de vins tunisiens avec une réduction de 30 % des droits. Les droits perçus sont reversés au gouvernement tunisien et sont destinés

à favoriser le remplacement des vignes par d'autres cultures. Ce régime de soutien a favorisé les exportations de produits tunisiens vers la France.

L'administration de la Régence a demandé un régime douanier de soutien de la Métropole s'étendant à tous les produits que la Tunisie peut exporter en France.

4° Colonies du deuxième groupe non assimilées.

Ce groupe comprend tous les autres territoires d'outre-mer. Il faut étudier à part le régime douanier des territoires soumis au régime douanier international et les territoires sous mandat.

a) Importations dans les colonies. — Les produits algériens ou français sont admis en franchise, sous réserve des clauses contraires des traités ou actes internationaux. Les importations étrangères font l'objet d'une tarification spéciale à chaque colonie, cette tarification est demandée par les Conseils généraux des colonies et doit être promulguée dans un délai de quatre mois.

b) Importations des produits coloniaux dans la Métropole. — Il y a lieu de distinguer deux catégories :

Les colonies qui accordent un tarif préférentiel aux produits métropolitains bénéficient de la franchise douanière pour les matières premières et les denrées alimentaires, les autres produits sont soumis, en principe, au tarif minimum instauré par la loi de 1892.

Les colonies qui n'accordent pas le régime préférentiel à la Métropole, tels que le Maroc ne bénéficient en principe que du tarif minimum. Des détaxes ou exemptions de droits peuvent être accordées par décrets.

Certains produits coloniaux (manioc, café, caoutchouc) sont frappés à l'importation d'une taxe qui alimente les subventions accordées par le gouvernement aux colons et aux indigènes.

Le système douanier est très souple. Il permet d'étendre le régime préférentiel à tous les produits et à rendre de plus en plus l'économie coloniale solidaire de celle de la Métropole.

5° Régimes douaniers sous la dépendance d'accords internationaux.

Le régime instauré est, en principe, l'égalité absolue des puissances contractantes. La France ne bénéficie d'aucun régime préférentiel pour ses importations, elle accorde cependant certains contingents en franchise ou à des tarifs réduits à l'importation dans la Métropole.

a) Régime douanier du Maroc. — Il est défini par la convention d'Algésiras, du 7 avril 1906.

Importations au Maroc. — Le régime marocain ne permet pas d'accorder à une puissance un régime préférentiel aux importations marocaines. L'acte d'Algésiras ne s'applique pas à la frontière algéromarocaine, mais la France a ultérieurement accordé à l'Angleterre, puis aux autres pays, un droit de

transit par les ports oraniens. La France ne peut bénéficier d'aucun avantage particulier sur toutes les frontières du Maroc.

Mesures permises par l'acte d'Algésiras :

1° Le taux des droits à l'importation peut être modifié dans son ensemble pourvu que l'égalité des droits soit maintenue ; toute modification du régime douanier ne peut cependant être effectuée qu'avec le consentement des puissances signataires de l'acte d'Algésiras.

2° Le Maroc a interdit l'importation de certains produits tels que le blé, pour sauvegarder son économie. Ce droit a d'ailleurs été discuté.

3° Le Maroc peut prendre sur son territoire des mesures de protection indirectes ne touchant pas aux droits de douane pourvu qu'ils ne profitent qu'aux produits chériffiens.

4° La métropole accorde des avantages économiques importants au Maroc, les importations dans la métropole sont, en principe, soumises au tarif minimum. Elle accorde l'introduction en franchise de certains produits dans la limite des contingents. En 1933, le contingent de blé était de 1.650.000 quintaux pour le blé tendre, 150.000 quintaux pour le blé dur, et de 60.000 quintaux de semoules et farines. Le Gouvernement chériffien demande l'augmentation de ces contingents, mais il ne peut accorder en échange aucun régime préférentiel à la France.

Le Maroc est privé de toute monnaie d'échange pour développer ses exportations à l'étranger, il ne peut accorder aucun avantage aux pays tels que la France, qui sont ses principaux clients.

Ainsi en 1933, l'exportation marocaine en France représentait 60 % de l'exportation totale tandis que nos importations au Maroc ne représentaient que 43 % des importations totales.

Au contraire, les ventes du Japon s'élevaient à 180 millions ; les achats à 2 millions seulement. Les ventes des Etats-Unis à 70 millions, ses achats à 6 millions.

b) Statut douanier entre la France et les pays placés sous Mandat de la Société des Nations. — Les Pays du Levant, le Cameroun, le Togo, sont soumis à un régime de l'égalité entre tous les membres de la Société des Nations.

Importations dans ces pays. — En principe, toutes les marchandises importées sont soumises au même tarif, quelle que soit leur origine.

Exportations vers la France. — Les marchandises importées en France sont soumises au tarif minimum comme celles de toutes les colonies du deuxième groupe qui n'accordent aux marchandises françaises importées aucun régime préférentiel. Cependant la métropole accorde certains contingents de marchandises en franchise à l'importation.

Possibilité de soutien de la part de la Métropole. — La règle de l'égalité entre les membres de la Société des Nations ne paraît pas incompatible avec une politique de soutien de la métropole.

1° L'octroi de contingents en franchise à l'entrée en France ne dépend que de la métropole qui a la liberté d'accorder aux différents pays importateurs des régimes spéciaux.

Le régime de l'égalité absolue ne s'applique qu'aux importations dans les pays sous mandat. La Commission spéciale de régime préférentiel de l'exportation métropolitaine de la France d'outre-mer et la Commission spéciale de soutien préconisent des accords de réciprocité des pays sous mandat avec les pays étrangers.

Certains pays, tels que le Japon, vendent beaucoup et achètent peu. Cette disproportion dans les échanges nuit à l'équilibre interne et trouble l'économie des pays sous mandat.

La politique de soutien est ici, comme pour le Maroc, sous la dépendance des accords diplomatiques et de la politique générale.

§ II. — EXAMEN CRITIQUE DE CE RÉGIME DOUANIER

Deux ordres de critiques ont été faites à la loi de 1928 : d'une part, elle n'aurait pas établi une équivalence dans les sacrifices consentis par les colonies et la métropole ; d'autre part elle n'aurait pas donné le moyen à nos possessions de défendre leurs intérêts lors des décisions qui les concernent.

Les producteurs coloniaux ne sont pas placés sur un pied d'égalité avec les producteurs métropolitains. Ils n'ont guère de moyens de défendre leurs

intérêts lors de l'élaboration d'un traité de commerce.

La plupart du temps, les tractations commerciales avec l'étranger qui intéressent directement ou indirectement nos colonies, sont menées sans les consulter. A ce sujet, on peut mentionner nos accords de février 1934 avec la Russie et par lesquels la France s'engageait à ne prendre aucune mesure d'exception en faveur de nos colonies.

Les bois russes offerts à un prix très inférieur à celui des bois de l'A. O. F. auraient complètement évincé ceux-ci du marché français si, au dernier moment, par suite de protestations énergiques, un contingent n'avait été adopté. Mais ce contingent avait été prélevé sur celui des autres pays et notamment de l'Allemagne dont la réaction ne s'est pas fait attendre. L'Allemagne a réduit d'un coup ses importations d'okumé et ce marché, le meilleur de nos colonies, s'est à demi fermé.

Il n'est pas dans nos intentions de prétendre que les producteurs coloniaux doivent être exemptés des sacrifices et des concessions : mais il paraît bien maladroit de les leur imposer sans même les consulter.

Représentées d'une manière très imparfaite dans le Parlement, les Colonies n'y sont pas à même de défendre leur point de vue. Pour peu que les producteurs métropolitains profitent de leur influence, ils obtiennent satisfaction, au détriment souvent des producteurs coloniaux.

Le cas de la taxe instituée par la loi du 9 août 1936 sur les fibres de coco est typique à cet égard. Elle est instituée en effet à la demande du Syndicat de la sparterie française qui se plaignait de la concurrence que faisaient sur le marché métropolitain les tapis-brosses de fabrication annamite. Les importations étant passées de 100 kilos en 1931, à 970 tonnes en 1936, elle était motivée par les charges multiples qui obèrent la production métropolitaine. Cette mesure étant jugée insuffisante, l'entrée du tapis-brosse fut tout bonnement contingentée.

De telles manières d'agir sont des plus critiquables. Mais il semble qu'il faille chercher la responsabilité d'un tel état de choses, moins dans la composition numérique quantitative du Parlement que dans sa composition qualitative.

Le deuxième ordre de critiques vise principalement l'économie même du régime de la loi de 1928. Tout d'abord l'assimilation imposée aux colonies ne manque pas, dit-on de faire renchérir le coût de la vie dans nos colonies. Il est vrai que l'on peut considérer cela comme une contre-partie à la renonciation de toutes taxes sur le sucre et sur les denrées coloniales.

Mais d'autres griefs, plus graves, étaient formulés :

1° La métropole s'assurait dans les colonies assimilées une protection sensiblement égale à celle qu'elle instaurait sur le continent, et en dirigeait l'évolution.

2° Le degré de protection accordé aux produits de ces colonies pourrait se révéler insuffisant puisqu'il dépend du tarif appliqué aux denrées étrangères par le tarif métropolitain.

La règle de la libre entrée des matières premières, voire des produits agricoles alimentaires non concurrencés dans la métropole et qui domine notre politique douanière réduisait à néant la production des denrées coloniales.

Certaines de ces critiques étaient assez fondées, aussi la métropole s'est engagée dans une politique de soutien. Tout un ensemble de mesures ont été prises (certaines depuis 1931) et accentuent le caractère impérial de notre économie.

Accroissement de la protection par augmentation des droits de douane (oléagineux, bois, riz, conserves) :

1° Système de priorité d'admission (arachides, coprah, palmiste) qui fonctionne avec le concours d'organismes particuliers, subordonnant l'entrée des produits étrangers à l'introduction préalable d'un pourcentage déterminé de produits similaires coloniaux.

2° Contingentement pur et simple des importations étrangères (bananes, bois, oléagineux).

3° Taxes spéciales atteignant sans distinction certains produits (caoutchouc, café, manioc, minerai de plomb, zinc) et versées à des caisses qui répartiront des primes subventionnées ou favorisant de diverses manières la production intéressée.

Dans l'ensemble, les résultats ont confirmé les espérances. L'évolution du commerce extérieur avec nos colonies en est une démonstration. Il faut dire que cette politique se limite à nos échanges avec l'étranger que, pour diverses raisons, il faut ménager.

Les échanges de la France avec les colonies qui représentaient en 1913 12,5 % du commerce spécial de la métropole, en 1927 représentaient 13 %, en 1936, 34 %.

La balance du Commerce de la France avec ses colonies

1913.....	+	99 millions	1933.....	—	750	»	
1927.....	+	440	»	1934.....	—	327	»
1930.....	+	2.320	»	1935.....	—	493	»
1931.....	+	1.103	»	1936.....	—	2.121	»
1932.....	—	20	»	1937.....	—	3.561	»

Que penser en définitive de toutes ces critiques ? Si nous devons reconnaître que la métropole ne ménage peut-être pas assez les susceptibilités coloniales, il faut remarquer que, en revanche, on ne peut lui reprocher d'avoir abandonné les producteurs coloniaux à leurs difficultés. Elle les a soutenus autant qu'il était possible, au point que la balance commerciale franco-coloniale est devenue déficitaire. Aussi, le désir si fréquemment exprimé par certaines colonies de s'industrialiser, ne saurait trouver une origine dans une soi-disant incompréhension de la métropole à leur égard.

Il semble que ce problème doive se poser pour tous les pays à un certain stade de leur évolution ; c'est peut-être bien la crise qui l'a rendu plus actuel.

SECTION II

La crise et le problème colonial

Les colonies, comme les autres nations, subirent les conséquences de la crise 1930 à 1936, et peut-être plus durement, parce que leur structure économique les rendait plus vulnérables. Mais dans la mesure où leur économie était solidaire de celle de la France métropolitaine, elles ne purent profiter entièrement de l'amélioration postérieure à 1935.

La plupart de nos possessions d'Outre-Mer sont encore au stade agricole. Elles sont même plus ou moins spécialisées dans un genre de culture. En Indochine, le riz ; en A. O. F., l'arachide ; en A. E. F., le coton. La vente et l'exportation de ces produits déterminent le montant d'achat de produits fabriqués qu'elles pourront effectuer. Celles-ci seront limitées, non seulement par le volume de leur récolte, mais par le cours mondial. Aussi les colonies sont-elles doublement vulnérables, la métropole n'absorbant qu'une partie restreinte de la production de ses possessions du fait de leur mise en valeur tardive et lente. Celles-ci avaient dû se contenter des marchés encore libres que les années de prospérité avant 1929 avaient multipliés.

Lorsque la crise survint, ces débouchés se fermèrent. Et la crise se fit sentir d'autant plus durement que la France restait fidèle au franc-or. Les prix devenaient, en or, trop élevés, les prix des produits

manufacturés baissaient moins que ceux des produits agricoles. La situation de ces colonies devint tragique, car les cours des denrées agricoles baissaient dans une proportion bien plus importante que ceux des produits manufacturés qu'elles étaient obligées d'importer.

Ainsi, toute l'œuvre de civilisation entreprise dans nos possessions allait sombrer dans l'instabilité de la production et des débouchés. Les indigènes, au surplus, ne comprennent guère les fluctuations des prix.

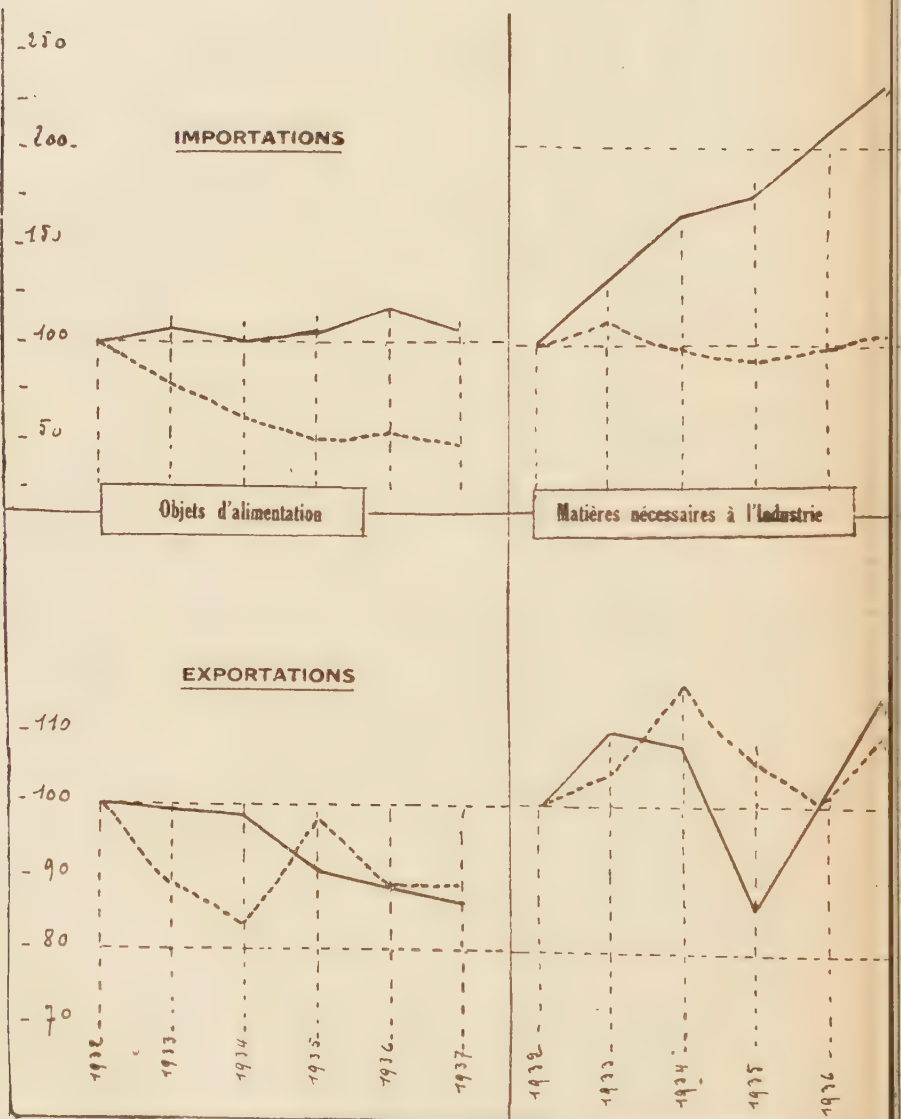
Les producteurs coloniaux se tournèrent vers la métropole et lui demandèrent d'absorber en plus grande quantité les denrées coloniales. Un ensemble de mesures dont nous avons déjà parlé, furent prises, dont les effets ne furent pas négligeables. La métropole, reconnaissons-le, avait d'autant plus de mérite de répondre à l'appel de ses possessions, qu'elle subissait elle-même la crise et qu'un problème de concurrence pouvait se poser entre produits coloniaux et produits métropolitains.

Le commerce franco-colonial marqua un vif progrès ; et c'est, semble-t-il, dans la mesure où l'économie coloniale devint solidaire de l'économie métropolitaine, qu'elle ne put que tardivement profiter de la reprise qui se manifestait fin 1937.

S'il est vrai que les diverses dévaluations qui se sont succédées à partir de 1936 ont amélioré la situation de l'économie coloniale, il faut distinguer cependant entre importations et exportations.

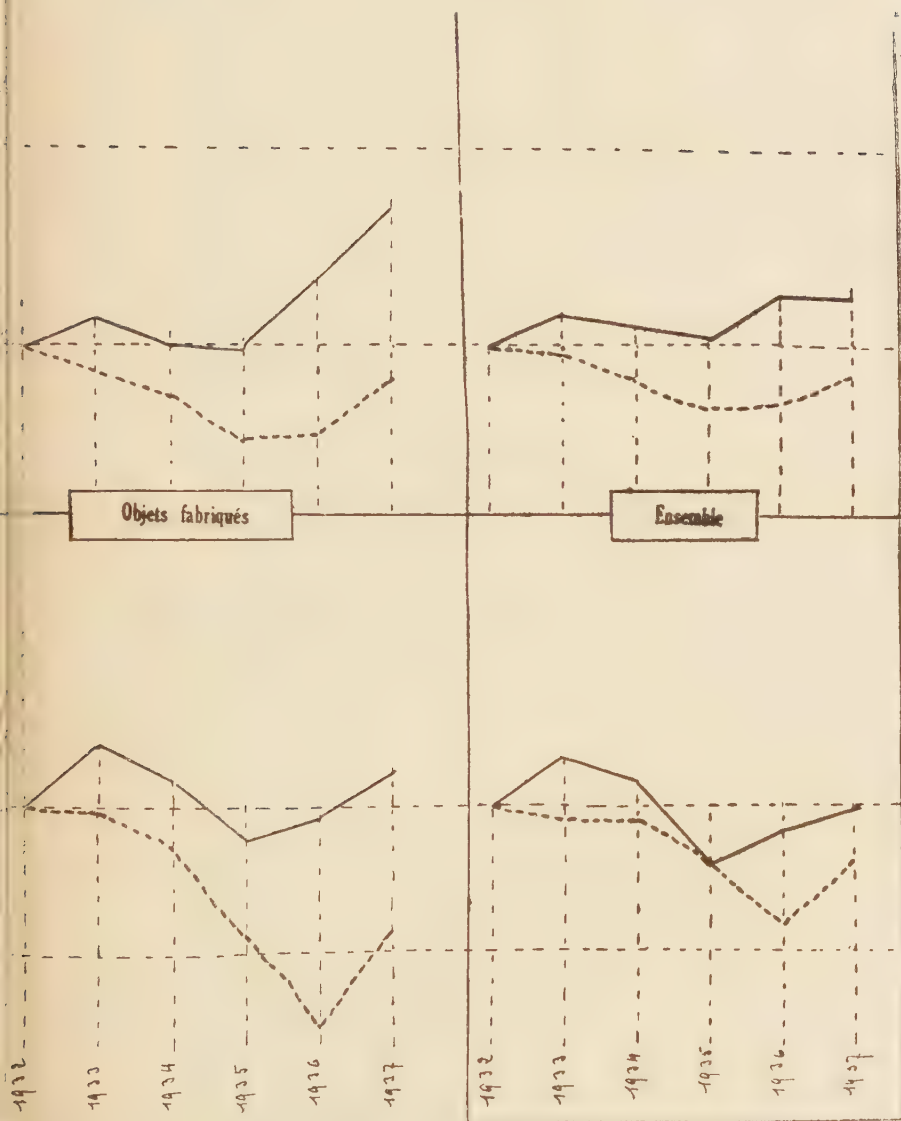
Indice du Volume du Com

— avec ses dépendances
 - - - avec les pays étrangers



ce extérieur de la France

(Base 100 en 1932)



Ces dernières se sont trouvées stimulées par le glissement continu du franc. Les denrées agricoles ont retrouvé des débouchés. L'extraction du minerai redevenait possible et rémunératrice.

La dévaluation du franc n'a pas eu des conséquences aussi heureuses en ce qui concerne les importations. Les mêmes produits revenaient beaucoup plus cher, même lorsqu'ils provenaient de la métropole. La politique inaugurée par le Gouvernement de la nouvelle Chambre, provoqua une hausse sensible des prix de revient et du frêt. En Algérie et en Afrique, frêt doublé ainsi que les transports poids morts.

Si la reprise des exportations permet un accroissement des importations en francs, on ne saurait affirmer qu'en volume elles puissent progresser d'une manière sensible.

Tant qu'il en sera ainsi, il ne sera pas possible de parler d'une amélioration de l'économie coloniale, ou d'un enrichissement de nos possessions.

CHAPITRE II

DES EFFETS QUE L'ON PEUT ESCOMPTER D'UNE INDUSTRIALISATION DES COLONIES

SECTION I

Avantages

§ I. — POUR LES COLONIES

Les avantages que les colonies retireraient de leur industrialisation sont de deux sortes :

Elles profiteraient des heureux effets de la technique industrielle elle-même, qui sont ceux de notre civilisation : accroissement de la production horaire de l'homme par l'emploi de la machine, satisfaction de ses besoins variés par la multiplication des usages des matières premières.

Mais dans la mesure où nos colonies sont capables d'importer des produits fabriqués, elles profitent de ces avantages en partie. Aussi, est-ce moins à l'extension de ceux-ci que les protagonistes de l'industrialisation songent qu'à ceux qui découleraient de la création d'une industrie proprement coloniale. Celle-ci aurait pour effet de donner une indépendance et une stabilité plus grande à leur économie et de constituer pour leurs habitants une source d'activité et de richesse.

*A) L'industrialisation assurerait l'indépendance
et la stabilité de l'économie coloniale*

L'économie coloniale, essentiellement agricole, ne présente guère de stabilité. L'importation de produits manufacturés qui lui sont nécessaires dépend non seulement du volume de la récolte, mais aussi de ses possibilités d'écoulement qui sont fonction, d'une part de la situation économique générale, d'autre part des cours libellés en francs.

Enfin, il faut tenir compte de toutes les entraves apportées au commerce international et aux courants commerciaux par le système des clearings et contingentements. De plus, ce système d'échange (produits fabriqués contre denrées agricoles) ne s'avère satisfaisant ni pour les colonies, ni pour les autres pays. La capacité d'absorption de produits manufacturés, infiniment grande, se trouve en fait, limitée par l'importance des récoltes. Or, non seulement il est difficile de développer ces derniers, d'une manière très sensible, mais le cas se présenterait-il, il serait impossible de les écouler.

Or, s'il est vrai que le niveau de civilisation soit en partie fonction de la quantité de produits fabriqués consommés, nos possessions ne pourront dépasser le stade et le niveau actuel qu'en modifiant d'une manière catégorique leur politique.

En montant une industrie sur leur sol, les colonies, dans la mesure où elles affranchiraient leur économie de leur dépendance à l'égard des autres, la rendraient plus stable et mieux équilibrée. La pro-

duction industrielle servirait, en quelque sorte, de volant régulateur d'une économie encore agricole. Sûres de trouver sur place une partie des objets qu'elles importent, le problème de l'écoulement des denrées agricoles sur les marchés extérieurs se posera avec moins d'acuité. D'autant plus que l'accroissement des revenus que l'on est en droit d'attendre d'une telle politique permettra une augmentation de la consommation de ces mêmes denrées sur le marché même.

Enfin la consommation de produits fabriqués ne sera plus limitée par le montant de la production agricole. La main-d'œuvre indigène étant meilleur marché, nul doute que les colonies ne gagnent à produire sur place.

Ne serait-il pas plus logique de transformer les matières premières sur place, plutôt que de les réexpédier à cet effet à l'étranger pour les récupérer souvent par la suite sous d'autres formes. On éviterait ainsi de transporter du poids mort d'une part et de payer un frêt dispendieux, d'autre part.

Ces considérations jouent particulièrement pour les colonies lointaines et l'Indochine. Il semble que l'examen de celles-ci ne saurait être sans inconvénient, comme celles de l'Afrique du Nord, aussi solidaire de celle de la métropole.

L'Indochine vit dans un monde d'Extrême-Orient en perpétuelle évolution. Le seul moyen d'y conserver sa place paraît être pour le moment, et de loin, de suivre l'évolution commencée par le Japon et la Chine. Car il faut être bien persuadé que quelque

puisse être l'appui fourni par la France, la puissance militaire de nos possessions dépend, en fin de compte, de leur puissance économique.

*B) Par leur industrialisation,
nos colonies s'enrichiraient*

Une telle politique aurait l'avantage d'offrir aux indigènes de nos possessions une source d'activité et de richesses.

C'est, semble-t-il, le seul moyen de résoudre les graves problèmes que posent le surpeuplement et l'accroissement des populations en Indochine.

Si l'on étudie le développement de la plupart des pays occidentaux au cours des derniers siècles, on parvient aisément à cette conclusion que c'est uniquement le développement de l'industrie qui a permis d'employer l'excédent régulier de la population. L'industrialisation aura pour effet de provoquer des emplois indirects de main-d'œuvre. Le transport, le stockage, la vente, pour une industrie nouvellement créée, occupent généralement plus d'individus que la fabrication proprement dite.

Le personnel directement employé par l'automobile aux U. S. A. se décomposait, en 1927, ainsi :

Industrie automobile : 426.000.

Commerce d'autos et accessoires : 618.000.

Personnel de garage : 425.000.

Alors que la production agricole arrive toujours à un point de saturation, la production industrielle ne connaît pas de limitation. Aux U. S. A., plus de

la moitié des individus tirent leurs revenus d'industries qui n'existaient pas il y a quarante ans, parmi lesquelles l'automobile, l'aviation, la soie artificielle, l'électricité.

Statistiques américaines	Employés à l'agriculture	Dans d'autres emplois	Total	Population totale
1900.....	10,2	18,8	29	57,9
1910.....	10,4	25,8	37,2	71,6
1920.....	11,2	30,9	42,2	83,7
1930.....	10,5	39,9	48,8	98,7

Le cas du Japon est encore plus saisissant. L'essor de ce pays provient uniquement de son développement industriel pour lequel il ne paraissait pas *a priori* désigné, puisqu'il lui manquait un grand nombre de matières premières. Le seul facteur de ce développement a été la population abondante fournissant une main-d'œuvre habile et bon marché. Les mêmes éléments se retrouvent en Indochine.

Les résultats de cette transformation ont été les suivants :

Population du Japon		Revenu national	
1872.....	34.800.000	1887.....	100
1900.....	64.400.000	1925.....	5.731
1930.....	90.000.000		

D'une manière générale, une telle politique fournirait à l'élite indigène, souvent élevée en France, des débouchés.

Il existe une contradiction entre notre politique d'éducation dont nous nous sommes faits les champions, et notre politique économique. Nous estimons de notre devoir de donner aux indigènes capables de s'assimiler, non seulement l'enseignement primaire, l'enseignement professionnel, mais encore de gran-

des facilités pour accéder aux études secondaires et supérieures.

Il serait illogique que, d'un côté, nous formions une jeunesse intellectuelle impatiente de jouer un rôle, que de l'autre, notre politique économique rétrécisse ses horizons dans le cadre du paysannat agricole et de l'artisanat où l'élite créée ne saurait trouver un emploi. Cette politique les rejette dans les carrières libérales ou administratives. Avocats sans causes, fonctionnaires sans avenir, ils deviennent une génération d'aigris dont l'activité pourrait être dangereuse pour nous. Au contraire, une industrialisation leur offrirait des emplois.

L'accroissement de la production engendrerait un accroissement des revenus et les conditions de vie, assez misérables, des indigènes, s'amélioreraient insensiblement.

Il n'est pas jusqu'aux finances publiques coloniales qui ne profiteraient de cet état de choses : l'impôt trouverait une matière imposable plus large, et les rentrées fiscales ne tarderaient pas à s'accroître.

L'évolution des colonies permettrait aussi un agrandissement des dépenses scolaires et sanitaires.

Ainsi, la puissance que ne tarderaient pas à acquérir nos colonies, les liens économiques qui les uniraient à la métropole renforceraient dans le monde la position de l'Empire français.

Mais, pour cela, il faudrait que la métropole se rendît compte d'abord des avantages économiques et militaires qu'elle pourrait retirer d'une telle politique, et prit la tête du mouvement.

§ II. — AVANTAGES D'UNE POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION
POUR LA MÉTROPOLE ET L'EMPIRE FRANÇAIS

A) Du point de vue économique

La distance qui sépare la métropole de ses possessions, la hausse du frêt, l'avènement de nations jeunes et dynamiques affaiblissent la puissance économique de la France sur les marchés lointains.

Il semble qu'elle possède les éléments nécessaires pour se ressaisir. La création d'industries dans ses colonies lui permettrait de profiter d'une main-d'œuvre bon marché et d'impôts plus légers et de mieux se défendre contre le commerce étranger. Les capitaux expatriés pourraient y trouver des débouchés intéressants.

Les producteurs métropolitains qui souffrent de la fermeture de certains marchés, pourraient les reconquérir. Mais il faudrait pour cela qu'ils abandonnent leur attitude boudeuse et hostile, sinon, ce sera l'œuvre des capitaux étrangers (cas des établissements de l'Inde).

Ce serait une grande faute politique et économique que d'agir ainsi. D'une part les puissances étrangères qui investiraient des capitaux dans nos colonies, pourraient y prendre une influence qui ne se développerait qu'au détriment de la nôtre. D'autre part, la métropole abandonnerait toute possibilité de diriger l'évolution économique et industrielle de ses possessions. C'est sur ce dernier point que nous insisterons. En créant des filiales coloniales, les sociétés

métropolitaines participeront aux bénéfices d'une part, d'autre part, pourront délimiter la sphère d'activité de ces sociétés.

Ainsi serait écarté pour la production métropolitaine, le danger d'être concurrencée en France par des industries coloniales, et une collaboration s'établirait sans difficulté.

C'est ce qu'ont bien compris les raffineurs français, lorsqu'ils ont pris l'initiative de monter des raffineries au Maroc. Ils contrôlent dorénavant la production marocaine, et ainsi le danger de voir celles-ci concurrencer en France le sucre français est-il écarté. Mais, en revanche, cette politique ne fut pas celle des industriels français du textile qui ont laissé des étrangers monter des usines dans les Etablissements de l'Inde. Ils ne doivent pas s'étonner outre mesure de se voir concurrencés.

Du point de vue militaire

Des considérations militaires poussent à accélérer l'industrialisation de nos possessions. En cas de conflit, nul doute que la décision finale n'ait lieu sur le continent. Néanmoins, nos possessions dispersées voisinent avec quelques nations turbulentes et jeunes. Il est à craindre que ces dernières ne saisissent l'occasion de s'en emparer. Telle est la menace que peut faire peser le Japon sur l'Indochine. La guerre continentale finie, reconquérir nos colonies serait une tâche lourde, sinon impossible. Aussi, faut-il organiser leur défense, leur donner une certaine autonomie

militaire. Car le ravitaillement en armes et munitions de certaines parties de notre empire serait aléatoire. Outre les difficultés de transport qui surgiraient, la métropole aurait un droit de priorité sur les fabrications de guerre. Il n'est pas dans nos intentions de prétendre créer dans toutes nos colonies des fabriques d'armes. Le voudrait-on que cela serait impossible. Mais il semble que dans un très grand nombre de possessions l'on pourrait monter des usines de munitions. La consommation de cartouches, d'obus, est bien plus considérable que celle des canons en temps de guerre. La fabrication de ceux-ci est d'autre part moins compliquée. Aussi, notre effort devrait-il se porter sur ce point.

Enfin, la métropole elle-même, aurait peut-être intérêt à fonder des usines loin des zones exposées. Cette dernière considération semble bien avoir dicté l'attitude du Gouvernement anglais lorsqu'il s'est proposé de faire construire des usines d'aviation au Canada.

Les autorités militaires françaises se sont préoccupées de ce problème et des missions ont été envoyées dans les différentes parties de notre empire pour étudier de près la question. Les conclusions de l'enquête ont dû être favorables puisque, déjà, des décisions importantes ont été prises.

La Presse française ne nous a-t-elle pas annoncé récemment, que le gouvernement indochinois avait passé un contrat avec une usine d'aviation française en vue d'établir une usine d'aviation. La capacité de production serait, espère-t-on, de 200 appareils par

an, plus 400 moteurs. Cette industrie, dont l'installation se ferait aux frais du Gouvernement, serait montée et exploitée par une société française.

Il nous fut impossible d'avoir plus de détails concernant cette initiative intéressante mais hardie. Si le faible poids de la matière première utilisée dans la construction aérienne en permet le transport sans trop de frais et de difficultés, le recrutement d'une main-d'œuvre en quantité et en qualité suffisante, pour la mise en œuvre, ne manque pas de soulever les plus grandes difficultés.

De plus en plus dans un monde en effervescence, une France qui se dépeuple ne devra de conserver son rang qu'à l'appui que lui fournira son Empire. La Grande-Bretagne ne tiendrait certes pas une place aussi importante dans le monde, si dominions et colonies n'étaient pas là pour l'appuyer.

SECTION II

Craintes que suscite l'industrialisation

L'industrialisation de nos possessions d'outre-mer rencontre de vives oppositions.

Ce sont d'abord celles des colons ou de l'Administration qui s'inquiètent des fâcheuses répercussions d'une trop rapide prolétarianisation des masses.

Ce sont ensuite celles des industries métropolitaines qui redoutent de voir les industries coloniales profiter de l'infériorité de leur prix de revient et leur faire une abusive concurrence.

§ 1. — DU POINT DE VUE POLITIQUE ET SOCIAL

L'évolution et la concentration industrielles du ^{xix}e siècle ont eu pour effet de donner à la classe ouvrière la conscience de sa force et de son pouvoir. La naissance du syndicalisme qui en fut une des premières conséquences s'est faite relativement lentement et dans un pays qu'une civilisation ancienne classait parmi les plus évolués. L'apport de notre économie industrielle aux colonies se ferait évidemment dans des délais plus rapides. Aussi, d'aucuns craignent que cette brutale transformation ne provoque, dans ces pays de civilisation fort différente de la nôtre, un déséquilibre qui se traduirait par des secousses politiques et sociales fâcheuses pour nous.

La famille, la tribu, le clan tiennent dans les civilisations annamite et africaine une place prépondérante. Aussi conçoit-on mal, qu'avant même de voir leur rôle diminuer, se superpose à elles le syndicat, nouvelle cellule d'un monde dorénavant industriel. Ne faut-il pas redouter que les mentalités primitives et un peu sauvages des indigènes ne donnent aux grèves un tour tragique dont nous sommes, dans la métropole, à peine préservés.

De plus, travaillés en sous-main par les partis révolutionnaires, ou des puissances étrangères, les syndicats ne cantonneront plus leur activité dans des questions professionnelles, mais se mêleront de politique. Il risquerait alors de se constituer un pouvoir rival de celui du Gouvernement général, toujours prêt à imputer à l'occupation française l'origine des maux qui accablent la colonie.

Les dangers sont certains, mais il ne faut pas les exagérer. D'ailleurs, une politique qui tendrait à freiner l'inévitable évolution industrielle de nos colonies, risquerait, en fin de comptes, de se retourner contre nous.

§ 2. — DU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE : CONCURRENCE
AUX INDUSTRIES MÉTROPOLITAINES

Certes, les industriels coloniaux paraissent devoir profiter d'une main-d'œuvre bon marché. Il ne faudrait pas, toutefois, exagérer la portée d'un tel avantage. Car ce n'est souvent que la contrepartie d'handicaps que ne connaissent pas les industriels métropolitains. Il convient donc d'examiner de plus près les différents éléments du prix de revient pour savoir ceux qui favorisent ou au contraire handicapent les entreprises coloniales.

Éléments favorables. — Il faut placer en premier lieu les salaires, qui sont très faibles. La hausse considérable de ceux-ci en France depuis 1936 ne fait qu'accentuer cet avantage qui logiquement, doit diminuer d'années en années. En second lieu, les charges fiscales que les industries supportent en vertu d'actes de la puissance publique sont fort inférieures. Il s'agit notamment des impôts et des taxes proprement dits et des cotisations d'assurances sociales ou allocations familiales. Les systèmes fiscaux coloniaux sont bien trop divers pour que nous puissions en entreprendre une comparaison avec le système métropolitain. Nous indiquerons seulement qu'ils sont plus rudimentaires,

comprenant moins de taxes, et que leurs tarifs sont plus modérés. Nous ferons les mêmes constatations pour les charges extra-fiscales, qui sont de nature différente et moins lourdes. Surtout économie sur le frêt. Car on ne transporte que des produits déjà transformés et on ne paye pas pour des poids morts.

En dernier lieu, il faut tenir compte de la faible valeur des terrains, ce qui diminue d'autant le coût des installations.

Éléments défavorables. — Mais il ne faudrait pas brandir le spectre d'une concurrence abusive en prétextant la très grande infériorité du prix de revient aux colonies. Car si la main-d'œuvre est moins chère, le rendement en est moindre et la qualité de travail inférieure. Les cadres européens, directeurs et techniciens, ont des traitements supérieurs à ceux qu'ils toucheraient dans la métropole, à situation égale. Les congés de plusieurs mois qui leur sont accordés pour leur permettre de retourner dans leur patrie exigent un personnel plus nombreux, des voyages longs et coûteux pour eux et leur famille. Le personnel européen coûte aux colonies, à situation égale, quatre fois plus qu'il ne coûte en France.

Plus encore l'entretien des machines, avec la difficulté de se procurer des pièces de rechange, et les interruptions de travail qui peuvent en résulter, comportent des frais qui n'ont pas leur équivalent dans la métropole. Bref, les avantages dont les industries coloniales doivent bénéficier sont, dans certains cas, plus apparents que réels. Certaines fabriques coloniales ne purent même pas résister à la concurren-

rence des articles métropolitains sur le territoire même où elles avaient été montées. N'a-t-on pas vu d'ailleurs des bois norvégiens débarquer au Cameroun et faire concurrence aux industries locales ?

Les prix de revient aux colonies sont donc loin d'être aussi favorables que d'aucuns le prétendent. Que quelques industries métropolitaines se voient fâcheusement concurrencées par des industries coloniales, cela ne saurait nous étonner outre mesure. Mais de là à crier au scandale, et à une concurrence déloyale, il y a un pas.

Sur le marché local, les producteurs métropolitains entrent en concurrence avec les industries coloniales. Mais ici, ce sont eux qui importent leurs produits et les rôles sont donc renversés. Venant concurrencer, ils ne sauraient se plaindre.

Leurs récriminations sont, au contraire, beaucoup plus fondées lorsqu'il s'agit d'une concurrence que les industries coloniales viennent leur faire dans la métropole, ou dans un marché tiers. Quelques cas de ce genre se sont présentés. Ils n'auraient jamais revêtu en eux-mêmes une grande importance, si, de part et d'autre, on entendait donner aux règlements de ceux-ci la portée et la valeur d'une décision de principe.

Examinons quelques cas de concurrence entre les industries coloniales et métropolitaines, sur le marché français, d'abord, sur des marchés tiers ensuite.

1° Sur le marché métropolitain, on peut citer la concurrence faite par l'industrie de la sparterie indochinoise à l'industrie de la sparterie française.

Les importations de tapis-brosses de fabrication annamite, négligeable autrefois, ont crû dans de telles proportions en l'espace de quelques années qu'elles arrivaient à satisfaire plus de 25 % de la consommation reconnue de 4.000 tonnes et menaçait très gravement l'industrie française.

Importations de tapis-brosses			
1931.....	100 Kg.	1935.....	1.036.000 »
1932.....	86.000 »	1936.....	970.000 »
1933.....	243.000 »	1937.....	814.000 »
1934.....	524.000 »		

Les Français protestaient et demandaient à l'Etat d'intervenir. Les intérêts en jeu étaient minimes. La valeur des importations en cause n'était, en effet, que de 2 millions et cette industrie n'occupait en France guère plus d'une centaine d'ouvriers, tandis qu'au contraire, en Indochine, plusieurs milliers d'Annamites en vivaient.

L'Etat français aurait donc pu se désintéresser de la question, d'autant plus qu'il ne s'agissait que d'une industrie entreprenant la transformation de produits végétaux c'est-à-dire d'un type d'industrie rudimentaire qui convient fort bien aux nations peu évoluées. Telle ne fut pas son attitude. Un contingent amiablement établi réalisa la conciliation et l'arbitrage des intérêts opposés en cours.

2° Bien plus intéressante paraît être la concurrence que se font dans nos colonies, l'industrie cotonnière métropolitaine et l'industrie cotonnière des Etablissements de l'Inde ; il s'agit, en effet, d'un type d'industrie beaucoup plus évolué.

L'industrie cotonnière des Etablissements de l'Inde est représentée par trois firmes : la Savana, la Modé-

liarpeth, et l'Anglo-French qui totalisent à elles trois 71.944 broches à filer et 1.740 métiers. Les conditions de production y sont assez favorables. La durée du travail, autrefois de 54 heures est encore de 48 heures. Le salaire ne dépasse pas 8 francs ; les approvisionnements en coton sont des plus aisés, puisqu'ils proviennent des Indes Anglaises. Quant aux approvisionnements en matériel, ils ne supportent aucun droit de douane, puisque les Etablissements de l'Inde sont constitués en zone franche. Enfin, les charges fiscales sont pratiquement nulles. Il faut reconnaître toutefois que le rendement de l'ouvrier y est inférieur de 40 % à celui d'un Européen ; qu'aux salaires en espèces s'ajoutent des fournitures de riz, des frais médicaux, que le personnel de direction y est payé plus cher ; que le matériel s'use plus, et qu'enfin un droit de sortie est perçu sur les exportations de tissus.

Il n'en est pas moins vrai que les conditions de travail y sont bien plus favorables qu'en France, surtout depuis 1936, et qu'elles ont permis de faire en Indochine, à Madagascar, en A. O. F., une sérieuse concurrence à l'industrie cotonnière française, que les statistiques suivantes traduisent bien :

**IMPORTATIONS DE TISSUS DE COTON DE PONDICHERY
DANS LES PRINCIPALES COLONIES DE DESTINATION**

		A) Importations en Indochine					
Désignation	Unité	1932	1933	1934	1935	1936	1937
Imp. totales	9 m.	8.894	9.748	6.800	6.557	5.271	
Coton écreu	»	7.095	7.140	5.340	4.835	3.888	
Tissu teint	»	1.469	1.475	814	970	948	
Tissus fab.	»	329	1.086	527	578	352	
Avec fil teint	»						

Les statistiques de 1937 ne sont pas encore parvenues.

B) Importations à Madagascar

Désignation	1932	1933	1934	1935	1936	1937
	Kilos	Kilos	Kilos	Kilos	Kilos	Kilos
Imp. totales.	751.139	1.113.748	1.084.532	855.407	784.446	812.949
Tis. cot. écriu	616.726	931.963	928.939	683.427	639.025	695.101
Tissus teints	103.637	136.204	115.682	116.695	96.537	105.920
Tissus fabr..	29.776	42.760	39.785	52.835	45.689	11.397
Avec fil teint						

C) Importations en A. O. F.

Désignation	1932	1933	1934	1935	1936
A) Tissus taxés au mètre ..	2.250.505	5.146.566	5.464.566	5.801.233	8.045.553
B) Tissus taxés au poids (kg)	17.660	48.934	108.552	201.010	311.587

Nota. — Les importations en A. O. F. se font surtout au Sénégal.

D) Importations en A. E. F.

Désignation	1932	1933	1934	1935	1936
Tous tiss. de coton (kgs)	31.723	38.869	10.733	4.655	16.431

E) Les importations dans les autres colonies sont peu importantes et le plus souvent ne sont pas reprises à part dans les statistiques de ces colonies.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

Exportations de fils et de tissus de coton de Pondichéry
(d'après les statistiques de la colonie de l'Inde française)

Désignation	1932	1933	1934	1935
	Kilos	Kilos	Kilos	Kilos
A) Fils de coton	1.035.300	998.652	1.040.050	753.575
B) Tissus de coton				
Export. totales...	3.376.222	3.181.180	2.585.920	2.278.575
A destin. France et Algérie.....		73.844	77.547	14.800
Autres colonies..	2.693.798	2.536.034	2.193.719	3.001.502
Autres pays	680.424	571.302	314.714	261.981

1° D'après les renseignements que nous avons demandés au Gouvernement de la colonie, sur cette quantité, 2.670.328 kilos auraient été expédiés en franchise dans les colonies protégées, par imputation sur le contingent de 3.000 tonnes prévu par la loi du 13 avril 1928, et 331.174 kilos auraient été exportés, sans certificat d'origine, vers les colonies à régime d'égalité économique.

2° Les statistiques de 1936 ne sont pas encore parvenues.

Ce développement des exportations fut favorisé par la baisse de la roupie indienne, à laquelle la roupie de l'Inde française se trouve liée.

A Madagascar, depuis 1934, les importations de tissus écrus de Pondichéry sont en régression sensible par suite de la part prise par l'Indochine dans les importations desdits tissus.

En A. O. F., les tissus de l'Inde française ont très largement profité de la protection douanière obtenue par le Syndicat général de l'Industrie cotonnière française en faveur du tissu français et les importations, dans ce groupe de colonies, de tissus de Pondichéry ont crû dans des proportions de 1 à 20 .

Depuis les récentes baisses du franc, il semblerait que la concurrence des tissus de Pondichéry soit moins active à Madagascar et en A. O. F. La roupie de l'Inde française suit le cours de la roupie indienne et, de ce fait, l'effet de la protection se fait sentir sur les tissus de Pondichéry.

Excédés de la gravité de la crise qu'ils traversaient, les industriels métropolitains ont demandé non

seulement le maintien du régime des contingents auxquels les exploitations des tissus indiens étaient soumis depuis 1904, mais la restriction des contingents fixés. Des tentatives de conciliation et d'arbitrage n'ont pas abouti.

Il ne faudrait pas exagérer l'importance de ces quelques cas. Ils se rapportent tous à l'Indochine qui est la plus évoluée de toutes nos colonies, d'une part, et d'autre part au regard des capitaux considérables engloutis dans de multiples entreprises coloniales, ces résultats sont encore bien modestes et ne sauraient nous effrayer.

Au surplus, y a-t-il lieu de redouter que les industries métropolitaines perdent, du fait de l'industrialisation de nos possessions, un débouché ? Autrement dit, l'industrialisation tendrait-elle à diminuer les échanges entre la métropole et les colonies ?

SECTION III

L'industrialisation des colonies tiendrait-elle à diminuer les échanges franco-coloniaux ?

Il semble que, pour bien répondre à cette question, il faille distinguer deux périodes. Au cours de la première, nos possessions auront à modifier leur structure économique avec la collaboration active de la métropole. Aucune diminution des échanges n'est à craindre, semble-t-il, à ce moment. Cette période de transition terminée, grâce à l'accroissement du pouvoir d'achat colonial que l'on est en droit d'atten-

dre d'une telle politique, il paraît plus que probable que les échanges franco-coloniaux s'intensifieront.

§ 1. — PÉRIODE DE L'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL

Durant la première période, les échanges intellectuels et économiques prendront une ampleur considérable.

Nos possessions, à la recherche de techniciens, feront appel aux nôtres. Un débouché considérable s'offrira aux indigènes de nos grandes écoles qui s'expatrieront et contribueront à y asseoir plus solidement notre influence. De son côté, l'élite indigène, au cours des nombreux voyages qu'elle aura l'occasion de faire dans la métropole, apprendra à mieux nous connaître et nous apprécier.

L'œuvre des capitalistes et industriels métropolitains n'en sera pas moins importante. L'épargne coloniale étant inexistante, l'industrialisation ne saurait être opérée qu'avec l'aide de capitaux français. Au début, sans doute, ce sera l'œuvre de quelques capitalistes isolés, puis de banques d'affaires ; puis, lorsque le mouvement sera donné, de grosses industries métropolitaines ou même de petites épargnes participeront au mouvement. Dans des pays comme la France ou l'Angleterre, où les moindres besoins sont satisfaits, il est difficile de monter des entreprises nouvelles, autrement dit, de prendre des risques. Les colonies, au contraire, semblent un champ d'activité pour les capitalistes à la recherche de profits et de

gains substantiels. Deux ordres de considérations doivent les pousser à agir de la sorte. Eviter d'abord que l'industrie coloniale ne tombe sous une influence étrangère, et surtout l'insécurité croissante dans le monde politique actuel des placements à l'étranger.

Une telle expatriation de capitaux ne saurait nuire à l'industrie métropolitaine, loin de là. Son industrie en profitera, car la majeure partie des prêts consentis serviront à l'achat de matériel français. Reconnaissant le caractère inévitable de l'industrialisation de l'Inde, l'Angleterre a décidé de favoriser l'essor de ses entreprises en les soumettant au contrôle de la finance britannique.

En 1919, sur 237 millions de livres de capital exporté d'Angleterre, l'Inde recevait à peine 1 million 400.000 livres, soit 0,6 %. Dès 1933, sur 235 millions exportés, l'Inde en recevait 336, soit 15 %. Aujourd'hui, toute l'industrie du jute, la plus grande partie des mines, sont entre des mains anglaises. Par ailleurs, 72 % des sociétés anonymes sont entre les mains d'actionnaires anglais.

Certes, une telle évolution peut porter préjudice à certaines industries métropolitaines, notamment, celles qui exportent des produits fabriqués tels que cotonnades, tissus, vannerie, papier, etc... Mais si certaines perdent des débouchés, beaucoup d'autres au contraire en gagnent. La comparaison des importations de l'Inde en 1913 et 1934 nous montre que les modifications portent essentiellement sur la nature des échanges.

STATISTIQUES

En provenance d'Angleterre

Diminution

(millions de roupies)

	1913-1914	1935-1936
Cotonnades	429	90
Fers et cuirs.....	69,6	35,6
Matériel voies ferrées.....	55	0
Fils de coton.....	33,5	9,7
Laine manufacturée.....	18,5	8,7
Quincaillerie	16,9	10,4
Charbon et coke.....	4,1	0,3
Verre, cuirs, mercerie, savon, soieries, divers.....	31,2	10,7

Augmentations

Machines et matériel d'usine	47,8	92,6
Instruments et appareils....	10,5	27
Autos	7,4	18,7
Pneumatiques	1,6	14,7
Bicyclettes	2,9	8,3
Produits chimiques.....	6,9	17,4
Colorants	0,7	
Boissons alcooliques	6,9	4,3
Engrais	1,7	9,7

En provenance d'Allemagne

(millions de roupies)

	1913-1914	1925-1931
Teinture	8,7	20,2
Machines	3	16,4

En provenance d'U. S. A.

	1913-1914	1925-1931
Machines	2,4	11,7
Autos	0,8	16

En provenance du Japon

	1913-1914	1925-1931
Soie artificielle	0	26,4
Cotonnades	0,6	63,5
Fils de coton.....	0,6	17,9
Art. de laine manufacturés..	0	7,8
Produits chimiques	0,1	3,6

La lecture de ces statistiques nous montre une régression sensible des produits fabriqués importés dans l'Inde, et au contraire, une forte importation de machines, autos, produits chimiques, autrement dit de matériel d'équipement et d'objets de luxe. Il faut en conclure que certains éléments de la population ont désormais la possibilité de consommer des articles de qualité dont l'usage était jusque-là inconnu. C'est donc un signe d'enrichissement suscité par l'équipement économique du pays.

§ 2. — PÉRIODE POSTÉRIEURE

Cette évolution terminée, faut-il craindre que le commerce franco-colonial ne diminue et ne concurrence plus, par exemple, que les matières premières. S'il en était ainsi, on pourrait dire que la métropole se serait faite l'artisan de sa ruine. Rien ne nous autorise, semble-t-il, à brosser un avenir si noir.

Chaque année, la métropole bénéficiera de rentrées de capitaux : arrérages des investissements opérés. Ceux-ci auront pour effet de compenser le déséquilibre de la balance du commerce, fatal dans un pays relativement vieux. C'est toute l'histoire des relations financières et économiques, des relations entre le vieux et le nouveau continent qui se renouvellera. L'industrie française dont le rôle et l'activité se trouvent en fait limités dans la métropole par une intervention croissante de l'état dans son domaine, pourra trouver des possibilités de développement intéressantes.

L'Angleterre ne tire-t-elle pas une grosse partie de sa puissance de l'activité de ses banques et de ses compagnies d'assurances qui prélèvent sous forme d'agios, de courtages, de remises, une dîme sur une importante partie des transactions impériales.

Le commerce franco-colonial lui-même (théorie et pratique le montrent) pourra se développer dans de fortes proportions. Autrefois, fonction du volume et de la valeur de la récolte, il ne pouvait dépasser une certaine limite. Plus aucun obstacle de ce genre n'existera dorénavant. L'accroissement du pouvoir d'achat permettra une augmentation sans réserves des transactions avec la métropole. Pour les importations coloniales, la part de la France diminuera peut-être relativement à leur ensemble, mais en valeur absolue, elle augmentera. Le commerce anglo-américain n'est-il pas plus important depuis 1900 qu'avant ?

Il est certain qu'on peut noter une certaine régression du commerce international de nos jours. Lorsque les nations ne s'adonnent pas à l'autarcie, de fortes barrières douanières freinent considérablement les importations étrangères. Mais il s'agit d'états souverains indépendants qui, pour des raisons de Défense nationale, doivent s'assurer une économie indépendante. De plus, à la faveur de la guerre, ils se sont surindustrialisés et se voient dans l'obligation de protéger leur industrie. Nous ne saurions donc, en aucun point, comparer la situation de nos possessions à la leur.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE COLONIALE ET SES PROBLÈMES

SECTION I

Que doit-on entendre par « activité industrielle » ?

Pour les uns, un produit ou une activité présente un caractère d'autant plus industriel que la somme de travail humain mise en œuvre est plus grande. Ainsi la culture du blé, du coton, ne constitue pas une activité industrielle, parce que le rôle des facteurs naturels prime celui des agents humains. En revanche, la transformation du minerai en masse ou en produits fabriqués et même une culture agricole intensive, constituent des activités industrielles parce que le travail de l'homme y est prépondérant.

Un tel critérium d'essence physiocratique, s'avère trop imprécis. Il livre toute classification à une simple appréciation. Il aboutit, de plus, à des résultats paradoxaux, puisque la culture intensive se rangerait parmi les activités industrielles tandis que l'extraction de minerai en serait exclue.

Il semble d'ailleurs impossible de trouver en cette matière un bon critérium, aussi, préférons-nous définir l'activité industrielle en l'opposant à l'activité agricole et commerciale.

Sous le terme d'industrie, nous comprendrons :

a) Les industries extractives.

b) Les industries de première transformation des produits minéraux et végétaux.

c) Les industries de deuxième transformation ou de produits manufacturés. Dans cette catégorie, nous rangerons aussi les industries de distribution d'énergie électrique, de gaz et d'eau qui vendent, à proprement parler, des services.

Pour l'étude que nous entreprenons, il est préférable de classer les industries coloniales en quatre catégories :

1° Les industries extractives qui doivent toujours être développées, car elles favorisent la mise en valeur de notre empire.

2° Les industries de première transformation :

a) de produits végétaux d'abord, qui ont pour but soit d'assurer la conservation des matières exportées : ce sont les usines de conservation de viande, de poissons, qui existent en Nouvelle-Calédonie et à Madagascar, usines de congélation d'œufs au Maroc ; soit de faire subir à la matière première une transformation pour éviter des frais de transport élevés. Par exemple : les usines d'égrenage du coton, les huileries. Ces industries ne concurrencent pas énormément celles de la métropole et permettent d'obtenir une matière première plus pure et moins encombrante.

b) Usines de transformation de produits minéraux, épuration du minerai.

3° Industries locales. Celles-ci se développent uniquement pour assurer les besoins des indigènes, ne visent pas à l'exportation : fabrique de glaces, brasseries.

4° Industries directement concurrentes. Les colonies les plus évoluées ont une industrie plus perfectionnée et concurrencent certaines entreprises similaires métropolitaines, non seulement sur le marché local, mais aussi sur les marchés étrangers. C'est le cas des cimenteries, raffineries, etc...

Personne n'a jamais contesté aux colonies le droit d'établir chez elles des industries des trois premières catégories. C'est seulement l'installation d'industries de la quatrième catégorie qui soulevait l'opposition des métropolitains.

Leurs craintes et leur indignation sont, semble-t-il, trop exagérées, lorsqu'on songe aux difficultés et obstacles de toutes sortes que rencontre l'installation de telles industries coloniales.

SECTION II

Problèmes auxquels se heurte l'installation d'industries aux Colonies

L'abondance relative des capitaux et de la main-d'œuvre, la diversité des sources d'énergie qui favorisent tant les entreprises métropolitaines, n'existent généralement pas dans nos possessions d'Outre-mer.

Le plus souvent, les difficultés auxquelles se heurtent les industries coloniales proviennent précisément de la rareté des capitaux, de la pénurie de la main-d'œuvre et de l'absence de force motrice.

§ 1. — HANDICAPS FINANCIERS DES ENTREPRISES
COLONIALES

La rareté des capitaux

Le marché financier colonial est à peu près inexistant ; aussi faut-il faire appel au marché métropolitain. Mais sur celui-ci, on constate que le volume des capitaux enclins à s'expatrier aux colonies est assez réduit : cela tient à des circonstances économiques générales ainsi qu'à la nature même des entreprises coloniales.

L'accaparement par l'Etat des disponibilités du marché financier, les émissions à des taux élevés, amènent une hausse générale du taux de l'intérêt, et par là même, alors, le rendement des valeurs à revenu fixe s'avère assez intéressant pour décourager le capitaliste d'opérer des investissements dans des entreprises aléatoires dont le rendement n'est pas immédiat.

L'affaiblissement du goût de risques, la diminution des grosses fortunes par l'élévation des droits de mutation, l'incertitude politique actuelle sont autant de motifs qui freinent toute velléité d'investissement dans ces entreprises.

Mais il faut reconnaître surtout que les titres coloniaux ne répondent pas aux exigences de la petite

épargne. L'appel de capitaux se heurte à des résistances, à de la méfiance, à de la timidité qui s'expliquent par bien des raisons : les valeurs coloniales apparaissent dans l'ensemble comme des valeurs spéculatives. Certaines, au cours des dernières années, ont fortement déçu leurs porteurs.

Il est difficile pour les souscripteurs de déceler derrière les alléchantes promesses des prospectus, l'exacte vérité. L'éloignement de l'affaire exige de la part de l'actionnaire une entière confiance dans le fondateur de la Société. Or, très souvent, les épargnants ont gardé une instinctive méfiance. Lorsqu'elle sera plus abondante, l'épargne coloniale sera mieux à même de jouer un rôle dans la mise en valeur de nos colonies.

Pour ces raisons, jusqu'à présent, la plupart des entreprises coloniales sont l'œuvre d'un groupe de capitalistes en quête de placements intéressants, ou de banques d'affaires qui placent leurs titres dans le public au fur et à mesure du fonctionnement de l'affaire. Enfin, assez souvent, elles sont les filiales de sociétés métropolitaines similaires.

La création d'une industrie aux colonies exige une mise de fonds bien plus importante qu'elle n'exigerait en France. Ceci pour des raisons bien simples : au prix d'achat en France du matériel, il faut ajouter le prix de son transport aux colonies, le paiement d'une taxe d'importation, les frais qu'occasionne le séjour de spécialistes chargés de le monter, de le mettre en marche.

Les matières premières (ciment, bois) nécessaires pour la construction du bâtiment reviennent également plus cher.

De plus, toute industrie coloniale doit posséder un stock important de pièces de rechanges. S'il n'en était ainsi, au moindre incident mécanique, il faudrait arrêter la marche de l'affaire en attendant que parvienne de la métropole, la pièce désirée : bref, l'entreprise risquerait de chômer un ou deux mois. Un tel stock représente une immobilisation encore importante.

Des conversations que nous avons eues avec des entreprises coloniales, il ressort que, pour monter en A. E. F. une scierie qui, en métropole, coûterait 2 millions 1/2, il faudrait dépenser aux colonies le double, soit 5 millions, et posséder un stock de pièces de rechange d'environ 800.000 francs.

Non seulement le capital nécessaire est plus important et plus difficile à trouver, mais il court des risques plus considérables que dans la métropole.

L'appréciation des débouchés d'une entreprise coloniale s'avère très difficile : s'il s'agit d'une industrie extractive, le problème est plus simple et va se ramener à comparer le prix de revient au cours mondial du minerai. Rien de difficile, donc, s'il s'agit d'une industrie qui travaille pour l'exportation et autrefois installée dans la métropole. Aucune difficulté spéciale, puisque les débouchés restent les mêmes. (La hausse du frêt pourrait, toutefois, avoir des conséquences catastrophiques). Mais il en est

autrement, lorsqu'une industrie se monte pour répondre uniquement à des besoins locaux.

Comment connaître la capacité d'absorption du marché ? Seules, les statistiques douanières peuvent donner une indication en renseignant sur les importations étrangères de produits semblables.

Le public a ses habitudes et ses exigences et il peut être difficile de les lui modifier et de lutter même à prix de revient égal, avec la concurrence étrangère. Ainsi, il est certes possible de fabriquer du papier en Indochine avec des matières premières locales, mais il ne sera pas de même qualité que le papier importé, et l'on peut douter du succès d'une telle entreprise. Bref, quand on songe aux difficultés financières qu'on rencontre, aux risques courus, on comprend la méfiance et la timidité des industriels et capitalistes métropolitains pour se lancer dans de telles voies.

Au surplus, l'organisation du crédit dans nos colonies, fragmentaire et imparfaite, handicape les entreprises coloniales en regard des entreprises métropolitaines.

B) Mauvaise organisation du crédit

1° Court terme.

Le crédit à court terme a essentiellement pour but de faciliter les trésoreries des entreprises. Pratiqué par les banques d'émission coloniales et les autres banques, c'est encore celui qui laisse le moins à désirer, sans doute parce que sa technique est relative-

ment simple et les risques qu'il comporte, modérés. Il n'en est pas de même du crédit à long et à moyen terme.

2° Moyen terme.

Il vise à faciliter par l'emprunt les dépenses d'outillage ou de complément d'aménagement.

Ces dépenses, relativement peu importantes par rapport au capital propre, peuvent néanmoins être trop élevées pour qu'on puisse y faire face en une seule année.

Ce crédit est réparti par trois catégories de personnes :

a) Les capitalistes privés : banquiers ou colons, qui acceptent souvent assez volontiers de consentir des prêts de cette nature à condition qu'ils aient une garantie hypothécaire.

b) Les banques elles-mêmes, dont l'activité est plus spécialement consacrée au crédit à court terme, consentent quelquefois, pour des durées relativement réduites et pour une fraction limitée de l'ensemble de leurs risques, à traiter quelques opérations à moyen terme.

c) Enfin, le Crédit colonial, fondé en 1935, et rattaché au Crédit national.

Apparemment bien organisé, le crédit à moyen terme soulève encore de vives critiques :

Pratiqué par des établissements bancaires qui ne désiraient faire que des opérations à court terme, le crédit à moyen terme revêt un caractère précaire, et les débiteurs peuvent être amenés à se voir réclamer leur argent dans des délais très courts.

Bref, une non-spécialisation bancaire nuit, en fin de compte, aux emprunteurs.

Le Crédit colonial avait justement pour but de pratiquer d'une manière régulière sur les marchés coloniaux. Sa création récente ne nous permet pas de porter déjà un jugement sur son activité encore réduite. Il semblerait, toutefois, que la longueur des délais pour l'obtention des crédits diminuerait l'efficacité de son rôle.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que le commerçant, l'industriel en quête d'un prêt rapide, se voie obligé quelquefois, de recourir aux services de l'usurier.

3° Crédit à long terme.

Il est l'œuvre du Crédit foncier. Malheureusement, l'extension de ses opérations se heurte à deux obstacles :

a) D'une part, l'élévation du taux de l'intérêt. Celui-ci se calcule en partant du prix de revient des obligations, auquel il faut ajouter les frais généraux de l'Administration qui sont assez élevés aux colonies. En conséquence, les prêts ne peuvent être bon marché dans les circonstances économiques présentes, dans nos possessions, et leur développement s'en trouve limité.

b) Un autre obstacle, d'autre part, réside dans le caractère restreint et parfois inexistant du marché foncier. Il est nécessaire, en effet, que les prêteurs à long terme puissent rentrer dans leurs fonds par la

vente d'immeubles donnés en gage. Cela implique qu'il y ait un marché foncier.

Cette condition, qui se trouve réalisée en Afrique du Nord, ne l'est pas dans le reste de nos possessions.

En définitive, le Crédit colonial pêche par trois côtés :

Un taux d'intérêt trop élevé.

Une spécialisation bancaire insuffisante, sauf en Afrique du Nord où elle est bien supérieure.

Des délais trop longs pour l'obtention de crédits lorsqu'on s'adresse au « Crédit colonial ».

C) Danger de double imposition

S'il est vrai que le régime fiscal de la plupart de nos colonies favorise les entreprises et industries locales, il faut toujours redouter les doubles impositions, notamment en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Pour les sociétés françaises, cet impôt est payable au bureau de l'Enregistrement du siège social.

En vertu d'une jurisprudence non contestée, la Société qui a son siège social dans la colonie ne peut se voir réclamer dans la métropole l'impôt sur le revenu des Valeurs mobilières. Elle ne l'acquitte que dans la colonie au tarif local. Le tarif y étant généralement modéré, c'est un avantage incontestable qu'elle possède. A cet égard, les sociétés coloniales ont une situation plus favorable que la société établie dans la métropole.

Ainsi, toute société coloniale aurait intérêt à fixer son siège social dans la colonie. Mais il leur est dif-

ficile de couper tous les liens qui les rattachent à la métropole. C'est dans la métropole que l'on fait souscrire les actionnaires, que l'on tient l'Assemblée générale et même, souvent, le Conseil d'administration.

La Société sera donc amenée à installer son Administration à Paris. L'Administration aussi prétendit taxer à l'impôt sur le revenu des Valeurs mobilières en actions, ces sociétés, sous prétexte que le siège statutaire ne correspondrait pas à la réalité.

Les tribunaux ont eu à se prononcer plusieurs fois sur ces prétentions de l'Administration. Ils l'ont fait dans des sens divers.

Les milieux coloniaux se sont vivement émus de cette incertitude de la jurisprudence, et une proposition de loi a été déposée par M. Gratien CANDACE, visant à supprimer les doubles impositions. Elle est ainsi conçue : « La législation en vigueur en Algérie, « dans les Colonies et pays de protectorat, dans les « territoires sous mandat, est seule applicable aux « sociétés, y ayant leur siège social statutaire et leur « exploitation principale, même si elles tiennent leurs « Assemblées générales en France et y ont des organes d'administration et de contrôle. »

Cette proposition est d'ailleurs restée en suspens, malgré l'insistance avec laquelle les sociétés coloniales en réclamaient l'adoption.

On ne saurait trop blâmer de ses prétentions l'Administration française de l'Enregistrement :

Elles incitent les sociétés coloniales à transporter hors de la métropole leurs organes d'administration et de contrôle, ceci à l'encontre d'une saine gestion

de leurs affaires : maintenus dans la métropole, les organes directeurs et l'Assemblée des actionnaires se trouvent plus dégagés des influences locales. Ils sont mieux placés pour s'assurer le concours de capitaux métropolitains et de personnalités qualifiées.

§ 2. — PROBLÈMES QUE POSE LE RECRUTEMENT
DU PERSONNEL

La médiocrité de la main- d'œuvre, l'inexistence de cadres indigènes sont autant de facteurs qui handicapent fortement les industries coloniales.

A) Main-d'œuvre

Celle-ci pêche souvent par sa quantité, toujours par sa qualité.

a) Quantité.

Ce serait une grosse erreur de croire que toutes nos possessions sont aussi peuplées que l'Indochine. L'Afrique noire est dépeuplée et la main-d'œuvre y est insuffisante au point de suffire à peine aux besoins de l'agriculture. L'industrialisation ne saurait ainsi se justifier par les mêmes motifs qu'au Tonkin.

En Afrique du Nord, une certaine pénurie de main-d'œuvre commence à se faire sentir, d'autant que la proximité du continent européen incite un certain nombre d'indigènes à émigrer pour être mieux payés.

En attendant qu'au contact de notre civilisation occidentale, la natalité augmente dans certaines parties de notre empire, les entrepreneurs coloniaux

souffrent de la pénurie de main-d'œuvre ainsi que de son instabilité.

La fidélité au contrat passé est chose inconnue chez les indigènes qui n'hésitent pas à quitter le patron qui les avait engagés, pour gagner ailleurs un salaire légèrement supérieur.

En vérité, la main-d'œuvre coloniale pêche peut-être moins par son insuffisance que par sa médiocrité.

b) Qualité.

Bien qu'il faille faire quelques distinctions en cette matière suivant les colonies considérées, et surtout selon qu'il s'agit des jaunes ou des noirs (la main-d'œuvre jaune semble meilleure que la main-d'œuvre noire, sans doute parce que d'une civilisation plus évoluée) ; il faut reconnaître que le rendement de l'ouvrier indigène est bien inférieur à celui de l'ouvrier européen ; la longue durée de travail qu'il fournit quotidiennement ne saurait suffire à pallier cette infériorité. Il est généralement impossible de lui confier des tâches délicates ou difficiles. Chaque fois qu'un poste exige ce que l'on appelle un ouvrier qualifié, il faut s'adresser à des Européens, sauf peut-être en Indochine où la main-d'œuvre annamite est plus évoluée.

Mais, trait plus grave encore, l'ouvrier indigène manque d'énergie. Nonchalant et paresseux, il s'arrête de travailler lorsque son gain lui permet d'acheter la nourriture nécessaire à sa subsistance. Aussi a-t-on pu constater quelquefois, qu'à une augmenta-

tion de salaire correspondait une diminution d'heures de présence. Dépourvu de toute ardeur au travail et d'esprit d'initiative, il importe, donc, de bien l'encadrer pour qu'il fournisse un travail acceptable. C'est pourquoi le choix du personnel de direction et des agents de maîtrise importe au premier chef.

B) Personnel de direction

L'allant, l'autorité, l'esprit d'initiative, apanages indispensables de tout chef digne de ce nom, sont les qualités que doivent posséder au plus haut point les directeurs d'industries coloniales.

Pour donner de la vie à la main-d'œuvre coloniale, amorphe comme nous venons de le voir, il faut que l'Européen qui la dirige soit, avant tout, un homme d'action et qu'il sache communiquer au personnel qu'il a sous ses ordres son dynamisme.

Energique, il lui faut aussi être débrouillard. Pour faire face aux défaillances, incidents mécaniques ou autres qui peuvent surgir, il ne peut guère compter que sur lui-même. Son ingéniosité, son astuce peuvent épargner à son atelier de nombreuses heures de chômage.

Ceci est tellement vrai que les sociétés coloniales, au dire de gens bien informés, doivent en partie leur succès ou leur échec à la personnalité du directeur.

§ 3. — RARETÉ DE LA FORCE MOTRICE AUX COLONIES

Les problèmes que pose la recherche de carburant pour nos colonies et pour leurs industries sont trop complexes et trop vastes pour que, dans cette partie,

nous en parlions longuement. Nous consacrerons dans la deuxième partie à cette question les développements qu'elle mérite. Mais il semble utile de montrer en quoi les industries coloniales sont sur ce point, désavantagées par rapport aux industries métropolitaines.

Dans ces pays nouveaux, la force motrice est loin d'être aussi abondante que dans les pays européens, aussi, toute industrialisation hâtive est-elle freinée. Ceci montre combien le développement de l'activité privée dépend de la mise en valeur du pays, œuvre qui relève de l'Etat.

A part l'Indochine dont la richesse houillère est assez considérable et le Maroc dont les possibilités s'avèrent intéressantes, notre Empire est assez pauvre en charbon. Peut-être faut-il en imputer une exploration incomplète ou hâtive.

La recherche des gisements de pétrole s'opère sous la direction de l'Office National des Colonies, mais n'a donné que des résultats décevants, notamment en Afrique du Nord. Les explorateurs, néanmoins, gardent bon espoir et imputent l'échec des recherches au fait que la constitution géologique du sous-sol exigerait des sondages particulièrement profonds.

L'exploitation de la houille blanche se heurte, semble-t-il, dans nos possessions à deux sortes d'obstacles :

a) Elle nécessite d'une part, de fortes dénivellations de terrain qui ne se présentent guère dans toutes nos colonies.

b) D'autre part, l'investissement de capitaux considérables.

Aussi peut-on craindre que de tels travaux ne précèdent pas mais suivront le développement de l'activité économique de nos colonies.

C'est pourquoi la plupart de celles-ci sont dans l'alternative, soit d'importer du carburant, soit de tirer parti de carburants végétaux qui sont aux colonies en nombre assez considérable, mais dont on ne connaît guère encore la technique d'utilisation.

Ces carburants végétaux reviennent bon marché, mais leur emploi nécessite un personnel européen, et cela fait reculer beaucoup de colons et d'industriels.

CONCLUSION

Durant toute leur existence, les sociétés coloniales se trouvent devant des difficultés à résoudre, inconnues dans la métropole.

Il est possible de redouter que, malgré certains avantages incontestables, des entreprises ou industries d'une utilité certaine pour le marché ou l'avenir colonial, ne renoncent à s'établir. Aussi peut-on se demander quelle doit être l'attitude de l'Etat :

Doit-il aider, le cas échéant, ou favoriser l'industrialisation de nos possessions ?

CHAPITRE IV

L'ETAT ET L'INDUSTRIALISATION DES POSSESSIONS FRANÇAISES

Le problème de l'industrialisation des colonies ne saurait laisser l'Etat indifférent. Les intérêts métropolitains, coloniaux, et les intérêts généraux de l'Empire dont il a la garde lui commandent d'avoir une opinion et une politique nette sur un sujet de cette importance.

Quelle doit être sa politique, et quels sont les moyens dont il dispose pour l'appliquer ? Tel sera l'objet du présent chapitre.

1° L'Etat doit-il prendre une part active à l'industrialisation des colonies ?

2° De quels moyens dispose-t-il pour faire respecter les intérêts coloniaux et métropolitains dont il a la sauvegarde ?

3° Comment conciliera-t-il les intérêts opposés de la métropole et des colonies ?

Telles sont les questions auxquelles nous aurons à répondre.

SECTION I

L'Etat doit-il prendre une part active à l'industrialisation de nos colonies ?

L'Etat français peut adopter deux attitudes : soit interdire la création d'industries coloniales, soit y prendre une part active.

La première équivaldrait à placer les colonies sur un pied d'infériorité par rapport à la métropole et consacrerait un retour aux conceptions périmées du pacte colonial puisque ce serait en fonction des intérêts métropolitains que serait orientée l'économie coloniale.

Le Parlement souverain peut toujours prendre des mesures de ce genre, mais elles seraient en contradiction formelle avec la loi de 1928, charte fondamentale des rapports franco-coloniaux. Cette loi de 1928 a assimilé à la métropole un certain nombre de colonies et a posé le principe de la liberté absolue et réciproque des échanges à l'intérieur du bloc ainsi constitué. En contre-partie de cette liberté, et de cette franchise des échanges, les colonies assimilées se sont vu imposer et ont accepté une lourde charge, à savoir l'application à leurs importations d'origine étrangère du tarif douanier métropolitain.

Bref, la métropole, en s'opposant à l'industrialisation de nos colonies, violerait le principe proclamé en 1928 et inaugurerait une politique entièrement nouvelle et différente.

Mais on peut concevoir aussi que l'Etat adopte une attitude entièrement différente : reconnaissant les heureux effets qu'il est possible d'attendre de l'industrialisation de nos possessions et redoutant une défaillance ou une certaine timidité des initiatives privées, il pourrait l'activer et participer lui-même à l'installation d'industries.

Cette attitude ne saurait être blâmée, à condition toutefois que les modalités de son intervention soient assez souples pour s'adapter aux nécessités très variables, suivant nos possessions.

On peut envisager trois formes d'intervention de l'Etat :

1° Créer lui-même des industries et les exploiter en régie.

2° Collaborer à la création d'industries coloniales dont l'exploitation serait assurée par des sociétés d'économie mixte.

3° Encourager seulement l'investissement de capitaux aux colonies en leur octroyant des garanties d'intérêts.

Le premier de ces systèmes semble devoir être écarté. Certes, il est fâcheux que la crainte des risques décourage les initiatives privées, mais il le serait bien plus que l'Etat se lançât dans des réalisations gigantesques et coûteuses, sous le seul prétexte que l'argent qu'il manie ne soit pas le sien, mais celui du contribuable. La gestion de l'Etat n'est, de plus, jamais économe, car, patron modèle, il ne prend pas assez en considération la notion du prix de revient.

Une organisation étatique et administrative partage trop les responsabilités et paralyse par trop toutes les initiatives privées intéressantes. On peut craindre de plus que des considérations autres que celles de l'intérêt général la fassent agir. D'ailleurs, la création d'industries par l'Etat et leur exploitation en régie, ne sauraient avoir lieu pour toutes sortes d'industries, notamment pour les petites exploitations minières à leur début, les petites industries travaillant pour des besoins locaux : brasseries, industries de la glace, papeterie... Pour les grosses industries d'énergie électrique, les grandes exploitations minières, nous préférons, malgré ses défauts, un régime d'économie mixte.

Rien ne saurait justifier juridiquement et moralement une prétention de l'Etat à monopoliser et à exploiter en régie les industries coloniales. Son désir, au contraire, d'être associé aux bénéfices qu'elle pourrait réaliser repose sur des bases plus sérieuses. Le succès et le développement de l'industrie coloniale sont liés au degré de mise en valeur du pays dont la charge incombe entièrement à l'Etat. Il est donc légitime que l'Etat demande une part des bénéfices. L'économie mixte, nous le verrons dans notre deuxième partie, a trouvé au Maroc un champ d'expansion très important. Le gouvernement chériffien, par l'intermédiaire du bureau minier chériffien, a des participations dans toutes les exploitations minières.

Les petites industries ne sauraient jamais s'accommoder d'un régime d'économie mixte, car les

patrons, souvent entièrement propriétaires de ces entreprises, répugneraient à voir l'Etat s'immiscer, si peu soit-il, dans leur gestion. Au surplus, le régime de l'économie mixte comporte un certain nombre d'inconvénients qui ne manquent pas d'apparaître dans la colonie comme dans la métropole.

C'est pourquoi, semble-t-il, le système de la garantie d'intérêt reçoit nos préférences. L'Etat s'engagerait pour un laps de temps déterminé, discrétionnairement, à garantir aux capitaux qui s'investiraient dans des industries jugées intéressantes et utiles, un minimum d'intérêt. Il donnerait également sa garantie aux émissions d'obligations faites par ces mêmes sociétés.

Ce système aurait le grand avantage de laisser les mains libres à l'Etat et aux initiatives privées tout en organisant, le cas échéant, une collaboration volontaire entre eux.

Bref, la participation de l'Etat à l'industrialisation des colonies ne peut être envisagée que pour les plus grosses industries : industrie d'énergie électrique, industrie minière. Pour les autres, cela semble impossible.

Est-ce à dire qu'il n'exerce aucune action sur leur activité et leur développement ? Non, loin de là. Mais celle-ci ne se fera sentir qu'indirectement. La puissance publique ayant la sauvegarde de certains intérêts, elle ne saurait s'en désintéresser.

SECTION II

De quelle manière l'Etat peut-il faire respecter les intérêts dont il a la sauvegarde ?

L'intérêt de la colonie, c'est que l'industrialisation se fasse. La puissance publique, pour cela, doit s'efforcer de ne gêner en rien, et même de favoriser, lorsque c'est possible, l'installation d'industries coloniales. Elle doit veiller ensuite à ce que les chefs d'industrie n'exploitent pas les indigènes en leur imposant des conditions de travail draconiennes. Elle agira en ce sens en vertu de ses pouvoirs généraux de police.

§ 1. — MESURES D'ORDRE GÉNÉRAL

Comme nous l'avons déjà fait observer, l'industrialisation des colonies est essentiellement liée à leur mise en valeur qui incombe à la puissance publique.

Par mise en valeur, nous entendons le développement et l'équipement des ports, le développement des voies de chemin de fer, des routes, la construction des ponts, aqueducs, les travaux d'irrigation pour favoriser l'extension de l'agriculture, l'utilisation de l'énergie hydraulique, la création de laboratoires pour l'utilisation de carburants végétaux.

Cette première étape réalisée, l'industrie, en s'appuyant sur une économie agricole riche, pourra se développer avec des chances de succès, en commençant par opérer la transformation des produits végétaux.

Mais les difficultés propres aux industries coloniales sont telles qu'elles risquent de décourager les initiatives privées ; aussi, importe-t-il que l'Etat, par son action continue, aide à les vaincre.

§ 2. — MESURES PLUS SPÉCIALES

Pour le recrutement de la main-d'œuvre, le soutien de l'Administration semble utile. Dans les colonies d'Afrique dépeuplées, elle peut, soit exercer sur les chefs des tribus indigènes une certaine pression pour les inciter à venir travailler, soit organiser des déplacements de population d'une colonie à l'autre. D'une manière générale, l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre se trouvera liée aux efforts de l'Administration en vue de créer des écoles professionnelles ou d'organiser des services de santé.

Mais c'est principalement en ce qui concerne l'investissement des capitaux métropolitains que l'intervention de l'Etat pourrait être la plus féconde ; certaines mesures fiscales, d'abord, pourraient avoir le plus heureux effet ; elles consisteraient, d'une part, à supprimer toutes les doubles impositions possibles, tant en ce qui concerne l'impôt sur les valeurs mobilières que la taxe successorale, d'autre part, créer un régime de faveur pour les titres coloniaux. Par exemple, exonération ou réduction de taux de la taxe de mutation, du droit de succession, pendant un certain temps, possibilité de déduire les revenus afférents à ces titres pour le calcul de l'impôt général sur le revenu.

On pourrait même étendre aux sociétés coloniales les mesures prises récemment et qui réduisent dans

une forte proportion les droits frappant les sociétés nouvelles ou les augmentations de capital.

Pour déjouer la méfiance souvent légitime de la petite épargne à l'encontre des titres coloniaux, la puissance publique aurait intérêt à exercer un contrôle sévère sur les sociétés coloniales. Celles-ci n'auraient le droit d'émettre des titres et d'obtenir leur cotation en bourse qu'à condition que leur objet soit sérieux et par exemple que la proportion des frais administratifs ne dépasse pas dans les premières années un certain pourcentage du capital.

Les mesures examinées jusqu'à présent visent à créer un climat favorable aux investissements coloniaux. Elles sont très générales, d'autres plus spéciales pourraient intervenir pour soutenir, le cas échéant, certaines industries déterminées.

Ces mesures comprendraient, tantôt des aménagements de tarifs douaniers, des contingents, et des droits de priorité d'Administration pour les produits coloniaux, tantôt l'octroi de primes pour les industries travaillant essentiellement pour l'exportation.

Le Gouvernement s'est engagé dans cette voie en instituant tout un régime de faveur pour l'industrie minière, afin de lui permettre de pouvoir continuer son exploitation alors même que le cours du plomb ou du zinc descendrait au-dessous d'un prix rémunérateur.

Mais cette question du soutien que l'Etat accorderait à certaines entreprises coloniales pose le problème plus vaste de l'aménagement et de l'organisation de l'économie impériale.

SECTION III

Problème de l'aménagement et de l'organisation de l'économie impériale

L'orientation et l'aménagement de l'Economie impériale incombe au Gouvernement français. A une époque comme la nôtre, sa politique doit tendre essentiellement à fortifier l'unité de l'Empire. Il faut accroître sa cohésion économique, développer sa puissance militaire.

Les différents degrés de civilisation et d'évolution économique des territoires de notre empire facilitent cette politique.

Beaucoup de nos colonies peuvent se cantonner pendant longtemps encore dans une économie agricole.

Il faut veiller seulement à ce qu'il n'y ait pas trop de doubles emplois entre la production coloniale et la production métropolitaine. Certaines de nos possessions, qui ont déjà atteint le stade de l'économie industrielle, pourront utilement contribuer à asseoir notre puissance militaire dans les différentes parties du monde. Certes, des conflits d'intérêts pourraient naître entre elles et la métropole. Pour les prévenir, il faudra tâcher d'orienter autant que possible nos colonies vers des productions complémentaires, pour les régler, s'efforcer de provoquer et faciliter les accords entre producteurs privés.

Bref, une politique économique impériale exige l'organisation et l'aménagement préalable d'une politique impériale de production agricole, minière et industrielle.

§ 1. — POLITIQUE AGRICOLE IMPÉRIALE

L'adoption d'une politique agricole impériale semble particulièrement urgente. Son absence pendant les dernières années a eu les conséquences suivantes :

1° Certaines grandes productions, bénéficiant d'une sollicitude plus grande et plus constante des pouvoirs publics, ont obtenu une protection plus stable et plus efficace. Les progrès techniques aidant, sans qu'un effort suffisant de qualité ait été réalisé, elles ont connu un état fréquent de surproduction.

2° D'autres productions, soit locales, soit considérées à tort comme secondaires ont été négligées par les pouvoirs publics et se sont trouvées insuffisamment protégées, parfois même livrées sans défense à la concurrence étrangère. Elles ont rétrogradé et même parfois complètement disparu dans la métropole, sans avoir jamais pris dans nos possessions d'Outre-mer le développement qui eût été possible dans des conditions plus favorables.

3° Mais, parallèlement, le mal s'est trouvé aggravé par la réduction d'un grand nombre de débouchés, aussi bien sur les marchés extérieurs que sur les marchés intérieurs.

4° L'absence de politique agricole d'ensemble a eu de plus graves conséquences dans nos possessions d'outre-mer que dans la métropole. La mise en valeur de notre Empire colonial a pris un développement considérable et s'est orienté presque exclusivement vers une économie à base agricole. Mais aucune mesure n'ayant été prise avant ces dernières années pour protéger les productions spécifiquement coloniales, l'activité des agriculteurs coloniaux s'est tout naturellement orientée principalement vers les productions métropolitaines protégées. Ainsi, l'agriculture d'Outre-mer s'est trop souvent développée dans un sens concurrent de celle de la métropole, au lieu de se développer dans un sens complémentaire comme cela eût été possible et nécessaire.

La concurrence qu'elles ont rencontrée, la baisse des cours qui en a découlé, les ont atteintes durement et risquent de les pousser à hâter le développement de leur production industrielle. Il semble donc nécessaire de corriger au plus vite cette situation.

Ce court bilan nous montre que la production agricole impériale, aussi bien qu'en France, est peu coordonnée.

1° Principes dominants d'une politique agricole impériale.

Toute politique impériale agricole doit s'inspirer de quatre principes dominants :

a) L'établissement d'un plan échelonné sur plusieurs années ;

b) L'orientation et la protection de l'agriculture dans la métropole ;

c) L'orientation et la protection dans les colonies ;

d) Le maintien des échanges avec l'étranger.

a) *Etablissement d'un plan échelonné sur plusieurs années.* — La production agricole, abandonnée à elle-même, a été pendant longtemps livrée aux hasards des improvisations. Les mesures de protection prises l'ont été le plus souvent sous la pression des circonstances ; elles avaient un caractère fragmentaire.

Il convient d'établir un plan d'ensemble dont la réalisation constituera une œuvre de longue haleine.

b) *L'orientation et la protection de l'agriculture dans la métropole.* — Certaines cultures, autrefois prospères, tendent à disparaître, entraînant dans leur chute la ruine de certaines régions. D'autres cultures pourraient être utilement développées ou entreprises. Mais la concurrence des produits importés, la baisse des prix de vente découragent les producteurs. Plus de 5 millions 1/2 d'hectares restent ainsi en friche.

Par des mesures appropriées, il faut faire revivre certaines cultures abandonnées et rendre leurs prix rémunérateurs.

c) *Orientation et protection de l'agriculture dans les possessions d'outre-mer.* — Une politique impériale doit protéger les intérêts de la production dans les possessions d'outre-mer. La production agricole

de nos colonies sera orientée autant que possible vers des cultures complémentaires de celles de la métropole, c'est-à-dire vers des cultures inexistantes ou insuffisantes. On pourrait ainsi développer sans risque de porter préjudice à la production métropolitaine, soit la culture des matières premières nécessaires à l'industrie, telles que les textiles et les corps gras, soit celle des produits exotiques tels que : café, thé, et certains bois coloniaux. Les cultures concurrentes doivent être limitées par des accords professionnels.

d) Le maintien et le développement des échanges avec l'étranger. — Une politique agricole impériale doit enfin tenir compte des possibilités de consommation des marchés internationaux. Il faut améliorer la qualité et standardiser nos produits généralement exportés tels que les vins, les fruits, les légumes, fromages, etc.

Il faut donc discipliner l'effort des producteurs.

2° Mise en œuvre de la politique impériale agricole.

Les mesures d'exécution d'une telle politique comprennent :

a) Des mesures douanières. — Ces mesures douanières consistent essentiellement dans l'établissement de droits de douane et le contingentement des produits étrangers. Ces mesures sont nécessaires pour assurer le développement des cultures nouvelles.

b) Mesures de soutien direct. — Lorsque les mesures précédentes s'avèrent insuffisantes ou dangereuses, il est nécessaire de les compléter ou de les remplacer par des mesures de soutien direct, telles que des primes, des priorités d'emplois et l'institution de crédits à l'exportation.

c) Le développement de l'outillage et l'organisation des transports. — Ces travaux, surtout utiles dans nos possessions d'outre-mer, comprendraient des travaux d'irrigation pour la culture des textiles, des constructions de routes et de chemins de fer pour desservir les régions éloignées, l'amélioration de l'équipement des ports en vue d'accélérer les manutentions des denrées périssables notamment, la mise en chantier de bateaux à équipement frigorifique, etc...

La création d'une Caisse de grands travaux coloniaux semblerait particulièrement opportune.

d) L'amélioration de la qualité et de la présentation des produits. — Il appartiendrait aux pouvoirs publics d'établir une réglementation en vue d'assurer la sincérité et la loyauté des transactions, la répression des fraudes sur la qualité et sur l'appellation d'origine.

e) Recherche des débouchés. — Il faut favoriser en France la consommation des produits coloniaux et les faire connaître à l'étranger. De plus, les productions exportables doivent recevoir des soutiens analogues à ceux dont bénéficient les productions étrangères concurrentes.

Toutes ces mesures doivent être prises en accord avec les milieux agricoles dont il faudrait une solide organisation professionnelle.

Une telle politique, en veillant à l'organisation harmonieuse de la production agricole et des échanges agricoles contribuera, certes, à mettre en valeur nos colonies et à améliorer leur situation agricole. Il n'en est pas moins vrai que l'évolution de certaines d'entre elles est assez poussée pour justifier l'orientation industrielle de leur économie.

Il faut donc réserver une place à l'activité industrielle dans l'économie impériale.

§ 2. — ORGANISATION IMPÉRIALE DE LA PRODUCTION MINIÈRE

Les besoins de la métropole en produits miniers peuvent se chiffrer de la manière suivante :

Si l'on répartit les importations en 1937, en France, d'après l'origine minérale ou agricole des produits importés, et d'après les sources: Etranger ou France d'outre-mer, on obtient les résultats suivants :

Importations en France en 1937 (en provenance) :			
	De l'Etranger	De France d'outre-mer	Total
Origine minérale	14.787	501	15.288
Origine végétale.	17.195	9.835	27.030
	31.982	10.336	42.315

On peut interpréter ces chiffres en disant que, si la France avait pu tirer de son sous-sol toutes les substances minérales qu'elle a consommées ou ven-

dues en 1937, elle aurait réalisé, sur les achats qu'elle a dû faire à l'étranger, soit sous forme de matières premières, soit sous forme de produits fabriqués avec des substances minérales, une économie de près de 15 milliards de francs.

On a remarqué aussi que la part de la France d'outre-mer dans le ravitaillement de la métropole n'est que de 4 % pour les produits d'origine minérale, tandis qu'elle atteint 36 % pour les produits d'origine agricole.

Un programme d'aménagement de l'économie impériale doit donc faire une place de premier plan au développement de la fourniture des produits minéraux coloniaux à la métropole.

La situation de la France en ce qui concerne la production minière est la suivante :

Pour notre étude, on peut classer les produits minéraux en trois catégories :

1° Pour le fer, l'aluminium, le sel, potasse, arsenic, talc et lithium, la production coloniale et métropolitaine suffit juste à assurer nos besoins.

2° La production coloniale excède la consommation métropolitaine pour le : phosphate, nickel, chrome, cobalt, graphite, mica.

3° Pour toutes les autres substances minérales, nous sommes obligés de faire appel dans une mesure plus ou moins large à l'Etranger.

Il apparaît que notre effort doive consister à développer surtout la production de substances minérales de la troisième catégorie.

Il ne faudrait pas, toutefois, chercher à obtenir simplement des colonies ce que la France consomme et qu'elle ne trouve pas dans son propre sol, et à proposer que cette production coloniale soit directement envoyée en France. Il faut avoir une vue plus large et considérer, au delà du commerce de la France, celui de l'Empire tout entier dans ses relations avec l'étranger.

Si on s'élève à ce point de vue, on constate sans difficulté que tout développement de la production coloniale, quelle qu'elle soit, sous la simple réserve qu'elle ne fasse pas concurrence à des productions existant ailleurs dans l'Empire, constitue un accroissement de prospérité pour les territoires français. Notamment, il est peut-être raisonnable de faire rendre au sous-sol colonial le maximum de productions pour les produits qu'il possède en abondance, sans que cependant la France n'en ait un besoin immédiat, si ces produits peuvent être exportés et permettre ainsi l'achat d'autres substances pour lesquelles l'Empire est moins favorisé.

La restriction la plus importante que l'on peut introduire dans ce qui précède résulte des besoins de la Défense nationale. En temps de guerre, les considérations de la Balance commerciale ne sont plus seules en jeu ; des obligations évidentes de sécurité exigent que la France puisse trouver, dans les territoires soumis à son contrôle, la plus grande partie de sa consommation, de manière à ne dépendre de l'étranger que dans la plus faible mesure. Les con-

clusions qui précèdent conduisent à la conclusion suivante :

Il est souhaitable de développer l'ensemble de l'industrie minière coloniale, mais, l'effort à accomplir étant énorme, le choix de l'urgence doit être guidé à la fois par l'importance des déficits en temps de paix et par la considération des besoins spéciaux de la Défense nationale.

Une politique impériale d'organisation de la production minière doit donc porter tout le poids de son effort à favoriser la production :

1° Des substances principales, telles que charbon, pétrole, cuivre, en raison de leur rôle économique, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

2° De certaines substances telles que le fer hématique, le manganèse, laiton, zinc, chrome, nickel, titane, phosphates, étain, tungstène, pyrite, molybdène, cobalt, graphites, mica, en raison de leur importance probable pour la Défense nationale.

3° De substances autres que les précédentes pour lesquelles la production métropolitaine ou coloniale est inférieure aux besoins français : or, argent, pierres précieuses, antimoine, mercure et amiante.

La mise en œuvre d'une telle politique nécessite l'utilisation de méthodes diverses. La commission spéciale de soutien de la Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer de 1937, ainsi que le Conseil économique du Conseil Supérieur de la France d'outre-mer ont étudié la question et indiqué à propos de chaque substance minérale les méthodes

qui paraissent le mieux convenir. Nous ne saurions les reprendre en détail. Indiquons seulement qu'elles visent, d'une part à assurer une meilleure utilisation des gisements actuellement connus, et, d'autre part, à découvrir de nouveaux gisements.

1° Mesures tendant à une meilleure utilisation des gisements actuellement connus.

On peut citer :

a) L'équipement général des colonies.

b) Des mesures spéciales favorisant l'esprit d'entreprise et notamment :

— Une meilleure adaptation de la fiscalité minière, qui, avec les tendances actuelles, paralyse toute initiative en limitant exagérément les profits, ou même en annulant ces derniers.

— L'élargissement du système des primes à la production.

— Le retour à la liberté en ce qui concerne les prospections d'or pratiquement arrêtées depuis six mois.

2° Mesures tendant à la découverte de nouveaux gisements.

Elles consistent à :

Doter plus généreusement les services géologiques,
former un personnel technique,
poursuivre avec persévérance les recherches.

§ 3. — AMÉNAGEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DANS L'EMPIRE

C'est sans aucun doute l'organisation de la production industrielle qui paraît le plus difficile dans l'Empire.

La variété et le nombre des industries métropolitaines sont tels, que la création d'une industrie coloniale, quel que soit son débouché, doit lui faire une concurrence certaine.

La Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer, ainsi que le Conseil supérieur des Colonies se sont occupés et s'occupent du problème que posent l'industrialisation des colonies, et les mesures à prendre pour éviter qu'un tel mouvement n'apporte de trouble dans l'économie impériale.

Les tendances des industries métropolitaines à limiter ou interdire la production coloniale ne prévalent jamais. En plaçant les colonies dans un état de subordination à l'égard de la métropole, on aurait consacré un retour aux conceptions périmées du Pacte colonial.

Les milieux officiels ont, au contraire, reconnu que, pour les besoins de leur consommation quotidienne, comme pour les possibilités de leur commerce, les populations de certaines régions de l'Empire Français, qu'une longue tradition artisanale ou une initiative récente aux méthodes de la production mondiale ont préparées à la vie industrielle, ont le droit, et, dans une certaine mesure, le devoir, de pouvoir, par leurs propres moyens et dans des conditions confor-

mes à leurs besoins démographiques et sociaux, aux productions d'où dépendent leur subsistance et leurs échanges avec les pays circonvoisins.

La mission colonisatrice de la France est de secourir cette évolution dans toute la mesure compatible avec un arbitrage équitable entre ses ressortissants d'outre-mer.

L'impossibilité pour la métropole de conserver certains débouchés doit la décider, même, de s'associer à l'effort de ses ressortissants coloniaux, de l'aider de son expérience et de ses capitaux, pour qu'ils puissent la remplacer sur les marchés lointains.

Néanmoins, si l'industrialisation de leur activité peut être, pour certains peuples placés sous la souveraineté ou le protectorat de la France, un moyen opportun de développement et de prospérité, il faut reconnaître que tous ces peuples ne sont pas au même degré appelés à la vie industrielle.

Certains peuples, par les traditions de leur race comme par la nature de leur pays, semblent destinés à poursuivre et à améliorer, pendant quelques générations encore, la mise en valeur de leurs ressources agricoles et à trouver dans cette activité les moyens accrus de leur bien-être et de leur collaboration avec l'économie métropolitaine. En face du problème industriel il serait vain de placer au même rang les populations de l'Indochine et celles de l'Afrique noire.

Une saine économie impériale doit donc tenir compte de ces possibilités diverses. Elle doit aussi s'inspirer des droits qu'à l'égard des territoires coloniaux la métropole s'est acquise au prix de son génie,

de son labeur et de son soutien. Une économie impériale doit tenir compte aussi des nécessités du travail et de l'expansion de la métropole et concilier les efforts développés sur les points les plus distants de l'Empire, qu'il s'agisse d'industries agricoles ou de produits purement industriels.

Bref, pour déterminer le degré d'industrialisation des colonies, il ne faut prendre en considération, ni les intérêts coloniaux, ni les intérêts métropolitains, mais les intérêts généraux de l'Empire.

Sur l'avis de la Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer, le Gouvernement français a renoncé à employer la coercition pour régler les concurrences qui pourraient naître entre les industries coloniales et les industries métropolitaines. Il a opté pour une politique libérale tendant uniquement à faciliter les rapprochements et les accords entre les différents producteurs.

La commission spéciale de soutien de la Conférence économique de la France métropolitaine d'outre-mer avait formulé le vœu qu'un comité des industries de l'Empire fût institué, présidé par le Président de la Confédération Générale de la Production française et comprenant les délégués des grands groupements qualifiés pour représenter l'industrie des territoires métropolitains et d'outre-mer, ainsi que les représentants des ministères compétents : un organe chargé de recueillir toute documentation utile, de donner des avis, et de prendre, lorsqu'on aurait un recours à lui adresser, des mesures de conciliation ou des arbitrages.

Ce vœu n'eut pas de suite ; néanmoins un décret-loi du 27 août 1937, pris en vertu de la loi du 30 juin accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le redressement financier, autorisa de sanctionner les accords interprofessionnels intervenus ou à intervenir entre les producteurs de la métropole et de la France d'outre-mer, et d'appliquer des pénalités en cas d'infraction à ces accords.

Ce décret s'exprime ainsi :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets pris sur la proposition du Président du Conseil, du Garde des Sceaux, du Ministre des Colonies, du Ministre du Commerce, du Ministre des Affaires Etrangères, du Ministre des Finances, pourront assurer l'application des accords interprofessionnels intervenus ou à intervenir entre producteurs de la métropole et des autres territoires de la France d'outre-mer, en vue d'assurer l'équilibre et la répartition, aussi bien sur les marchés de la métropole que sur ceux de la France d'outre-mer et prévoir des pénalités en cas d'infractions à ces accords.

« ART. 2. — Ces décrets pourront ordonner que les quantités importées en sus des contingents qui pourraient être déterminés, seront soit soumises au paiement d'une taxe qui sera perçue sur les mêmes bases et d'après les mêmes modalités que les droits de douane, soit prohibées à l'importation sous les pénalités prévues par les lois de douane. »

Le Gouvernement a jusqu'à présent fait par trois fois usage de ses pouvoirs : la première fois pour

sanctionner une entente entre producteurs d'huile, la deuxième fois pour sanctionner un accord entre les représentants de la sparterie métropolitaine et ceux de la sparterie indochinoise.

Décret du 8 avril 1938 concernant les huiles

Le texte du protocole d'accord intervenu entre les représentants de l'Union syndicale de l'Huilerie française et les représentants des syndicats des fabricants d'huiles de l'A. O. F. était ainsi rédigé :

« Constatant qu'il est apparu que la fabrication
« de l'huile d'arachide, dans les territoires de la
« France d'outre-mer risquait de compromettre la
« situation de l'industrie métropolitaine de tritura-
« tion de cette graine sur les marchés métropolitains
« et algériens.

« Considérant que, cependant, il n'est pas possible
« de condamner à disparaître les entreprises exis-
« tant actuellement dans nos possessions et qu'il y a
« lieu de sauvegarder les situations acquises ;

« Considérant, dans ces conditions, qu'un accord
« doit intervenir en vue d'assurer l'équilibre des pro-
« ductions métropolitaines et coloniales d'huile d'ara-
« chide et leur répartition sur le marché métropoli-
« tain et sur celui de l'Algérie ;

« Considérant que, pour cette répartition, on ne
« peut admettre à y participer que les industriels
« ayant déjà effectivement exporté de l'huile d'ara-
« chide à destination de la France ou de l'Algérie
« du 1^{er} janvier 1933 au 1^{er} janvier 1938, ont convenu
« ce qui suit :

« Le Syndicat des fabricants d'huile de l'A. O. F.
« s'engage à ne pas importer dans la métropole ou
« en Algérie plus de 5.800 tonnes d'huile d'arachide,
« annuellement.

« L'Union syndicale de l'Huilerie française s'en-
« gage à s'abstenir de toute action tendant à gêner le
« placement de ce tonnage sur les marchés métropo-
« litains et algériens.

« Le présent accord est conclu pour une durée de
« cinq années à compter de la date de sa publication
« au *Journal Officiel* de la République française, du
« décret assurant son application et limitant à 5.800
« tonnes et pour 5 ans le tonnage de toutes les huiles
« d'arachide coloniale importées en franchise, en
« France et en Algérie. »

Le décret du 27 août 1937 est ainsi libellé :

« ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée de l'accord
« interprofessionnel du 30 mars 1938, conclu entre
« les représentants de l'Huilerie métropolitaine et le
« Syndicat des fabricants d'huile de l'A. O. F., con-
« cernant l'huile d'arachide pure, toute quantité
« d'huile d'arachide originaire des colonies et terri-
« toires sous mandat français relevant du ministère
« des Colonies, importée en France et en Algérie
« pour la consommation en sus du contingent de 5.800
« tonnes et non accompagnée de licences délivrées
« par le chef de l'Administration locale, sera soumise
« au paiement d'une taxe qui sera égale aux droits
« de douane du tarif minimum applicable aux huiles

« fixes, pures, selon la destination et sous la réserve.
« le cas échéant, des mesures de contrôle réglemen-
« taire.

« ART. 2. — Les licences visées par l'article pre-
« mier ne seront délivrées qu'aux usines qui ont déjà
« fait des exportations d'huile d'arachide dans la
« métropole et en Algérie.

« Dans le cas où certaines d'entre elles cesseraient
« de fabriquer, la répartition des licences disponibles
« relèverait uniquement de l'administration locale.

« ART. 3. — Le présent décret cessera d'être en
« vigueur automatiquement le jour où sera supprimé
« dans la métropole le système de priorité d'admis-
« sion des arachides institué par le décret du 22 jan-
« vier 1934. »

Entre ces deux textes, il y a un désaccord. Tandis que le protocole d'entente n'obligeait que les producteurs d'huile de l'A. O. F., le décret vise tous les producteurs coloniaux d'huile. Il y a donc, sans nul doute, un excès de pouvoir. Mais cela ne tire pas à conséquence, car la presque totalité de la production d'huile provient d'A. O. F.

Décret du 25 août 1938 concernant la sparterie

Ce décret ainsi conçu sanctionne un accord intervenu entre les représentants de la Chambre syndicale des Fabricants de Sparterie de France et les représentants de la sparterie indochinoise.

« ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée d'applica-
« tion des accords interprofessionnels du 5 février
« 1937 et du 5 mars 1938, conclus entre les représen-
« tants de la sparterie en France et les représentants
« de la sparterie en Indochine, concernant les tapis
« en coco, ainsi que les ouvrages de sparterie en
« fibres de coco, les produits de l'espèce originaire
« d'Indochine ne pourront être importés en France
« pour la consommation que dans la limite d'un con-
« tingent de 795 tonnes. »

Suit le texte du protocole du 3 mai 1938. Ce protocole fixe la part dans le contingent des différents producteurs indochinois.

Le décret du 27 août 1937 n'a pas eu l'occasion de s'appliquer souvent. Cela tient, sans aucun doute, au fait que les ententes entre producteurs coloniaux et métropolitains sont assez difficiles à réaliser.

D'aucuns, à l'heure actuelle, voudraient doter le Gouvernement de pouvoirs plus larges et obliger les colonies à soumettre à son approbation toute création et construction de nouvelles industries.

Il semble que les protestations des milieux coloniaux empêchent ces projets d'aboutir.



DEUXIÈME PARTIE

ETUDE PRATIQUE



CHAPITRE PREMIER

INDOCHINE

Très éloignée de la métropole, située dans un monde bien différent du nôtre mais dont l'évolution se poursuit à un rythme accéléré, l'Indochine, contrairement à nos autres colonies, est très peuplée et possède un grand nombre de matières premières, ainsi qu'une industrie extractive déjà développée. Aussi le problème de l'industrie revêt là un aspect bien particulier.

Nous ne prétendons pas en quelques pages pouvoir le traiter sous tous ses aspects et d'une manière très complète. Nous nous contenterons d'en mentionner les traits les plus frappants.

SECTION I

Le surpeuplement indochinois et les problèmes qui en découlent

§ 1. — LES FAITS

1° La population de l'Indochine, qui se monte à 23 millions d'habitants est très inégalement répartie. Seules, les régions côtières ainsi que les embouchures des fleuves sont habitées. Et c'est ainsi que les

trois quarts de la population sont rassemblés sur le dixième du pays. De ce fait, tandis que la densité moyenne du pays n'est que de 31 au kilomètre carré, le delta tonkinois en compte 480 et certaines de ses provinces, le Nam-Dinh et le Thaï-Bink en comptent jusqu'à 675 et 640. Comme le montre le tableau ci-dessous, le Cambodge et la Cochinchine sont loin d'être aussi peuplés.

TABLEAU I

Superficie, Population, Densité de population par Province en 1936

<i>Provinces</i>	<i>Superficie</i> (par 1.000 km ²)	<i>Population</i> (millions)	<i>Hab. par km²</i>	<i>Densité</i>
<i>Annam</i>				maxima : 105
Ensemble 1936	147,6	5.656	38	Densité
» 1931	147,6	5.122	35	minima : 6
<i>Cambodge</i>				
Ensemble 1936	181,6	3.046	17	maxima : 110
Recens. 1931..	181,6	2.806	15	minima : 7
<i>Cochinchine</i>				
Ensemble 1936	64,7	4.616	71	maxima : 190
» 1931	64,7	4.484	69	minima : 21
<i>Laos</i>				
Ensemble 1936	231,4	1.012	4	maxima : 8
» 1931	231,4	944	4	minima : 2
<i>Tonkin</i>				
Ensemble 1936	115,7	8.700	75	maxima : 704
» 1931	115,7	8.096	70	minima : 10

2° La population s'accroît enfin à un rythme accéléré et cela dans toutes les provinces : Annam, Cambodge, Cochinchine, Laos, Tonkin. C'est dans cette dernière province, d'ailleurs, que le danger est le plus grand.

En 1921, la population indochinoise était de 18 millions 800.000 habitants ;

En 1931, elle était de 21.452.000 habitants.

En 1936, elle était de 23.030.000 habitants.

Le surpeuplement dans certaines régions et l'accroissement continu des naissances dans une économie encore essentiellement agricole comme celle de l'Indochine, ne manque pas d'avoir de fâcheuses répercussions sur le niveau de vie des indigènes ; ce niveau minime dans l'agriculture, est encore très réduit dans l'industrie.

TABLEAU II

Salaire moyen en piastres des ouvriers indigènes, à la journée
de 1931 à 1937

	1937	1936	1934	1933	1932	1931
<i>Ouvriers spécialisés</i>						
Nord de l'Indochine :						
Hanoï, Haïphong,						
Administ. du Tonkin,						
Annam, Ch. de fer.,	0,65	0,56	0,62	0,45	0,66	0,74
Saïgon, Cholon, Ch. de						
fer du Sud, autr. éta-						
blissements	1,17	1,10	1,29	1,25	1,35	1,50
<i>Manœuvres hommes</i>						
Nord de l'Indochine						
(id.)	0,29	0,26	0,29	0,33	0,36	0,38
Saïgon, Cholon	0,61	0,53	0,53	0,62	0,68	0,74
<i>Manœuvres femmes</i>						
Nord de l'Indochine						
(id.) ensemble	0,19	0,17	0,19	0,21	0,24	0,22
Saïgon, Cholon	0,42	0,38	0,43	0,41	0,44	0,45
<i>Coolies spécialisés</i>						
Nord de l'Indochine	0,40	0,36	0,40	0,40	0,41	0,47
Saïgon, Cholon	0,73	0,62	0,75	0,77	0,75	0,47
<i>Ouvrières spécialisées</i>						
Nord de l'Indochine	0,23	0,19	0,24	0,22	0,23	0,22
Saïgon, Cholon	0,47	0,44	0,55	0,34	0,49	0,22
<i>Enfants et apprentis</i>						
Nord de l'Indochine	0,17	0,15	0,17	0,18	0,21	0,23
Saïgon, Cholon	0,39	0,34	0,35	0,39	0,49	0,31

Cal (caporaux surveillants)

Nord de l'Indochine	0,88	0,88	1,08	1,14	0,95	1
Saïgon, Cholon	2,05	1,85	1,93	2,00	1,90	2,00

N. B. — Ces données proviennent d'enquêtes effectuées annuellement par le service de la Statistique Générale de France auprès des principaux établissements industriels (mines non comprises). Elles se rapportent à l'ensemble des établissements touchés par chaque enquête.

A) Revenu de la main-d'œuvre industrielle

Nous nous bornerons à reproduire les chiffres que nous fournit l'Annuaire statistique d'Indochine. Il nous montre qu'une discrimination doit être faite entre le nord de l'Indochine et le sud, où les salaires sont doubles. Ceci tient au fait que le sud étant moins peuplé, il y a moins de concurrence de main-d'œuvre. (Voir le tableau n° 2).

B) Revenu de la main-d'œuvre agricole

Il est beaucoup plus difficile de connaître le revenu du coolie employé dans les travaux agricoles. Les revenus sont assez différents d'une région à l'autre, sans doute parce que les rendements des terres sont très variables, mais aussi parce que les difficultés de communication empêchent l'égalisation des salaires. Toute statistique en cette matière ne peut être qu'approximative. M. Paul BERNARD, par une méthode indirecte, est arrivé à chiffrer ainsi le revenu du travailleur manuel en 1931 qu'il considère, pour l'Indochine, comme une année normale.

44 au Tonkin ;

47 en Annam ;

55 en Cochinchine et Cambodge.

C'est un revenu tout à fait minime ; quand on songe que dans une famille de cinq personnes 2,8 travaillent, on voit que la part de chacun est encore plus réduite qu'il ne semble. Chaque indigène consommant environ 250 gr. de paddy, la part qui lui reste pour l'achat de viande, poisson, vêtement, logement, tabac, outils, est des plus réduite. Le graphique qui suit, nous montre que la situation au Tonkin est la plus défavorable ; la densité est telle que la production de riz est inférieure aux besoins de la consommation. La Cochinchine, au contraire, a une production de riz nettement excédentaire et qui lui vaut le nom de « Grenier de l'Indochine ».

TABLEAU III

Pays	Surface moyenne cultivée	Production moyenne normale	Production moyenne réelle	Rendem. Nbre d'h.	
				réel	p. hectare
				(quintaux)	
Tonkin	1.180.000	17.350.000	15.600.000	13,5	5
Annam	760.000	10.465.000	8.900.000	11,7	
Cochinchine	2.260.000	30.000.000	27.000.000	12,1	1,15
Cambodge	799.000	9.600.000	8.150.000	10,2	
	4.999.000	67.815.000	59.650.000	12	

La situation a empiré avec la crise. La baisse du riz n'était pas accompagnée d'une diminution des impôts, des dettes et des produits importés. Un profond déséquilibre s'ensuivit dans le budget ; mais surtout l'entretien des rizières, négligé fatalement, amena bientôt une diminution de leur rendement.

Chômage semi-permanent de la population. — Un des traits les plus frappants de l'économie indochinoise, c'est le chômage semi-permanent de la population.

Il a été admis par la Commission du riz qu'il fallait environ soixante journées de travail pour cultiver un hectare dans l'ouest cochinchinois. Or, dans une famille de cinq individus, comme c'est le cas généralement, qui cultive cinq hectares, 2,8 travaillent ; il en résulte que chacun ne travaille que cent-vingt jours, soit deux jours sur cinq. Dans le Tonkin, bien que l'on fasse deux récoltes par an, la situation est encore pire, et l'on peut dire qu'il y a quatre fois plus d'individus qu'il ne serait nécessaire.

Bref, mauvaise répartition de la population, d'où surpopulation dans certaines régions, sous-alimentation. Telles sont les caractéristiques de l'Indochine. Il faut chercher des remèdes à cet état de choses.

§ 2. — REMÈDES

Culture intensive

Au rythme actuel, la population dans le Tonkin et le Nord-Annam s'accroît de 1,22 % par an, environ 180.000 individus. La consommation du paddy étant de 130 kilogrammes par indigène, le problème consiste à assurer un ravitaillement supplémentaire annuel de 45.000 tonnes, cela uniquement pour assurer la nourriture indispensable aux indigènes et sans qu'aucune amélioration de la situation existante ne s'ensuive. Toutes les parcelles de terre étant cultivées, seule, la culture intensive peut nous fournir un contingent supplémentaire.

Mais l'augmentation de la production du riz a été suivie et parfois même dépassée par l'accroissement de la population, de telle sorte que la ration élémentaire individuelle est demeurée stationnaire. Quant à la consommation moyenne de chaque habitant en articles de première nécessité (sel, tissus, pétrole, tabac), il n'apparaît pas qu'elle ait marqué de véritables progrès.

Les calculs faits nous montrent que pour augmenter la production annuelle d'une tonne de paddy il a fallu dépenser :

47 \$ au Tonkin ;

93 \$ en Annam ;

28 \$ en Cochinchine.

Pour que l'opération soit rémunératrice, il faut aussi que le prix de revient de la tonne supplémentaire obtenu, c'est-à-dire les frais de culture plus les charges financières, soit inférieur au prix de la tonne de paddy.

Théoriquement, les travaux sont rentables industriellement, mais pratiquement il en est autrement.

Il est en effet impossible au Tonkin et dans le nord de l'Annam, en raison de la forte densité de la population et de l'état de misère dans lequel elle vit, de mobiliser le supplément de revenus provoqué par l'accroissement de la production.

Le prix de revient réel est représenté non par la totalisation de la valeur des journées de travail qui seraient requises pour cultiver un hectare, mais par la somme des besoins élémentaires de

la population qui vit sur la terre et qui tire d'elle tous ses moyens d'existence. Et cela explique que là où la misère est grande, toute augmentation du revenu des exploitations dûe en particulier aux travaux d'hydraulique agricole, se traduit par une simple augmentation de la consommation et sans qu'on puisse songer à réserver une part de ce revenu pour couvrir la charge des travaux effectués et, *a fortiori*, pour constituer une épargne, accroître le potentiel de production et par suite le bien-être futur de la population.

Il s'ensuit que les charges financières afférentes aux nouveaux travaux n'ont pu être imposées aux bénéficiaires et c'est l'ensemble des contribuables indochinois qui a dû en faire les frais, autrement dit tout s'est passé comme si les cochinchinois avaient versé à fonds perdus des indemnités de chômage à leurs compatriotes habitant les régions d'excessive densité.

En Cochinchine, où la culture intensive est encore possible, cette mobilisation semble plus aisément réalisable chez les propriétaires.

Bref, une telle politique d'intensification de la culture peut résoudre le problème de l'alimentation, mais non pas celui du surpeuplement. Enfin le débouché des denrées agricoles, limité fatalement sur le marché national, l'est également sur le marché international, en raison des tendances autarciques qui se font jour.

Ainsi, il faut chercher une autre solution. Mais la rapidité avec laquelle la population se développe commande d'aller vite pour éviter des difficultés de plus en plus grandes qui ne laisseront même plus le choix des solutions.

B) Transplantement de populations

Si l'on s'orientait vers des transplantements de population, c'est immédiatement qu'il faudrait agir, et non pas dans dix ou vingt ans, lorsque la population du Tonkin aura crû de 2 millions. D'aucuns, en effet, préconisent un déplacement de la population vivant dans le Nord vers les terres inoccupées de Cochinchine.

Sur les précédentes solutions, celle-ci aurait l'avantage, d'une part de décongestionner le Nord-Annam et le Tonkin et d'augmenter d'autant le pouvoir d'achat des indigènes restants, d'autre part d'être plus logique, car les travaux publics étant payés en majeure partie par les contribuables de Cochinchine, il est normal que ces travaux soient effectués sur son sol.

Mais ce projet se heurte à de nombreuses difficultés. Tout d'abord, l'opération serait coûteuse ; pour une migration annuelle de 4.000 à 5.000 familles, soit 20.000 à 25.000 individus, la dépense serait de l'ordre de 3 millions de piastres. C'est dire qu'une telle politique coûterait des millions de piastres, c'est-à-dire des centaines de millions de francs ; un tel montant ne peut-être rassemblé que par des emprunts à

garantie d'Etat. Il semble d'ailleurs que l'opération soit financièrement rentable.

Mais l'indigène acceptera-t-il de quitter son pays ? L'Annamite est attaché par tradition, par religion, par esprit de famille, à la terre qui l'a nourri et au village de ses ancêtres ; il redoute les climats étrangers. Que réserve le contact de deux races différentes ? A vrai dire, il ne faut pas être trop pessimiste. Jusqu'à présent, rien n'a été fait pour favoriser une telle émigration ; au contraire, les difficultés administratives ne pouvaient que décourager les velléités de l'indigène.

Enfin, une telle politique n'aboutirait-elle pas à une augmentation de la production du riz dans une proportion telle que le problème des débouchés se posera rapidement ? Les tendances autarciques modernes ne nous permettent pas d'espérer une augmentation des débouchés extérieurs. Quant à la demande indochinoise, elle est certes élastique, notamment dans le Tonkin, mais ne le serait-elle pas bien plus si on industrialisait l'Indochine ? D'une part, on décongestionnerait les régions surpeuplées, et de ce fait, on permettrait l'accroissement de la consommation individuelle du paddy, comme nous l'avons déjà dit. D'autre part, l'indigène pourrait vendre contre de la monnaie « sonnante et trébuchante », autrement dit contre des tissus, du tabac, du pétrole, de la viande, etc... non seulement sur le marché extérieur ce qu'il fait déjà, mais dans le pays même.

C) Artisanat

D'aucuns pensent qu'il serait plus raisonnable de développer l'artisanat. Les conclusions de l'enquête de M. GOURON ne sont guère encourageantes. « En « travaillant beaucoup, dit-il, au moins 15 heures (il « ne faut pas moins de 2 h. 30 pour faire un cabas), « l'artisan peut arriver à produire 6 cabas par jour ; « son bénéfice s'élève donc à 3 cents par jour. Le cas « n'est pas exceptionnel. Les tisserands, dentelliers, « vanniers, sont dans la même situation. Ces résultats « ne doivent pas nous surprendre : le principal rôle « de la machine est d'assurer la relève du labeur « humain ».

Bref, une raisonnable politique d'industrialisation paraît seule être susceptible de résoudre le problème social actuel. Non pas que l'on doive renoncer aux autres procédés, mais seuls ils ne peuvent aboutir à aucune amélioration durable.

Encore faut-il que l'Indochine possède les deux éléments indispensables à toute création d'industrie : main-d'œuvre et ressources minières.

La main-d'œuvre, comme nous venons de le dire, existe en quantité amplement suffisante. Quant à sa qualité, c'est une autre affaire. L'Annamite, puisqu'il tient une place énorme, supérieure au nègre, est évidemment inférieur au Français, mais il s'adapte. Enfin, il n'est pas difficile de se procurer la main-d'œuvre chinoise ou malaise qui est excellente.

Quant aux ressources minières, elles sont en quantité suffisante comme nous le verrons plus tard.

SECTION II

Éléments qui favorisent l'évolution industrielle de l'économie Indochinoise

§ 1. — MAIN-D'ŒUVRE

La main-d'œuvre, en Indochine, est très abondante, mais sa qualité laisse encore à désirer. Néanmoins, l'Indochine est, semble-t-il, une de nos colonies les plus favorisées sous ce rapport.

S'il est vrai que les montagnards du Tonkin, de l'Annam, les Laotiens et les Cambodgiens soient de caractère indépendant et nonchalant, se montrent généralement peu aptes à un travail régulier, les Annamites et les Chinois se révèlent bien plus capables. S'il est vrai que l'Annamite n'est guère robuste, il est en revanche, au dire des colons, intelligent, adroit et docile. Le Chinois, beaucoup plus vigoureux, s'adapte mieux aux divers climats. L'inconvénient, c'est qu'il demande un salaire assez élevé et se soumet difficilement à une discipline. Pendant très longtemps les ouvriers spécialisés (ajusteurs, mécaniciens, charpentiers), ont été recrutés parmi les Chinois. De nos jours, on leur substitue des Annamites qui, bien encadrés, donnent de bons résultats. Le rendement de la main-d'œuvre annamite est faible, d'ailleurs ($\frac{1}{3}$ environ de celui des ouvriers français) mais en revanche, les salaires sont peu élevés. Un manœuvre gagne en moyenne 40 cents soit 4 francs par jour.

Les surveillants de chantiers, dans beaucoup de cas, peuvent être recrutés sur place. Mais alors, souvent, l'insuffisance fréquente de leur instruction professionnelle accroît la difficulté du rôle de l'ingénieur, qui est le seul véritable spécialiste de l'industrie.

Bref, l'Indochine possède une main-d'œuvre abondante dont on a déjà su tirer parti et qu'il est possible d'améliorer encore.

§ 2. — MATIÈRES PREMIÈRES

Leur possession présente un double intérêt pour un pays jeune. Elles sont une source d'activité et donc de richesse pour tous ceux qui sont intéressés à leur exploitation ; ainsi, en Indochine, les ouvriers mineurs sont au nombre de 50.000. Mais surtout, elles permettent de développer sans difficultés les industries, et c'est sous cet aspect que nous allons étudier les différentes matières premières de l'Indochine.

A) Houille

Si quelques traces de gisements houillers ont été découvertes en Annam, c'est essentiellement au Tonkin que se trouvent les principaux bassins.

Il faut d'abord mentionner celui qui s'étend sur la plus grande partie de la baie d'Along, depuis l'île de Kébao à l'est jusqu'au massif de Dong Trieu à l'ouest. Ce gisement est exploité par trois sociétés : la Société du domaine de Kébao, pour l'île de Kébao, la Société des charbonnages du Tonkin pour toute la région de Hongay, et par la Société des Charbon-

nages de Dong Trieu pour la région correspondante. Enfin, de nombreux bassins bien moins importants existent : ceux de Loc-Binh, de Cao-Bang, de Yen-Bay, de Yan-Yen, Cho-Bo et de Phu-Nho-Quan ; enfin, il faut également mentionner quelques gisements de lignite à Tuyen-Quang et à Dang-Giao.

Ces anthracites, et notamment ceux du Tonkin, sont d'excellents combustibles qui rappellent en qualité les meilleurs du Pays de Galles. Les couches de houille affleurent le plus souvent à flanc de coteau ce qui permet une exploitation à découvert peu onéreuse.

La production de houille, comme nous le montre le tableau ci-dessous a cru constamment, sans pour cela que la consommation intérieure se développât sensiblement. Les 3/4 de la production à l'heure actuelle sont exportés ; elle pourrait ainsi être disponible pour une consommation intérieure.

Tableau de la production et de la consommation de la houille							
	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
	(en milliers de tonnes)						
<i>Production</i>	1.714	1.591	1.592	1.775	2.186	2.308	
<i>Consommation intérieure</i>	518	462	428	494	569		

Le marché d'Extrême-Orient constitue toujours le principal débouché des charbons indochinois. Toutefois la hausse du taux de frêt, le blocus des côtes chinoises du fait des hostilités sino-japonaises, ainsi que les restrictions des échanges monétaires internationaux ont diminué en 1937 les sorties de charbon sur le marché extrême oriental. Cependant, les ventes de qualité plus chères et la hausse des prix ont pu

compenser ce désavantage. Le marché intérieur absorbe, lui, les produits de seconde qualité. Sa régularité en fait un débouché sérieux pour les exploitations de moindre importance.

B) Zinc

Régions productrices. — Les plus importants gisements de zinc existent au Tonkin dans la région comprise entre la rivière Claire et le fleuve Rouge. La teneur du minerai est d'environ 40 %.

Exploitation. — Les gisements qui donnent actuellement lieu à une exploitation vraiment importante sont celui de Cho-Dien, dans la province de Bac Kan, exploité par la Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine, et celui de Trang-Da, dans la province de Tuyen-Quang, exploité par la Société des mines de Trang-Da.

Les exploitations se font en gradins et galeries. En 1928, lorsque la production annuelle était de 40.000 tonnes, l'industrie du zinc occupait 5.700 ouvriers. Actuellement le chiffre doit être fort inférieur, car la production, par suite de la baisse des cours, a considérablement diminué, ainsi que le montre le tableau suivant :

Production annuelle de zinc de 1930 à 1937
(en milliers de Tonnes)

Années	Minerai	Métal contenu
1930.....	38,1	15,9
1931.....	18,7	8
1932.....	10,1	5
1933.....	12,4	5
1934.....	12	5
1935.....	11,6	5
1936.....	11,3	5,2
1937.....	11,1	4,9

Les exportations de minerai de zinc, qui atteignaient les 4/5 de la production et étaient dirigées en Belgique, en France et au Japon, ont été remplacées, comme nous le verrons, par des exportations de masses brutes de zinc que les fonderies de Quang-Yen se sont mises à produire.

C) *Étain et tungstène*

Régions productrices. — Des mines d'étain se rencontrent d'abord au Tonkin dans le massif de Pia-Ouac, province de Cao-Bang. Le minerai d'étain (cassitérite) y est associé au minerai de tungstène. La teneur du minerai est de 60 %.

On trouve également un gîte d'étain seul au Laos, dans la vallée de Paten.

Production. — La production annuelle d'étain et de tungstène ne cesse de se développer et occupe 7.000 ouvriers. L'exploitation se fait à découvert et en gradins.

Production annuelle de minerai d'étain de 1930 à 1937
(en Tonnes)

Années	Minerai	Étain contenu
1930.....	1.904	1.009
1931.....	1.688	888
1932.....	1.694	1.017
1933.....	1.869	1.055
1934.....	2.088	1.151
1935.....	2.359	1.331
1936.....	2.415	1.403
1937.....	2.601	1.601

La production de l'Indochine en étain constitue la quasi-totalité de la production française. Les exportations se font pour la plus grande partie (67 %) en direction de Singapour, le reste vers la France.

D) Fer et manganèse

L'Indochine possède également des gisements de minerai de fer d'une superficie étendue dont l'exploitation remonte à peu de temps. Le gîte le plus important est celui de la mine Yvonne, dans la région de Thai-Nguyen (Tonkin) ; son minerai est de forte teneur. La production de l'Indochine s'est développée depuis deux ans d'une manière considérable, sans qu'elle soit pour cela encore très importante.

Production du minerai de fer

1928.....	Néant
1933.....	»
1934.....	1.540 tonnes
1935.....	2.200 »
1936.....	13.500 »
1937.....	38.500 »

Manganèse. — Le manganèse se trouve principalement en Annam, dont la production s'est considérablement développée. Le minerai extrait est passé de 1.613 tonnes en 1935 à 3.449 en 1936.

E) Autres matières premières

L'Indochine possède un grand nombre d'autres matières premières et notamment du chrome, du cuivre, du mercure, de l'antimoine, de l'or. Ce sont des gisements de bien moindre importance, mais qui, toutefois, peuvent nous réserver encore des surprises.

Nous devons mentionner également les phosphates indochinois dont la production annuelle dépasse 20.000 tonnes et qui présentent un intérêt réel pour l'agriculture, ainsi que les salines, dont la production supérieure à 200.000 tonnes assure toute la consommation intérieure.

SECTION III

Les Industries Indochinoises

Ce n'est pas une monographie des industries indochinoises que nous prétendons donner dans ce chapitre, mais un simple aperçu de leur activité et de leur importance respective. La rareté des documents et des statistiques nous oblige d'ailleurs à nous en tenir à cela.

A part certaines grosses industries qui travaillent en grande partie pour l'exportation, donc facilement recensables, l'industrie indochinoise se compose de nombreuses petites entreprises. Malgré l'intérêt réel qu'elles présentent pour l'économie indochinoise, les statistiques officielles ne sauraient s'occuper d'elles.

Les industries indochinoises peuvent être classées en quatre catégories :

Industries de traitement de produits agricoles,			
»	»	»	végétaux,
»	»	»	minéraux,
»	de produits fabriqués.		

§ 1. — INDUSTRIES DE TRAITEMENT DE PRODUITS AGRICOLES

Dans cette catégorie entrent : Les rizeries et les distilleries de Haïphong, Hanoï, Nam-Dinh, et surtout de Cholon ; les raffineries, les manufactures d'opium et les manufactures de tabac.

a) *Rizeries.* — Les dernières statistiques que nous possédons ne concernent que Cholon. Elles accusent une augmentation du nombre des rizeries et de leur activité.

Nombre des usines		Nombre des journées de travail	
1933.....	23	1933.....	434
1934.....	25	1934.....	548
1935.....	26	1935.....	517
1936.....	27	1936.....	534

b) *Distilleries.* — L'activité des distilleries ne cesse également de se développer, comme le montre le tableau ci-dessous :

Millions d'hectolitres										
1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	
Alcool de riz p. la consom.			168,5	170,5	100	130	230	273	290	
Alcool dénaturé pour l'indust.						1,5	2,2	2,3	3,9	
Alcool pour carburant ...						16	39	41	46	
Rhum, rafia, alc. de sucre, mélasse						21	21	32	53	

Millions de tonnes										
Mat. prem. des distilleries :										
Riz	81,9	79,6	75,1	42,5	39,3	27,3	41,6	69,9	80	89
Maïs	0,2	0,9	2,2	0,3	0,5					
Mélasse ...	5,1	5,8	8,7	5,7	6,9	7,1	7,1	7,9	11,3	14,2

c) *Raffineries de sucre.* — Leur production, qui était de 3 millions de tonnes en 1930, a atteint en 1938 15 millions de tonnes. Cette industrie serait intéressante à développer, car l'indigène, jusqu'à présent, n'en consomme guère, et cette consommation serait susceptible de développement, mais le prix de revient du sucre fabriqué est très supérieur à celui

de Java, le rendement à l'hectare est très inférieur et les ouvriers moins habiles.

d) *Tabacs et cigarettes*. — Cette industrie pour laquelle s'offrent de très belles perspectives est en pleine voie de développement. La production est passée de 100 tonnes en 1931 à 3.300 tonnes.

§ 2. — INDUSTRIES DE TRAITEMENT DE PRODUITS VÉGÉTAUX

Ce sont les industries textiles, fabriques de nattes, stores, cabas, cordages, manufactures de caoutchouc.

a) *Les industries textiles*. — Elles revêtent le plus souvent une forme artisanale. Aussi est-il impossible de donner un chiffre approximatif de leur production. Ce qu'on peut dire, c'est qu'elles sont loin de satisfaire aux besoins locaux.

La seule industrie textile importante au Tonkin est la Société cotonnière du Tonkin. Elle possède environ 1.250 métiers à tisser et 83.188 broches ainsi que des ateliers de teinture et de blanchisserie. Le travail y est assuré depuis février 1937 par trois équipes de 8 heures.

b) *Fabriques de nattes, tapis, cordages*. — Ce sont encore de petites industries artisanales dont il ne faudrait pas toutefois sous-estimer l'importance, car elles peuvent constituer un point de départ pour la formation d'industries similaires puissantes et concentrées.

c) *Manufactures de caoutchouc*. — A vrai dire, il s'agit bien moins de manufactures que d'ateliers de préparation et de séchage du lastex en vue de son transport.

§ 3. — INDUSTRIES DE TRAITEMENT
DES PRODUITS MINÉRAUX

1° *Traitement des produits minéraux.*

Le minerai extrait en Indochine est assez rarement traité sur place pour être transformé en masses. Il est généralement exporté à l'état brut. Il n'y a d'exception que pour le zinc et un peu pour l'étain.

En effet, abstraction faite de la petite fonderie d'étain annexée à la mine principale de Pia-Oüac, la seule usine traitant le minerai pour métal en Indochine, est la fonderie de Quang-Yen. Sa production a crû constamment depuis 1934.

Production annuelle de l'usine de Quang-Yen
en tonnes de métal

1924.....	71	1931.....	2.882
1925.....	1.158	1932.....	2.280
1926.....	1.858	1933.....	3.249
1927.....	1.667	1934.....	4.240
1928.....	2.884	1935.....	3.904
1929.....	3.809	1936.....	4.112
1930.....	3.856	1937.....	4.204

2° *Traitement des produits de carrières.*

Le calcaire extrait en Indochine est transformé en ciment et la plus grande partie même de la production de l'Indochine est fournie par la « Société des ciments Portland artificiels de l'Indochine », dont l'usine est établie à Haïphung.

La production, comme nous le voyons, n'a cessé de croître, ainsi que ses exportations.

Production de ciment en milliers de tonnes

	1928	1929	1931	1933	1935	1937	1938
	—	—	—	—	—	—	—
Production	159	184	152	113	107	235	266
Exportations	52	40	52	38	32	125	1.013

§ 4. — INDUSTRIES DE PRODUITS FABRIQUÉS

Le nombre et la diversité en sont tels qu'on ne saurait en donner une énumération détaillée. Au surplus, leur importance ne le justifie pas. Il faut toutefois citer :

1° Des verreries installées à Haïphung, l'une, la Société des verreries d'Extrême-Orient et l'autre, la Société française des verreries d'Extrême-Orient. Leur production totale était de 4 millions de bouteilles (1931) absorbées par la consommation locale.

2° Papeteries.

3° Fabrique d'allumettes à Benthuy et à Vinh.

4° Pétards et artifices.

5° Usines de produits chimiques.

Fabrique d'oxygène et d'acétylène dissous pour la soudure autogène à Haïphung et Saïgon (Société d'oxygène et d'acétylène d'Extrême-Orient).

6° Usines de cheddite à Phu-Xi qui produisait, en 1930, 200 tonnes d'explosifs entièrement consommés en Indochine, etc, etc...

§ 5. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

A défaut de renseignements précis sur la nature et l'activité des industries indochinoises, il est possible d'avoir, d'une manière indirecte, une idée de l'activité industrielle de ce pays, à l'aide d'indices. Ainsi, la consommation intérieure de charbon ou les

importations de matières premières de l'industrie, les exportations d'objets fabriqués, le rendement de l'impôt sur les valeurs mobilières, nous montrent, à l'heure actuelle, un développement certain de l'activité industrielle.

En effet, la consommation intérieure de charbon qui avait fortement baissé de 1931 à 1934, est remontée à un niveau non atteint auparavant. Cet indice est intéressant, quand on sait que les 2/3 de cette consommation intérieure sont réservés à des besoins industriels.

Consommation intérieure apparente
(milliers de tonnes)

1932.....	518	1935.....	494
1933.....	462	1936.....	569
1934.....	448	1937.....	628

Le développement de l'activité industrielle est également souligné par l'accroissement des importations de matières nécessaires à l'industrie. Ces importations ont, en effet, presque doublé de 1925 à 1937.

De même, à l'exportation, les ventes d'objets fabriqués ont plus que doublé depuis 1925 (indice 215), moins vite que celle des matières industrielles dont l'indice est 268, mais beaucoup plus rapidement que celles des denrées alimentaires dont l'indice se tient à 125.

Le rendement de l'impôt sur les valeurs mobilières passe de 2 millions 284.000 piastres en 1937 à 4 millions 480.000 piastres en 1938, ce qui fait bien ressortir l'amélioration de la situation financière des sociétés

locales. De même, le chiffre des émissions des sociétés minières et industrielles ayant en Indochine leur siège d'exploitation marque une vraie reprise.

Emissions des sociétés
(en millions de francs)

Années	Mines	Industr. de transform.
1924.....	18,7	63,1
1925.....	18,8	47,5
1926.....	72,5	75,8
1927.....	72,4	48,5
1928.....	156,1	35,5
1929.....	125,2	71
1930.....	91,8	27
1931.....	33,1	34,2
1932.....	1,2	26,9
1933.....	11,7	3,2
1934.....	3,4	3,9
1935.....	0,2	4,3
1936.....	12,6	29,3
1937.....	10,8	32,6

Conclusion

Tout ce que nous venons de voir nous montre que l'Indochine a déjà une industrie variée et assez importante et que son activité industrielle n'a pas tardé à se développer aussitôt que les symptômes de la crise se sont dissipés.

Est-il possible, ou au contraire chimérique, d'espérer développer, dans une très forte proportion, l'industrie de ce pays ? Telle est la question que nous allons examiner maintenant.

SECTION IV

Des débouchés que serait susceptible de trouver une industrie indochinoise

Nous sommes les premiers à penser que l'industrialisation de l'Indochine est fatale et même nécessaire pour améliorer le niveau de vie des indigènes. Néanmoins, en cette matière il faut faire preuve de prudence et il semble un peu exagéré de parler à tout venant de « l'Indochine relai de la France en Extrême-Orient ». S'il est vrai que des débouchés intéressants s'offrent en Indochine pour certaines industries, pour beaucoup d'autres les débouchés sont assez limités dans la colonie elle-même, ainsi que sur les marchés environnants.

Dans ce chapitre, nous nous proposons précisément d'étudier quels sont les débouchés dignes d'intérêt qui s'offriraient aux industries indochinoises, tant sur le marché intérieur que sur le marché extérieur.

§ 1. — MARCHÉ INTÉRIEUR

Les importations de l'Indochine se sont élevées en 1937 à 1.578 millions de francs se décomposant ainsi :

Produits et denrées alimentaires.....	246 millions 1
Matières premières.....	188 millions 9
Produits semi-ouvrés.....	126 millions 7
Produits ouvrés	1.016 millions 3
TOTAL.....	1.578 millions

Les produits et denrées alimentaires ainsi que les matières premières ne nous intéressent pas, car il ne s'agit pas de denrées industrielles. Une industrie indochinoise pourrait prétendre seulement à suppléer à l'importation de produits semi-ouvrés et des produits ouvrés dont la valeur se monte à près de 1.100 millions. Quand on pense à la très grande multiplicité des industries qu'il s'agirait de créer, car il s'agit de produits très divers, on doute qu'une telle entreprise soit possible et rémunératrice.

A supposer que les industries réalisent 30 % de bénéfice, le volume des affaires qu'elles seraient appelées à traiter ne permettrait guère d'opérer plus de 3 à 4 milliards d'investissement. Or, on ne saurait songer avec des capitaux aussi modestes, à doter l'Indochine d'industries métallurgiques, chimiques, textiles.

Il faut donc faire un choix et distinguer, parmi les industries principales et les industries secondaires, celles qui pourraient être rémunératrices.

A) Industries principales

Ce sont : la métallurgie, les industries textiles, les fabriques de produits chimiques et l'industrie automobile.

1° Métallurgie.

Les produits métallurgiques importés représentent 253 millions de francs. Ce chiffre correspond à une multitude d'articles. Il suffit alors de se repré-

senter la diversité des entreprises qui s'adonnent à la production de ces articles et les énormes capitaux qui y sont investis pour comprendre qu'il ne saurait être question pour l'Indochine de subvenir à ses besoins en produits métallurgiques.

Certains se sont demandé s'il ne serait pas intéressant de doter l'Indochine d'une industrie lourde en vue d'assurer son autonomie en matière d'armements. Thèse séduisante au premier abord, mais qui rencontre, il faut l'avouer, de nombreux obstacles.

1° On ne connaît guère encore l'importance et la nature des gisements de fer que renferme le Tonkin.

2° Une industrie lourde destinée à travailler pour la guerre ne saurait répondre que dans une très faible mesure aux besoins intérieurs.

3° Les investissements auxquels il serait nécessaire de procéder afin de doter l'Indochine des premiers éléments d'une industrie sidérurgique, seraient, d'après une estimation modérée, de plus de 1 milliard de francs. Que coûteraient alors des usines susceptibles de s'adonner à des fabrications très complexes, locomotives, canons, armes ?

4° Malgré ces obstacles, cette thèse rencontre de plus en plus de faveur, et comme nous l'avons vu dans la première partie, le gouvernement indochinois songe à installer une usine d'aviation.

2° Industries textiles.

Les produits textiles semi-finis ou finis importés en Indochine, ont représenté une contre-valeur de

455 millions de francs. Ils se répartissent de la manière suivante :

Fils : 75 millions dont 25, 7 en provenance de la métropole ;

de coton : 17,2 ;

de soie : 45.4

Tissus : 370 millions dont 287 en provenance de la métropole ;

de coton : 205 ;

de soie : 74 ;

de jute : 60 ;

vêtements : 10, dont 8 en provenance de la métropole.

Total : 453 millions, dont 321 en provenance de la métropole.

a) *Coton*. — L'importance des achats de l'Indochine en fils et tissus de coton, ainsi que les résultats obtenus par la Société cotonnière du Tonkin, semble devoir favoriser le succès des industries de ce genre en Indochine. Mais la création de villes industrielles pose le grave problème des relations entre la métropole et l'Indochine.

b) *Soie*. — L'Indochine importe pour près de 120 millions de fils et tissus de soie naturelle et artificielle. C'est une situation un peu paradoxale quand on pense à l'importance que cette industrie revêtait autrefois, sous une forme artisanale, dans notre Extrême-Orient. Les fils viennent de Chine et les tissus du Japon. Bref, il serait possible de monter,

sans danger de concurrencer la métropole, des filatures et usines de tissage de soie.

c) *Jute.* — Les importations de sacs de jute de montent à 58 millions. Les principaux fournisseurs sont : la Birmanie, la Malaisie, les Indes anglaises. On se trouve là encore en présence de possibilités intéressantes de cultures nouvelles et d'industrialisation dont la réalisation ne saurait porter ombrage à la métropole.

d) *Laine.* — Les importations de fils et tissus de laine étant peu importantes et provenant surtout de la métropole, le *statu quo* ne présente pas d'inconvénients.

3° Industries de produits chimiques.

C'est essentiellement en ce qui concerne les engrais et la savonnerie que des débouchés s'offriraient à des industries indochinoises. Les importations d'engrais dépassent 48 millions de francs et celles de savon atteignent 12 millions. Il serait plus difficile de monter des industries proprement de produits chimiques, car elles exigent d'une part des capitaux importants, d'autre part des techniciens dont la formation implique le plus souvent une longue expérience.

4° Automobiles. Cycles.

Bien que les importations de ce genre se montent à près de 75 millions, il semble impossible d'envisager la construction d'automobiles et d'avions, mais il

serait, en revanche, possible d'envisager la création d'usines de montage, à l'exemple des Américains, aux Indes Néerlandaises ou en Malaisie.

Conclusion

Parmi les industries principales, c'est, semble-t-il, l'industrie textile qui offre les possibilités les plus intéressantes. Mais évidemment, elle ne pourrait se développer qu'au détriment de celle de la métropole.

D'une manière générale, la création d'industries relevant des formes d'activités précitées, apparaît susceptible d'affecter les relations franco-indochinoises de la manière suivante :

	France (en millions de francs)	Etranger	France en %	Etranger en %
Métallurgie	179,2	74,1	70,7 %	29,3 %
Textiles	321,7	133,3	70,7 %	29,3 %
Produits chimiques ..	71,9	35,1	67,2 %	32,8 %
Autos, cycles.....	65,6	10,4	86,3 %	13,7 %

B) Industries secondaires

Les importations de produits d'industries secondaires ont porté, en 1937, sur 181 millions de francs, se décomposant ainsi :

	France	Etranger	Total
Papier et applications.....	56	16	72
Cigarettes	16,4	5,6	22
Ouvrages en caoutchouc.....	21	4	25
Poteries et verreries	17,7	9	26,7
Peaux et pelleteries.....	5,3	1,1	6,4
Instruments scientifiques.....	4	0,5	4,5
Armes, poudres, munitions...	3,8	2,1	5,9
Chaussures	2,3	0,5	2,8
Boutons	2,1	0,8	2,9
Chapeaux	1,5	7,7	2,7
Meubles, ouvrages en bois ...	1,5	7,6	9,1
Sparterie et corderie.....	0,1	1,2	1,3

Il s'agit sans doute d'un mouvement d'affaires cinq fois moins important que celui résultant des achats de produits métallurgiques et textiles. Il paraît toutefois intéressant, car il affecte un grand nombre d'industries qui ont très souvent une vie indépendante et peuvent s'édifier avec des capitaux modestes. C'est pourquoi la création d'industries secondaires ne doit pas être négligée.

a) *Industries du Papier.* — Les importations de papier, comme nous le montre le tableau ci-dessus, sont fort importantes. Cela s'explique par le fait qu'en Indochine, l'alfa n'existe pas et que les industries locales utilisent comme matière première le bambou. Le papier ainsi obtenu se révèle de qualité médiocre, et ne peut convenir qu'à certains usages bien déterminés.

L'industrie du papier pourrait se développer en Indochine, à condition de faire un inventaire des ressources de l'Indochine en matières premières nécessaires à cette fabrication, ou bien à la condition d'importer la pâte à papier.

b) *Cigarettes.* — Les importations de cigarettes ont porté sur 12 millions de francs. De belles perspectives s'offrent donc pour les industries récemment créées en Indochine et qui témoignent d'une grande activité.

c) *Ouvrages en caoutchouc.* — La création d'industries de transformation du caoutchouc apparaît assez logique en raison de l'importance de la production indochinoise en gomme. Les besoins de l'Indo-

chine consistent principalement en pneumatiques et chambres à air pour autos (12 millions) et pour cycles (6 millions), en semelles de chaussures (1 million). Il semble malgré tout que la consommation intérieure de pneumatiques et de chambres à air ne saurait justifier la création d'usines de ce genre qui demandent de gros capitaux et de bons techniciens.

d) Poteries et verreries. — Seuls les achats de verre à vitre, de faiseurs de bouteilles et de lampes électriques atteignent des chiffres substantiels. Pour tous les autres articles les achats se traduisent par des chiffres très souvent supérieurs à quelques centaines de mille francs et pour ceux-là, la création d'industries semble impossible.

Pour les autres, l'installation d'industries ne saurait avoir lieu qu'après un inventaire du pays en matières premières. Notons que les quelques industries qui ont voulu s'adonner à la fabrication de bouteilles et d'articles de verre, ont eu à surmonter de très sérieuses difficultés qui ont compromis l'existence de certaines d'entre elles.

e) Ouvrages en bois. — Les importations d'objets en bois correspondent essentiellement à des achats de caisses d'emballages. La production locale devrait pouvoir satisfaire ces besoins.

f) Autres industries. — Les autres industries n'appellent pas de remarques spéciales. Si certaines, telles que celles des chaussures, des chapeaux et des boutons peuvent être développées ou introduites en

Indochine, d'autres telles que celle des instruments scientifiques, ne peuvent guère être envisagées.

En définitive, qu'il s'agisse d'industries principales ou d'industries secondaires, le marché intérieur indochinois n'offre, dans l'état actuel des choses, que des possibilités, mais encore bien limitées.

Que peut-on attendre du marché extérieur ?

§ 2. — LES MARCHÉS EXTÉRIEURS

D'une manière générale, le facteur nippon est appelé à jouer un grand rôle dans la délimitation de la zone d'extension éventuelle des industries indochinoises.

Le Japon a atteint un stade d'industrialisation assez avancé et tient assez solidement la plupart des marchés qui pourraient s'ouvrir aux produits indochinois, pour que les efforts de notre colonie s'avèrent inopérants. De plus, l'extension à l'Indochine de la politique sociale pratiquée en France depuis 1936 n'est pas pour améliorer la situation des industries dont on envisage la création, à l'égard de la concurrence des pays voisins.

D'ailleurs, en admettant que le travailleur indochinois se trouve dans des conditions identiques à celles du travailleur nippon, l'exemple du Japon ne doit pas faire illusion ; le Japon compte 75 millions d'habitants parmi lesquels se sont révélés des capitaines d'industrie de grande habileté. En outre, la politique japonaise s'est appuyée sur une force militaire considérable et sur des expéditions guerrières.

L'Indochine ne saurait imiter le Japon en tout cela, et imposer de gré ou de force sa marchandise sur le marché asiatique.

D'autre part, des pays tels que l'Inde et la Malaisie, membres du Commonwealth britannique, ne peuvent, pour de multiples raisons, réserver des débouchés considérables à notre colonie d'Extrême-Orient. L'Inde s'industrialise progressivement malgré les résistances britanniques et on peut tenir pour certain qu'entre les producteurs locaux et les producteurs métropolitains, il n'y a pas de place pour les industriels indochinois.

D'un autre côté, les Indes Néerlandaises procèdent, quoique d'une manière très progressive, à leur industrialisation. Ce mouvement n'affecte pour le moment que l'île de Java. On ne doit pas douter que des mesures de protection seraient prises, analogues à celles qui s'emploient à freiner le développement des importations japonaises.

De leur côté, les Philippines s'adressent, pour leurs importations, à concurrence de 60 % aux Etats-Unis et 15 % environ au Japon. Quoique la question de l'indépendance des îles Philippines soit réglée en principe depuis 1915, il semble bien que l'évolution politique et commerciale de l'archipel restera, pendant de longues années encore, sous l'influence des Etats-Unis. Là encore, on voit assez mal comment l'Indochine pourrait assurer à ses cotonnades ou à d'autres produits manufacturés des débouchés dans l'archipel de Philippines, à l'encontre des industriels américains ou nippons.

En fait, seuls, le Siam et la Chine méridionale paraissent susceptibles d'offrir éventuellement des débouchés aux industries indochinoises.

1° *Le Siam.*

Les importations siamoises se sont montées en 1937 à 110 millions de ficans. Les produits manufacturés qui seuls nous intéressent, entrent à concurrence de 70 %, c'est-à-dire au cours du fical de 11 fr. 6 à environ 780 millions de francs.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de l'importance des divers groupes de produits manufacturés que le Siam demande à l'extérieur.

Industries principales		Industries secondaires	
	millions		millions
<i>Textiles</i>	30,6	Tabac et cigarettes.....	3,8
Coton	20,2	Papiers d'application...	3,1
Rayonne	3,6	Appareils électriques...	2,5
Soie	1,1	Poterie, Verrerie.....	1,3
Jute	5,3	Ouvrages en caoutchouc	1,5
Divers	0,4	Meubles et ouvrages en	
		bois	0,7
<i>Métallurgie</i>	15,8	Instruments scientifiques	0,7
fers et aciers	3,2	Sparterie	0,7
Autres métaux.....	1,3	Boutons, chapeaux.....	0,8
Tôles et fer blanc.....	2,7		
Fer émaillé.....	2,3		
Machines	5,6		
Outils	0,7		
<i>Produits chimiques</i>	3,5		
<i>Automobiles et cycles..</i>	2,8		

TOTAL pour industries principales : 52,5 millions de ficans

» » » secondaires : 14,5 millions de ficans

Les cotonnades, comme on peut le voir, représentent un chiffre d'affaires substantiel de l'ordre de 220 millions de francs, mais le gros fournisseur se trouve être le Japon et son éviction semble difficile. Il y aurait pour les industries secondaires quelques débouchés possibles, notamment pour la toile de jute.

Mais au total, les besoins et les possibilités du marché siamois pour les industries indochinoises seraient moins étendues que ceux du marché indochinois. Bref, le Siam ne peut être qu'un appoint pour les débouchés.

2° *La Chine méridionale.*

Les industries indochinoises pourraient trouver des débouchés importants dans la région du Yunnan et les provinces voisines du Kulicharo et du Setchouen. L'Indochine possède un excellent moyen de pénétration avec la voie ferrée qui relie Haïphong et Yumanfou.

En 1937, les importations du Yunnan se sont élevées à 272 millions de francs se répartissant ainsi :

Textiles	200	millions de francs		
Produits chimiques	20	»	»	»
Armes et munitions.....	17	»	»	»
Produits métallurgiques.....	15	»	»	»
Tabacs, cigarettes.....	12	»	»	»
Papier	4,5	»	»	»
Matériaux de construction..	2	»	»	»
Verrerie	1,5	»	»	»
Divers	0,6	»	»	»
TOTAL.....	272,6	»	»	»

Comme toujours, les textiles forment le gros des importations. Les importations de savon et de cigarettes ne sont pas non plus négligeables. Mais il faut dire que depuis quelques années, et beaucoup plus activement depuis l'invasion japonaise, des industries en nombre important se sont établies ou sont en voie de création au Yunnan : filatures, fabriques d'allumettes, manufacture de cigarettes. Il faut donc s'attendre à ce que la Chine, comme les autres pays, s'efforce de plus en plus de subvenir à ses propres besoins.

Enfin, en ce qui concerne le Kweichow et le Kwang il suffit, au dire de ceux qui l'ont visité, d'avoir parcouru ces deux provinces pour se rendre compte de leur faible densité de population et du peu d'intérêt qu'elles présenteraient pour l'industrie indochinoise.

Conclusion

En définitive, les débouchés qui s'offrent sur les marchés extérieurs aux produits indochinois apparaissent limités, ou pour le moins, mal assurés et peu connus.

Certes, par la conjugaison des débouchés offerts par le marché extérieur siamois et chinois, certaines industries pourraient vivre, mais il s'agit plus de cas d'espèce que d'un fondement solide sur lequel on pourrait construire un vaste programme d'industrialisation.

CHAPITRE II

L'AFRIQUE DU NORD

Nos possessions de l'Afrique du Nord sont, après l'Indochine, celles pour lesquelles le problème de l'industrialisation se pose avec le plus d'acuité. Il ne revêt d'ailleurs pas là le même aspect. Ce n'est, semble-t-il, ni la forte densité de population, ni la richesse du sous-sol en combustibles ou matières premières, comme en Indochine, qui favorisent cette évolution.

C'est plutôt que l'Afrique du Nord, située en bordure de la Méditerranée, sur la voie des grands courants commerciaux, face à un continent très évolué, se trouve entraînée d'elle-même dans le circuit économique.

La civilisation musulmane, très ancienne, constitue pour la nôtre un terrain propice à son plein épanouissement. Les besoins des indigènes musulmans sont plus variés et plus étendus que ceux des noirs, par exemple, ainsi sans doute peut-on expliquer la rapidité avec laquelle s'est implantée notre civilisation là-bas, et notamment, l'essor économique foudroyant du Maroc. Tout accroissement de production trouve une augmentation corrélative de la consommation.

Malgré le développement de l'industrie minière et l'existence d'un certain nombre d'industries de

transformation, l'économie nord-africaine est encore essentiellement agricole. La métropole s'est toujours efforcée de soutenir cette production en dépit de la concurrence qui pouvait en résulter pour la sienne. Malgré l'absence de carburants, l'Afrique du Nord n'en poursuit pas moins sa marche vers une économie industrielle. Il semble que, dans la période que nous vivons, une telle évolution soit souhaitable, car elle concourt à l'accroissement de notre puissance militaire en Méditerranée.

Nous étudierons, dans une première partie, les problèmes que pose l'évolution industrielle de l'Afrique du Nord. C'est-à-dire le problème de la main-d'œuvre et le problème de la force motrice.

Dans une seconde partie, nous examinerons les industries algériennes, marocaines et tunisiennes, ainsi que les problèmes propres à chacun de ces pays.

SECTION I

Problèmes que pose l'évolution industrielle de l'Afrique du Nord

§ 1. — PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE EN AFRIQUE DU NORD

En ce qui concerne la main-d'œuvre, comme en beaucoup d'autres matières, l'Afrique du Nord présente une situation qui n'est pas entièrement semblable à celle de la métropole, mais qui diffère égale-

ment de celle que l'on rencontre dans les autres colonies.

Contrairement à ce qui se passe dans les régions intertropicales où le travail est en général interdit aux Européens par le climat, on utilise en Afrique du Nord, aussi bien pour l'industrie que pour l'agriculture, deux catégories de main-d'œuvre : la main-d'œuvre européenne et la main-d'œuvre indigène, chacune ayant sa vocation distincte.

Seuls, ou à peu près seuls jusqu'ici, les Européens fournissent la main-d'œuvre qualifiée. Les indigènes sont manœuvres et terrassiers. La main-d'œuvre indigène est médiocre, maladroite, et d'un rendement assez faible. On ne peut lui confier que des tâches faciles n'exigeant pas une habileté spéciale. Certains groupes, comme les Kabyles, sont sobres, laborieux, âpres au gain : il ne faudrait toutefois pas se hâter de conclure que ce sont de bons ouvriers. D'après les témoignages unanimes, en effet, ils ne sont guère soigneux des machines qui leur sont confiées. Les Marocains, ou plus exactement les Chleus, font exception dans une certaine mesure et sont beaucoup plus appréciés des employeurs. En tous cas, si les Nord-Africains ne font pas encore figure de bons ouvriers, cela ne veut pas dire qu'ils ne peuvent le devenir : ils sont en effet perfectibles.

Pendant longtemps, on s'est procuré de la main-d'œuvre qualifiée assez facilement, soit sur place, soit en France ou à l'étranger. La main-d'œuvre indigène était abondante et à bon marché. Mais depuis la guerre, la situation s'est profondément modifiée.

Le recrutement de la main-d'œuvre instruite est devenu de plus en plus difficile, alors que le développement du machinisme le rendait de plus en plus nécessaire. L'immigration européenne s'étant arrêtée, on a manqué d'ouvriers spécialisés, en particulier de mécaniciens et d'agriculteurs. Quant à la main-d'œuvre indigène, elle s'est beaucoup raréfiée par suite de l'émigration des indigènes en France. Elle est devenue, d'ailleurs, beaucoup plus exigeante, à mesure que son rendement diminuait. Cette raréfaction coïncidant avec une grande prospérité économique, il en est résulté une crise de main-d'œuvre qui, en 1928, atteint son maximum. Depuis lors, la situation s'est complètement modifiée. La crise économique a succédé à la crise de main-d'œuvre.

Toutes sortes de remèdes avaient été proposés au moment où la crise de main-d'œuvre persistait. Il avait été notamment question de faire venir des Chinois. Mais on s'est borné à reprendre l'importation de main-d'œuvre d'origine européenne. Des offices de main-d'œuvre ont été créés en Algérie, Tunisie, Maroc, pour s'efforcer d'organiser cette immigration. On s'est efforcé d'obtenir un meilleur rendement de la main-d'œuvre et d'éviter son gaspillage. Il y a un temps pas très éloigné où le ravitaillement en charbon du port d'Alger, des navires, se faisait par de longues files d'indigènes portant chacun sur la tête un petit panier contenant le charbon.

On s'est efforcé d'améliorer le rendement de l'indigène, d'une part en poursuivant son éducation technique, et d'autre part en améliorant son hygiène.

A) Enseignement technique

Algérie. — Jusqu'en 1920 il n'existait qu'une seule école industrielle qui ne formait que des jeunes. Des particuliers avaient fondé des cours professionnels, mais le nombre des élèves ne dépassait pas 500.

Un programme d'ensemble de 1920 fut adopté par les assemblées algériennes. Il comportait, à la base, des cours d'orientation professionnelle, dans les écoles primaires, en dehors de celles-ci des cours de pré-apprentissage, apprentissage, des écoles manuelles et des cours du soir, et dans chacun des départements, trois Ecoles pratiques d'industrie appelées à former des ouvriers qualifiés du fer, du bois, de l'électricité.

Enfin une Ecole supérieure d'Industrie à Maison-Carrée forme des contremaîtres, chefs de travaux. Les cours professionnels dûs à l'initiative privée se sont aussi multipliés. L'effectif total de toutes ces sortes de cours est de 4.600 élèves. Les indigènes et les européens sont admis sans distinction.

Tunisie. — En Tunisie, on s'est efforcé de compléter l'enseignement professionnel par un préapprentissage indirect. Dans quelques écoles on a bien organisé un apprentissage, mais dans les autres, l'instituteur n'intervient que comme intermédiaire et tuteur pour assurer le placement de l'apprenti et régler avec le patron la question de l'apprentissage. Des internats d'apprentis existent à Sousse, Tunis et Ferryville.

A Tunis, l'école Emile-Loubet est destinée à former des ouvriers habiles, capables de devenir contre-mâtres. A l'enseignement professionnel se rattachent les « Forges magasins » où s'exécutent les réparations courantes du matériel agricole et où les indigènes, du même coup, reçoivent sous une direction européenne une formation professionnelle pratique.

Maroc. — Au Maroc, l'enseignement primaire européen, aussi bien que l'enseignement primaire indigène, oriente ceux de ses élèves qui veulent apprendre un métier, vers les écoles ou les cours professionnels installés dans les principales villes, ou avec le concours de l'Office des Métiers vers l'apprentissage.

L'enseignement professionnel, spécialement réservé aux indigènes, est donné dans un certain nombre d'écoles (500 élèves) dont certaines sont consacrées à l'apprentissage des métiers d'art indigène. La plus importante de ces écoles est celle de la Ferme Blanche. Le Maroc a créé une Ecole industrielle et commerciale à Casablanca (866 élèves). Cette école, qui a un bon outillage, reçoit des élèves de toutes les parties du Maroc et forme des ouvriers pour le bois, le fer et l'électricité.

En définitive, les trois pays de l'Afrique du Nord se sont beaucoup préoccupés de l'enseignement professionnel. Ils ont eu à vaincre les préventions des indigènes qui dédaignent cet enseignement, et qui, s'ils consentent à faire donner de l'instruction européenne à leurs enfants, espèrent en faire des fonc-

tionnaires. Le préjugé contre le travail manuel est, semble-t-il, un des vices de ces pays musulmans.

B) Lutte contre la maladie

La politique du maréchal LYAUTEY, qui consistait à développer le rôle du médecin, a été continuée. La lutte contre le paludisme, le choléra, la peste, la variole, est activement menée.

§ 2. — LE PROBLÈME DES COMBUSTIBLES
ET DE LA FORCE MOTRICE EN AFRIQUE DU NORD

La possession de combustibles et de force motrice présente, pour une région comme l'Afrique du Nord, un double intérêt.

Comparable à une île de par sa situation géographique, l'Afrique du Nord ne peut vivre et prospérer qu'avec d'intenses courants commerciaux et maritimes. Possédant le charbon, elle peut ravitailler au meilleur compte les navires qui fréquentent ses ports. Mais surtout la possession d'antracite, de pétrole ou de houille blanche lui permettrait de s'industrialiser facilement et, en période de guerre, de vivre sur ses propres ressources.

La Tunisie, l'Algérie ont eu, durant les dernières hostilités, beaucoup à souffrir de cet état de dépendance à l'égard du continent européen.

Il nous semble intéressant d'étudier de quels combustibles et de quelle force motrice l'Afrique peut disposer et quelles sont ses perspectives d'avenir.

A) *Pétrole*

Depuis l'Antiquité, des suintements d'hydrocarbures sont mentionnés par les auteurs dans l'Afrique du Nord, qui a attiré depuis longtemps l'attention des prospecteurs pétroliers. Leurs premiers travaux modernes remontent à 1874 pour l'Algérie (Aïn-Zeft), à 1880 pour le Maroc (Fohra), et à 1900 pour la Tunisie (Teboursouk).

Les suintements d'huile, dégagements de gaz et d'hydrocarbure sont en effet très nombreux en arrière de la chaîne principale de l'Atlas. En Algérie et en Tunisie, ces indices se manifestent surtout dans la zone tellienne, dans la vallée du Chélif, du Dahra, dans la région de Relizane. Mais il y a une grande diversité dans leur répartition stratigraphique et de ce fait, les recherches sont dispersées dans toutes les directions et n'ont pas encore abouti à la solution du problème pour cette partie de l'Afrique du Nord.

Les recherches poursuivies en Algérie et en Tunisie ont donné comme seul résultat la découverte d'un gisement exploitable et des plus modestes, celui de Tliouanet, entre Relizane et Mascara.

Les recherches et les enquêtes semblent prouver que l'on est en présence de simples curiosités minéralogiques.

En Algérie. — Près de 35.000 mètres de travaux de sonde ont été exécutés en Algérie et 150 sondages. Ceux-ci ont eu lieu un peu partout, mais surtout du côté d'Aïn-Zeft dans la vallée du Chélif et du Dahra, et dans la région de Tliouanet près de Relizane. La

concession de Messila, qui fut instituée, a fourni, de 1921 à 1932, près de 17.265 tonnes d'huile. La production décroît continuellement.

En Tunisie. — Avant 1931, les travaux ont été moins importants. Ils ne totalisent que 3.700 mètres de forages, de 1908 à 1931, date de la reprise des recherches par le protectorat. Ces sondages avaient été faits dans de multiples endroits : dans la région de Bizerte, à Aïn-Rhild, à Sphaï-Ketchalta, au Djebel-Menzel, près de Medjes-el-Bab, et au dôme du Cap Bon. Les recherches ont été négatives.

Reprise des recherches en 1931. — Vu toutes les recherches qui avaient été faites, on pourrait conclure à la stérilité pétrolifère du Magreb. L'opinion nord-africaine s'est émue et il a suffi qu'un premier résultat vraiment décisif soit obtenu au Maroc au Djebel-Tselfat, en 1934, pour que la presse locale se fasse l'écho des rancœurs des sourciers qui soutenaient que l'échec était dû aux machinations tramées par tous les étrangers que gênerait l'avènement du pétrole en Afrique du Nord.

Tous les vrais spécialistes qui ont étudié la question sont unanimes à penser que l'échec des travaux ne permet en aucune façon de conclure à l'absence de gisements exploitables. M. BERTHON, en 1932, Chef de service des mines, concluait : « Que tous ces travaux fort coûteux entrepris sans avoir été préparés par des études géologiques minutieuses, n'appor- tent aucune indication, même négative, sur l'existence en Tunisie d'huile minérale exploitable ».

Pour M. DEMONTÈS, le seul fait que des sondages fructueux aient réussi en Algérie, à Messila, doit retenir l'attention. Enfin, M. MIGAUX, Directeur des recherches et participations minières au Maroc, estime que la raison de cet échec réside dans l'éparpillement des efforts et dans leur insuffisance même. La profondeur moyenne des travaux aurait atteint à peine 215 mètres et même seulement 165, si on retrace les dix-sept sondages qui ont dépassé 500 mètres. Pour qui connaît la complication de la structure de l'Afrique du Nord, dit-il « il est évident que des travaux « aussi peu profonds avaient peu de chances de découvrir quelque chose ».

Le gouvernement tunisien, stimulé par l'exemple du protectorat marocain en 1928, et sollicité par l'Office national des combustibles liquides, a estimé de son devoir d'entreprendre lui-même une nouvelle campagne de recherches. Le protectorat tunisien a constitué, le 29 décembre 1931, avec l'O. N. C. L. et la Compagnie française des Pétroles un Syndicat d'études et de recherches pétrolifères.

C'est une association en participation sur le modèle du syndicat créé au Maroc. Son capital est de 6 millions. Il est géré par un Conseil de trois membres. La première phase des travaux a consisté en levés géologiques, en une campagne graphysique. Des sondages ont été effectués aux environs de Sloughia, d'une profondeur de 500 à 800 mètres. La région d'Aïn-Rhelal fut à nouveau étudiée.

Jusqu'à présent, rien n'a été trouvé. Cela résulte de l'extrême complexité de la tectonique. Le cadre

des recherches a d'ailleurs été plus réduit qu'au Maroc.

Au Maroc. — Un remarquable ensemble d'indices de pétrole se trouve réuni dans le triangle compris entre Laroche, Taza et Méknès. Après les premières reconnaissances de quelques hardis pionniers, les travaux sérieux n'ont commencé qu'en 1918 et leur histoire peut se diviser en deux époques.

Pour la première (1918-1928), des sociétés privées à capitaux français ont conduit isolément des recherches partielles, avec des moyens limités, dans un pays peu connu géologiquement, à circulation difficile et peu sûre. La deuxième époque a commencé avec la résolution prise par le Secrétaire général du Maroc de créer un organisme d'Etat. Le Bureau des recherches et participations minières, qui, avec l'appui officiel français d'une part, (O. N. C. L. et Compagnie française des Pétroles), et quelques sociétés privées françaises et belges, constitua, dès 1929, les principaux organismes financiers qui participeront aux recherches.

Les travaux ont nécessité une mise au point technique (formation du personnel) et des études géologiques. Les forages sont actuellement poursuivis et deux sortes de résultats ont été obtenus :

1° Cinq ou six gisements exploitables de petite importance ont été trouvés. L'ensemble donne une production annuelle de 6.000 tonnes.

2° Des données précieuses ont été établies sur les terrains profonds susceptibles de renfermer des gise-

ments importants. Ses structures productives se trouveraient entre 1.000 et 2.000 mètres de profondeur.

B) Le charbon

L'Algérie et la Tunisie ne possèdent que peu de bassins houillers et les recherches en cette matière sont encore très insuffisantes. Le plus important gisement est celui de Kénadzé, en Algérie. Mis en exploitation pendant la guerre, par suite d'impérieuses nécessités, sa production ne dépasse jamais 30.000 tonnes et il est à peu près réservé aux besoins du réseau de l'Oranie. Une seule couche de 50 centimètres est exploitée ; de ce fait, les réserves à vue sont assez faibles. On les estime à 500.000 tonnes. Les recherches faites pour mieux connaître les possibilités de ce bassin n'ont été que très superficielles et tout reste à faire.

Les autres gisements de combustibles en Algérie et en Tunisie ne présentent qu'un médiocre intérêt, d'une part, parce que le tonnage extrait est faible et la valeur marchande réduite. Ce sont par exemple les gisements de lignite de Smendon et de Marceau, dans le département de Constantine et d'Alger. Ceux du Cap Bon en Tunisie.

Cette pénurie de charbons industriels n'a cependant pas suscité la moindre campagne de recherches systématiques. La même inertie qui explique notre ignorance actuelle des possibilités du bassin de Ken Adza continue à se manifester à l'égard du houiller saharien.

De même, aucune recherche n'a été faite pour connaître les prolongements possibles de Djerada, au Maroc.

Le Maroc. — Il est maintenant, après l'Indochine, le seul producteur de charbon de la France d'outre-mer. La mise en valeur du gisement houiller de Djérada, situé au sud d'Oudjda, découvert en 1927-1928, a été entreprise et a été poursuivie par une société d'exploitation constituée sur l'initiative du Bureau de Recherches et Participation minières du protectorat par son association avec la société belge précitée et avec diverses compagnies françaises et marocaines dont les permis exclusifs couvraient en partie le bassin.

La qualité de l'anhracite, l'importance, la position géographique et les conditions géologiques favorables du gisement lui ont permis d'affronter avec succès les marchés européens.

La production de Djérada a été limitée jusqu'en octobre 1936 par les délais indispensables à l'équipement complet du charbonnage et n'avait pas dépassé 50.000 tonnes par an. Elle n'en a pas moins dépassé 107.000 tonnes en 1937, 150.000 tonnes en 1938 pour atteindre 200.000 et plus pour les exercices suivants. Les charbonnages de Djérada constituent dès maintenant l'une des entreprises industrielles du Maroc les plus importantes.

L'embarquement du charbon se fait par le port de Numouro, en Algérie.

L'inventaire méthodique de l'ensemble du carbonifère marocain, extrêmement peu connu en 1928, a

été réalisé d'autre part, de 1930 à 1934, par le B. R. P. M. dans toutes les régions accessibles. Il a établi l'extension vers l'ouest du bassin d'anthracite de Djérada dont l'étude par sondages a permis d'estimer à un chiffre de 100 millions de tonnes les réserves possibles. Il a démontré aussi que, sauf peut-être dans la région de Taouz, non encore étudiée pour des raisons de sécurité, il n'existe pas au Maroc, en dehors de la région de Djérada, de charbon ou de lignite industriellement exploitable et affleurant au sol.

Les succès remportés par le Maroc dans ses recherches, sont dûs, semble-t-il, à la persévérance dont ont fait preuve ceux qui les ont effectuées et à la collaboration sous l'égide du B. N. P. M. de tous les groupements intéressés à ces recherches.

Ces méthodes, qui se sont révélées si fécondes, semblent devoir être adoptées par la Tunisie et l'Algérie.

C) Energie hydraulique

La houille blanche, qui tient dans la métropole une place si grande, ne semble pas pouvoir jouer en Afrique un rôle aussi important que l'abondance des régions montagneuses pourrait le faire croire au premier abord.

L'exploitation de l'énergie hydraulique dépend autant de l'importance des cours d'eau que de leur régularité.

En Tunisie et en Algérie à l'heure actuelle, il ne semble guère possible d'envisager l'installation de

puissantes centrales hydrauliques, sans doute par suite de l'irrégularité des cours d'eau, mais aussi parce que les besoins immenses d'irrigation des grandes plaines tunisiennes et algériennes absorbent en quasi-totalité l'eau disponible. Peut-être aussi, les travaux entrepris depuis la guerre l'ont été sans chercher à répondre à la fois aux demandes de l'irrigation et à celles de l'énergie.

Au Maroc, la situation se présente de manière très différente : l'Atlas offre des possibilités d'équipement électrique très importantes et il est fort probable que le travail des années à venir sera dans l'intensification et la mise en valeur de ces ressources naturelles.

On conçoit donc qu'un jour viendra, peut-être moins éloigné qu'on ne le pense où les usines électriques de l'Atlas produiront le courant consommé jusque dans le Sud tunisien.

Cette réalisation exigerait naturellement l'installation d'un vaste réseau Nord-Africain de transport et d'interconnexion.

SECTION II

Les différents pays de l'Afrique du Nord et le problème de l'industrialisation

§ 1. — MAROC

A) *L'industrie marocaine*

Pour fixer d'une manière approximative l'importance de la production minière et industrielle du

Maroc, on dispose, d'une part, de chiffres datant de 1931, et d'autre part d'un recensement effectué il y a trois ans par le Comité central des industries du Maroc.

D'après la première de ces sources, l'industrie marocaine occupait 45.000 individus, utilisant une force de 36 millions de kwh annuels et représentait une immobilisation de capitaux de 1 milliard. A l'heure actuelle, elle comprendrait 820 usines, représentant 1 milliard 150 millions de capitaux, occuperait 66.000 employés et ouvriers. L'évaluation la plus récente fait donc ressortir, malgré la crise non alors terminée, une expansion notable du personnel employé dans l'industrie marocaine.

Malgré l'essor industriel certain, le chiffre de la population du Maroc occupé à une activité industrielle reste encore infime par rapport à son ensemble (62.000 sur 5 millions).

a) L'industrie Minière

1° *Son état actuel.*

L'industrie extractive marocaine ne comprenait lors de l'installation de l'activité française, que quelques usines dispersées, rudimentaires, produisant tout au plus quelques kilos de sel et de métaux bruts destinés à une consommation purement locale.

Presque nulles en 1918, les exportations minières du Protectorat représentaient 153 millions en 1934 et 307 millions en 1937, soit 27 % du total des exportations. Le Maroc se classait déjà en tête de toutes les

dépendances françaises d'outre-mer, à la fois par le tonnage et par la valeur de sa production minière. La recherche et l'exploitation des gisements miniers constituent d'ailleurs dans le Maroc moderne une industrie essentiellement européenne par les capitaux qui la financent, les personnalités qui l'entreprennent, et les techniciens qui la dirigent.

Cette industrie occupe plus de 15.000 ouvriers dont les salaires annuels dépassent 50 millions de francs.

L'industrie minière apparaît, après l'agriculture, comme une des ressources les plus importantes du Maroc et dont les perspectives de développement semblent très favorables.

L'énorme bloc phosphatier de la meseta marocaine mis à part, la reconnaissance effectuée et la mise en valeur des gisements miniers marocains ont été cependant retardés par la diversité géographique et géologique du pays, par les conséquences de la guerre de 1914-1918, par l'insécurité qui a longtemps régné sur le Riff, le moyen Atlas et le Sud, rendant les prospections nécessairement difficiles, intermittentes et longues, et par certaine spéculation stérile facilitée par l'excessif libéralisme du régime initial d'attribution des droits miniers exclusifs, institués conformément à une stipulation expresse de l'Acte d'Algésiras par un dahir du 19 janvier 1914.

Profondément refondu par un dahir du 15 septembre 1923, ce régime n'en est pas moins demeuré jusqu'en 1929 exclusivement basé sur le principe de l'attribution automatique et quasi-définitive de cha-

que périmètre minier au premier demandeur inscrit. On conçoit ainsi l'importance de la double réforme apportée à ce système foncièrement hostile à toute intervention des pouvoirs publics, par le dahir du 15 décembre 1928 qui a créé un « Bureau des recherches et de participations minières », organisme officiel spécialisé dans la recherche du combustible solide, liquide, et dans la participation aux entreprises extractives marocaines d'intérêt général et par le dahir du 1^{er} novembre 1929 qui assure à l'Etat, d'une part, le droit de se réserver dans certaines zones la recherche et l'exploitation de substances déterminées, d'autre part, le retour des concessions arrivées à expiration, le droit de réquisition des produits extraits, celui de rachat des concessions et surtout la facilité pour l'Administration de se réserver l'attribution des permis de recherches des combustibles solides ou liquides arrivant à expiration.

La mise en œuvre de cette nouvelle politique législative a permis le développement rationnel de la reconnaissance du bassin houiller de Djérada et de l'équipement de charbonnage, le développement et l'organisation des industries pétrolifères, l'étude méthodique des gisements de fer. Bref, la mise en valeur du sous-sol offre ainsi un remarquable exemple du rôle décisif que peut jouer l'Etat dans l'Economie moderne.

Les phosphates.

Gisements. — Le Maroc est le premier pays phosphatier du monde par l'étendue des gisements et la

qualité du minerai. Les terrains phosphatés forment les deux grands bassins de Ouled-Abdoum où s'est érigée de toutes pièces l'agglomération de Khouribga (15.000 habitants en 1936) et du Gantour où depuis quelques années se poursuit l'aménagement d'un centre nouveau Louis GENTIL (5.000 habitants en 1936). Le gisement de Khouriga, découvert en 1918, exploité en 1921, est le principal. Son minerai, très riche en phosphates et très pur, le font apprécier particulièrement des superphosphatiers.

La production des phosphates a été :

En 1934 : 1.199.943 tonnes,

— 1935 : 1.152.316 —

— 1936 : 1.335.174 —

— 1937 : 1.501.803 —

Industrie phosphatière. — La recherche de l'exploitation des phosphates fait l'objet d'un monopole exploité par l'Office Chériffien des phosphates, créé par un décret du 7 août 1920. On a voulu ainsi éviter que des groupements étrangers ne se portent adjudicataires et ne gardent jalousement le monopole d'une richesse essentielle pour le développement économique du Maroc.

Bien qu'il constitue une entreprise d'Etat, l'Office Chériffien des phosphates se présente sous les traits d'une société privée. Il a la personnalité civile, l'autonomie financière, et fonctionne comme le ferait une compagnie privée. Il a été doté d'un capital de 36 millions de francs en 1921.

Il est inscrit au Registre du Commerce, paie les impôts dûs par les sociétés, possède un Conseil d'administration, un personnel non fonctionnaire, excepté le Directeur.

Débouchés. — Les phosphates sont principalement exportés. 20.000 tonnes seulement sont traités sur place. Le transport jusqu'au quai d'embarquement des phosphates de Casablanca se fait par voie ferrée électrique. On a exporté :

En 1934	1.237.889 tonnes
En 1935	1.297.885 »
En 1936	1.201.319 »

Les principaux pays importateurs sont : l'Espagne, la France, l'Italie, la Hollande, l'Allemagne, l'Angleterre.

Le plomb, le zinc et les minerais secondaires

La reprise ou le départ des mines de plomb et de zinc du Maroc, dans les derniers mois de 1936 et surtout durant l'année 1937, classe désormais le protectorat au premier rang des pays de dépendance française producteurs de plomb et au troisième rang des producteurs de zinc. En fait, le plomb et le zinc se trouvent dans des gisements de petite importance. Le plus important est celui d'Aouli. A part celui-là, la plupart des autres n'ont fait l'objet que d'études superficielles ou incomplètes.

Production des mines de plomb et de zinc

	1934	1935	1936	1937
<i>Plomb</i> (tonnes).....	194	293	10.259	21.702
<i>Zinc</i> (tonnes).....			2.115	9.668

Les gîtes superficiels de cuivre de Djebilet, du Sous et de l'Anti-Atlas, n'ont pas donné lieu jusqu'ici aux coûteuses études systématiques qui pourraient seules révéler en profondeur des gisements nouveaux et susceptibles d'être exploités, mais il faut tenir compte, dans l'estimation des ressources minières du Maroc, de ses possibilités en ce qui concerne l'étain, l'antimoine, le graphite et le sel gemme (10.000 tonnes par an).

Le fer et les minerais utilisés en sidérurgie.

a) *Le fer.* — La plupart des gisements de fer connus au Maroc sont pauvres en qualité et en quantité. Il a fallu la hausse considérable des cours qui s'est produite depuis la fin de l'année 1936 pour que soit mis en exploitation celui d'Oued Zem et du Aït-Awar qui a nécessité la construction d'un embranchement ferroviaire de 19 kilomètres. C'est d'ailleurs la question commerciale qui domine la mise en valeur de ces gisements dont les prix de revient sont considérablement alourdis par le coût des frêts maritimes. La production des mines de fer marocains a atteint, en 1937, 65.000 tonnes et pour le premier mois de 1938, 123.000 tonnes.

La vraie réserve du Protectorat en fer, se trouve constituée par une cinquantaine de millions de tonnes à la montagne de Bou-Ouzel près de Khénifra, exploitable à ciel ouvert. Les travaux d'une société d'études essentiellement constituée par le bureau minier chériffien et la compagnie de Molita-el-Hadi

ont permis de déterminer les conditions techniques de préparation et d'utilisation du minerai de ce gisement. L'exploitation doit en être différée tant que les cours mondiaux ne se stabiliseront pas à des niveaux susceptibles de justifier les considérables immobilisations ferroviaires indispensables pour l'évacuation de la production qui se monterait à 1 million de tonnes par an.

Ce gisement doit être considéré comme l'une des ressources importantes du potentiel économique du Maroc.

b) Le manganèse. — Le manganèse abonde au Maroc, dans le sud et dans le Maroc oriental. Le gisement le plus anciennement connu est celui de Bou-Arfa, au sud d'Oujda. Le tonnage ne doit pas dépasser 500.000 tonnes. C'est le Sud qui est le vrai pays du manganèse. Les gisements de Tiouine et de Aoulouz donnent lieu depuis deux ans à des travaux actifs et à une production déjà appréciable, mais le plus important pour le tonnage reconnu et la richesse en minerai est celui d'Imini. Les réserves certaines y atteignent 5 millions de tonnes et les réserves probables 10 millions, ce qui fera de l'Imini une mine capable d'exporter annuellement 250.000 tonnes, soit environ 1/3 de la consommation française.

La production du Maroc a atteint :

En 1936	36.884 tonnes
En 1937	37.000 »
En 1938 (6 premiers mois)	45.000 »

c) *Cobalt*. — Dans le Sud Marocain, au sud-ouest du massif du Saro, s'échelonnent sur plus de 50 kilomètres de nombreux affleurements de minerai riches en cobalt et nickel. La production marocaine atteint le 1/6 de la production mondiale.

d) *Molybden*. — Utilisé pour la fabrication des aciers spéciaux, le molybène se trouve dans de nombreux points du Maroc. Le seul gisement exploité est celui de Azegour.

2° *Les perspectives d'avenir.*

Les avantages naturels dont bénéficient les phosphates leur permettent d'étendre leurs exportations sans avoir à solliciter une aide gouvernementale. La production, au contraire, des minerais métalliques est dans la plupart des cas, autorisée par la hausse mondiale des prix. Il n'en reste pas moins que le Maroc est ou sera à même de fournir à la métropole des quantités intéressantes de minerais qu'elle demande en grande partie à l'étranger. Il y aurait là un terrain d'élection pour un essai de protection impériale française.

Les exploitants des mines marocaines ont proposé en France l'établissement d'une Caisse de compensation qui percevrait un droit d'entrée sur tous les minerais importés, quelle que soit leur origine et allouerait sur le produit de cette taxe des ristournes aux importations nord-africaines.

Cette politique serait nettement souhaitable, tant qu'elle ne favoriserait pas des entreprises déficitaires.

L'exploitation de l'anhracite de Djerada étant à ses débuts, il est assez malaisé de préjuger de son avenir. Mais il semble que son marché naturel sera le Maroc et les pays méditerranéens. Il semble que la proximité du pays de destination, jointe à un prix d'extraction réduit, constituera pour ce produit un avantage suffisant pour vaincre les concurrences étrangères.

b) Les industries de transformation

1° La situation actuelle.

Outre l'industrie artisanale, dont la production se développe mais dont nous ne parlerons pas, le Maroc comprend trois grandes catégories d'industries :

Les industries du bâtiment ;

Les industries alimentaires ;

Les industries chimiques.

L'industrie du bâtiment.

Les industries marocaines du bâtiment, usines de chaux et ciment, briqueteries, scieries, sont essentiellement des industries de marché intérieur destinées à subvenir aux besoins de la consommation locale. Elles ont connu une fortune rapide par suite de la fièvre de construction qui a saisi le Maroc : constructions de villes, de barrages, de ports.

a) Ciment. Chaux. — En 1937, pour une consommation de 206.000 tonnes, la production marocaine de ciment s'est montée à 155.000 tonnes, la capacité de production étant de 300.000 tonnes. Bref, les

cimenteries locales se sont trouvées très vivement concurrencées par les importations étrangères. Les industries belges, en particulier, ont vendu au Maroc à un prix de dumping qui a amené en une seule année une chute de prix de 250 francs à 180 francs la tonne. La situation des cimenteries marocaines est de ce chef assez précaire. A l'heure actuelle, croyons-nous, des tarifs de faveur leur sont accordés pour les transports.

b) Briqueteries et carreaux de ciment. — L'industrie des carreaux de ciment, tuyaux et autres objets transportables en ciment armé est représentée par onze usines. Leur production a été en 1937, de 47.000 tonnes, leur capacité de production étant de 110.000 tonnes.

Aux industries du bâtiment, il faut rattacher les scieries à pierres, les usines de charpentes, les ateliers de travail des métaux qui emploient un très nombreux personnel européen et indigène.

Industries alimentaires.

Les industries alimentaires ont connu au Maroc un rapide essor qui doit se poursuivre dans l'avenir. Cet essor s'explique et se justifie par les raisons suivantes :

1° Elles transforment sur place les produits agricoles et maritimes du pays et constituent ainsi le prolongement naturel de l'agriculture.

2° Elles travaillent pour le marché intérieur lui-même.

Ces industries présentent donc un caractère économique. Elles sont outillées pour fournir la majeure partie des produits de large consommation indigène. La population indigène qui s'accroît de 100.000 habitants par an et dont le niveau de vie doit normalement s'élever, progressivement, est appelée à constituer de plus en plus la masse essentielle des consommateurs.

Les statistiques douanières traduisent d'une manière en certains cas frappante, le développement au Maroc de ces industries. En dépit d'une augmentation de la consommation qui apparaît constante si l'on examine une période de temps d'une durée suffisante où s'effacent les variations annuelles, on constate pour de nombreux produits finis une diminution des importations, et, parallèlement, une augmentation des importations de matières premières correspondantes.

Cette évolution est particulièrement nette pour des produits comme l'huile et le sucre, comme le montre le tableau suivant :

Importations	1933	1937
	Tonnes	Tonnes
Sucre raffiné	121.000	112.000
Sucre brut	24.000	60.000
Huile raffinée.....	9.500	8.100
Huile brute	5.150	8.100
Graines oléagineuses	2.800	5.600

Les plus importantes industries alimentaires sont : les minoteries, les brasseries, les huileries, les fabriques de conserves et les raffineries.

A côté des petits moulins indigènes, les minoteries européennes se sont depuis longtemps installées et ont une capacité de production de 1.500.000 quintaux de farine et semoule. La production industrielle et artisanale du Maroc suffit à assurer la totalité de la consommation.

Des biscuiteries, fabriques de pâtes et couscous se sont également installées. Les produits de la minoterie marocaine obtenus à partir d'un blé valorisé par le contingentement français ont un prix très supérieur aux cours mondiaux : le marché extérieur leur est donc fermé. Le marché franco-algérien ne leur est ouvert que dans la limite d'un contingent de 60.000 quintaux de semoule. Sur le marché intérieur, leur prix écarte parfois la clientèle indigène. Seule, leur reste la clientèle européenne.

La brasserie est représentée par une exploitation qui utilise l'orge marocain et atteint une production de 80.000 hectolitres. La bière étant une boisson permise aux musulmans, une extension de la consommation locale est à prévoir. La concurrence des bières d'importation dont la qualité se ressent d'un transport prolongé, n'est pas à craindre.

Les huileries indigènes et les quelques huileries modernes ne suffisent pas à satisfaire la demande locale en huile d'olive. Les importations qui se montent à 40 % de la consommation proviennent d'Italie et d'Espagne.

Les progrès de la pêche maritime ont déterminé à partir de 1925 la création d'importantes fabriques de conserves de poisson.

A part la consommation intérieure, cette industrie dispose d'un contingent d'entrée en franchise, en France, de 50.000 quintaux qui se révèle insuffisant déjà. Ces conserves entrent en concurrence sur les marchés extérieurs, principalement avec les produits espagnols, portugais et japonais, mais non avec les conserves françaises, qui sont de qualité supérieure.

La production de conserves de poisson s'est montée en 1937 à 137.000 quintaux.

Le sucre, aliment de grande consommation indigène, et premier produit d'importation marocaine était fourni originellement par les raffineries métropolitaines. Les raffineurs ont créé, pour produire meilleur marché, une usine qui peut raffiner 30.000 tonnes destinées à la consommation locale qui se monte à 150.000 tonnes.

Industries chimiques.

Il s'agit d'abord de l'industrie des superphosphates. Celle-ci, représentée par la « Compagnie des superphosphates et produits chimiques du Maroc », société française filiale de Kuhlman ne transforme guère que 2 % de la production marocaine (25.000 tonnes). Il s'agit en effet d'un minerai qui peut supporter les frais de transport jusque dans le pays importateur, car il est tout entier utilisé par simple mélange avec l'acide sulfurique, comme engrais.

Il faut mentionner des fabriques de bougies qui assurent les 4/5 de la consommation locale qui se monte à 6.000 tonnes.

Pour être complets, nous citerons : fabriques de savons, d'oxygène, de chéddite, d'acide sulfurique, etc... de moindre importance.

2° Perspectives d'avenir.

Les industries existantes qui se sont établies à l'abri d'une faible barrière douanière n'ont pu prospérer que parce qu'elles répondaient à des besoins du marché marocain. Il est éminemment désirable qu'elles puissent se développer et permettre ainsi un meilleur développement économique.

La pauvreté actuelle en houille et pétrole empêche la création d'une industrie lourde. Toutefois la richesse du pays en houille blanche permettrait la création d'une industrie électro-métallurgique et électro-chimique. La main-d'œuvre, assez nombreuse, d'une qualité suffisante, en tout cas susceptible d'amélioration, pourrait assurer ce développement industriel.

Bref, le Maroc qui ne paraît pas encore voué à une industrialisation intense, peut envisager une gamme variée d'industries.

Mais le régime douanier du Maroc qui résulte de l'Acte d'Algésiras, modifie les données du problème, comme nous allons le voir.

B) L' « Acte d'Algésiras » et ses conséquences.

En vertu de l'acte d'Algésiras, la liberté du Maroc en matière douanière se trouve limitée. La convention stipule en effet, que toutes les nations doivent

se trouver sur un pied d'égalité, pour leurs importations qui ne subiront toutes qu'un droit de 10 % et 2,5 % au profit de la caisse spéciale des Travaux publics.

Ces tarifs qui correspondaient autrefois à la moyenne des tarifs en vigueur, sont loin de correspondre à la réalité actuelle. Quand on sait l'incidence qu'exercent les droits de douane sur l'économie d'une nation, il est facile de se faire une idée des répercussions du traité d'Algésiras sur l'économie marocaine.

De nos jours, la stabilité de la protection douanière du Maroc fait figure d'un véritable anachronisme.

L'essor industriel du Maroc est en partie entravé par l'envahissement du marché marocain par les produits étrangers. Aussi, les autorités chériffiennes se sont-elles efforcées d'établir une protection administrative industrielle.

1° *L'acte d'Algésiras et les conditions de la production industrielle du Maroc.*

Facteurs défavorables. — Pendant un certain temps, en dépit du libéralisme de l'acte d'Algésiras, le Maroc a bénéficié, au début du protectorat français, d'une certaine protection « de fait ». Protection politique pendant la guerre, protection monétaire due au change élevé des grands pays producteurs jusqu'en 1931. Aujourd'hui, au contraire, de grands pays producteurs bénéficient à leur tour d'une monnaie dépréciée. De plus l'équipement économique du

Maroc a eu pour conséquence de mettre l'industrie chériffienne en mesure croissante de satisfaire une fraction de la consommation locale, et les importations étrangères sont pour cette industrie de plus en plus redoutables. Concurrence d'autant plus redoutable que l'économie mondiale est actuellement dominée par le problème des débouchés. Il n'est de pays qui n'ait élevé de tarifs douaniers. Bref, le marché marocain est envahi, alors qu'il a de la peine à pouvoir exporter, car les pays s'entourent de barrières protectrices. Le Maroc a vu ainsi croître le volume des importations souvent autres que des articles d'équipement dont il pouvait limiter l'importation pendant que baissait considérablement, à partir de 1929, leur valeur.

Importations marocaines en tonnage et en valeur depuis 1926

	Tonnage	Valeur	
1926.....	706.000	1.692.271	millions
1927.....	775.000	1.798.597	»
1928.....	781.000	1.999.545	»
1929.....	1.020.000	3.547.530	»
1930.....	1.115.000	2.208.475	»
1931.....	1.217.000	2.073.190	»
1932.....	1.177.000	1.854.000	»
1933.....			
1934.....			
1935.....			
1936.....	862.000	1.150.000	»
1937.....	998.000	1.766.000	»

Un des exemples les plus typiques de cette invasion soudaine de produits étrangers et contre laquelle le Maroc est sans défense est sans doute celui du Japon. En 1937, il a vendu au Maroc pour 155 millions de marchandises, mais n'a acheté que pour 5

millions. De même, la Chine, qui vendait pour 78 millions au Maroc, ne lui achetait que pour 47.000 francs.

Un tel envahissement du marché marocain a sur les conditions de la production industrielle des conséquences assez fâcheuses. En effet, une industrie n'est rentable, c'est-à-dire son bénéfice ne correspond au capital engagé que dans la mesure où la production atteint un certain chiffre. Or, l'industrie marocaine a des débouchés restreints qui sont limités à une partie de la consommation locale. Ce phénomène est particulièrement manifeste pour les produits de large consommation : le ciment et le sucre.

Ainsi, en 1936, les importations de ciment se sont montées encore à 54.000 tonnes et la production marocaine ne dépassait pas 160.000 tonnes. De même, la production des raffineries du Maroc n'a été en mesure de fournir que 40 % des 135.000 tonnes de sucre consommé.

Ainsi, le peu d'étendue du marché intérieur oblige l'industrie marocaine à supporter des frais généraux considérables par rapport à l'importance de sa production. A tout ceci, il faut ajouter le prix élevé de l'énergie électrique et du charbon, qui se trouve grevé de frais de transport élevés et de frais douane. Il faut encore mentionner les frais élevés de transport du matériel importé, les hauts salaires qui doivent être consentis aux techniciens pour installer et faire fonctionner les machines.

Enfin, si ces conditions interdisent l'exportation à l'étranger, l'industrie marocaine ne peut non plus,

jusqu'à présent du moins, exporter dans les colonies voisines telles que l'A. O. F., puisque celles-ci traitent les produits marocains comme produits étrangers.

Facteurs favorables à la production marocaine. — Le régime douanier du Maroc, tel qu'il résulte de l'acte d'Algésiras n'en comporte pas moins des avantages pour les industries marocaines. C'est un approvisionnement au meilleur prix en matières premières et en machines. Peut-être, également, faut-il lui imputer la rapidité de l'équipement routier et ferroviaire du Maroc. Ces avantages, joints à ceux d'une fiscalité réduite, de terrains industriels à bas prix et d'une main-d'œuvre abondante, explique l'essor qu'ont pu prendre, malgré d'autres handicaps, certaines industries.

Malgré tout, les industries marocaines aux environs de 1934, se sont trouvées dans une situation particulièrement délicate. Les industries qui se sont créées au Maroc ne pouvaient écouler leur production avec bénéfice qu'aux prix de 1929. La crise mondiale et la cherté des cours qu'elle a provoqués leur ont rendu difficile, sinon impossible, la lutte contre les importations étrangères. C'est ainsi que le bon marché des ciments importés a contraint les producteurs à baisser leur prix de vente de 270 francs à 115 francs la tonne, et à fermer les usines fonctionnant à un prix de revient trop cher.

Aussi l'Etat a dû tenter, par des mesures administratives indirectes, de venir en aide aux industries menacées.

2° *Protection administrative indirecte.*

Le Gouvernement du Protectorat s'est trouvé parfois amené à prendre des mesures qui relèvent du protectionnisme indirect. Les dispositions diverses prises sous cette expression sont essentiellement d'ordre intérieur et susceptibles d'être prises par dahirs ou arrêtés. Elles ne portent aucune atteinte au principe de l'égalité économique, puisqu'elles sont applicables à toutes les industries, quelle que soit leur nationalité. Parmi les dispositions prises ou susceptibles d'être prises, il faut citer :

a) *La réduction du droit de porte.* — Les droits de porte sont des impôts indirects de taux modéré perçus dans les villes aux entrées de mer et aux entrées de terre sur les marchandises. Certaines industries locales paient deux fois la taxe, d'abord sur les matières premières importées, puis sur leurs produits finis. Il serait normal d'exonérer les industries locales du droit sur les matières importées. Nous ne croyons pas que de telles exonérations aient été effectuées.

b) *Taxes intérieures.* — C'est aussi le jeu des taxes intérieures qui permet de fournir indirectement le sucre raffiné au Maroc. Lors de la création à Casablanca d'une usine pouvant traiter 30.000 tonnes de sucre brut, il a fallu prévoir qu'une baisse correspondante des importations de sucre raffiné entraînerait une diminution des recettes ordinaires d'environ 2.800.000 francs. Pour compenser cette perte, on a décidé de frapper le sucre d'une taxe de

raffinage, mais ce droit ne peut s'appliquer qu'aux seuls produits de l'industrie locale ; il doit également porter sur les sucres importés qui fournissent 60 % de la consommation. Ainsi, une diminution de recettes provenant de 35.000 tonnes raffinées sur place, est supportée pour la plus grosse partie par les sucres importés ; il y a là un accroissement du droit à l'importation et une mesure de faveur pour l'industrie marocaine.

c) *Tarifs de transports différentiels.* — Les chemins de fer du Maroc accordent aux ciments marocains le bénéfice d'un tarif spécial. Jusqu'à concurrence des quantités importées en 1930, le transport ne donne lieu à aucune exonération. Le transport excédentaire qui correspond à une augmentation du trafic donne lieu à une ristourne qui peut aller jusqu'à 20 % du coût du transport.

Cette différenciation de tarifs a donné lieu à des protestations de la part de la Belgique et de l'Angleterre et des Etats-Unis. S'il est vrai que les accords internationaux et plus particulièrement le traité franco-allemand de 1911 contiennent l'engagement pris par la France « de ne se prêter à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane, impôts et taxes que dans l'établissement des tarifs de transport », on ne saurait prétendre qu'une telle clause ait d'autre but que d'empêcher la France d'obtenir du Gouvernement Chériffien un traitement privilégié pour ses marchandises d'origine française. Là, il s'agit de productions non prévues par

l'accord : les productions chériffiennes (cela, quelles soient l'œuvre de capitaux français ou étrangers).

d) *Protection douanière.* — Un dahir du 24 janvier 1930, en vue d'encourager les industries qui traitaient les matières premières, production ou extraction du sol marocain, leur accordent le bénéfice de certains crédits à long terme pour le paiement des droits relatifs à leurs importations de matériel. De même, certaines industries peuvent importer, sous le régime de l'admission temporaire, les matières premières, qu'elles travaillent en vue de l'exportation ou de la vente. De plus, il a été possible d'envisager une série de mesures telles que le refus d'admission temporaire aux emballages des produits étrangers.

e) *Protection contre le Dumping.* — Un dahir du 30 janvier 1930 institue des tarifs compensatoires contre l'importation de certains produits au cas où ils bénéficieraient de primes à l'exportation ou d'avantages analogues qui en abaissent la valeur au-dessous des prix de revient normaux, généralement pratiqués par les différents pays commerçants avec la zone française. Un dahir du 30 janvier 1933 n'a déclaré cette mesure applicable qu'aux marchandises originaires des pays ne jouissant pas au Maroc de la clause de la nation la plus favorisée. En fait, seuls, les ciments russes subissent ces taxes compensatrices.

f) *Autres sortes de protections.* — Elles résultent de l'aide financière apportée par l'Etat Chériffien à certaines sociétés. Il s'est par exemple associé comme

obligataire à la Société des Chemins de Fer du Maroc, comme actionnaire dans plusieurs sociétés minières, par l'intermédiaire du bureau minier chériffien.

Ainsi, l'Etat chériffien par des mesures diverses, s'est efforcé de pallier les inconvénients de l'absence de toute tarification douanière. En fait, les mesures d'avenir consistent en une élévation des droits à l'importation, mais cela nécessite de longues négociations diplomatiques.

§ 2. — ALGÉRIE

A) Les conditions de travail dans la Marine Marchande française et leurs répercussions possibles sur l'économie algérienne

Les relations économiques franco-algériennes se font sous le régime douanier suivant :

1° L'Algérie est assimilée à un département français et de ce fait est en union douanière avec la métropole.

2° Le trafic entre la France et l'Algérie est réservé à la flotte marchande métropolitaine, qui bénéficie d'un monopole de pavillon.

Ce monopole de pavillon ne manque pas d'avoir, depuis 1936, des répercussions sensibles sur l'économie algérienne. Les charges considérables, notamment la loi de 40 heures qui ont été imposées à notre marine marchande, n'ont pas manqué d'entraîner une hausse de frêt. Les frêts payés par l'Algérie aux

taux de 1935-36, d'environ 400 millions par an, étaient en janvier 1938 de 800 millions et maintenant de 1 milliard. Au regard d'un volume d'échange qui atteint 5 milliards, les frêts se montent donc à près de 20 % des produits échangés.

Si l'on ajoute à ces charges celles qu'il faut assumer pour acheminer les marchandises du lieu de production au port d'embarquement et pour conduire le produit du port de débarquement au lieu de consommation, on juge des charges écrasantes supportées par la production algérienne et de son manque à gagner.

Ainsi, par exemple, les vins algériens se vendent à l'heure actuelle 3 à 4 francs de moins par degré que les vins métropolitains de qualité correspondante, ce qui représente 40 à 50 francs de moins par hectolitre, c'est donc une perte ou un manque à gagner pour l'économie algérienne de 30 %.

Cette hausse des frêts se double d'ailleurs, d'une difficulté d'évacuation. Par suite de l'application de la loi de 40 heures, les manutentions dans les ports sont plus longues et, de ce fait, la vitesse de rotation des navires diminue, au point que la flotte, pléthorique autrefois, apparaît insuffisante de nos jours. De plus, par suite de la lenteur des manutentions dans les ports, le séjour des navires y est plus long, et on peut se demander si les installations seront suffisantes, et si la construction de nouveaux môles et quais ne s'imposera pas.

Le monopole de pavillon, par les charges qu'il fait supporter à l'Algérie, peut la pousser à transfor-

mer sur place une plus grande partie de ses produits. Ainsi, non seulement elle pourrait procurer du travail à la portion active de la population algérienne qui s'accroît de 100.000 individus par an, mais aussi, la proportion du frêt payé par rapport à la valeur des marchandises exportées deviendrait plus supportable pour la population algérienne.

Cette industrialisation de l'Algérie serait dans la ligne de l'évolution économique inéluctable qui tend toujours à faire passer l'économie d'un pays du stade agricole au stade industriel.

Certes, l'Algérie ne possède pas de combustible, mais est-ce une objection bien sérieuse ?

1° S'il est vrai que, généralement les centres industriels les plus puissants se soient installés sur des bassins houillers, il est non moins vrai que de nombreuses industries importantes se soient créées sur des emplacements dont le sous-sol ne renfermait pas de houille. C'est le cas, en France, de l'industrie lyonnaise de la soie et des industries de la région parisienne. A l'étranger, nous avons l'exemple de l'Italie. Pour de nombreuses industries, de plus, le charbon peut être remplacé, soit par la houille blanche, soit par des combustibles liquides. Il est vrai qu'en ces produits, l'Algérie n'est guère plus riche qu'en charbon.

2° Il peut être plus économique, dans de nombreux cas, de transporter le combustible utilisable à 100 % de son poids, que le minerai utilisé dans une proportion égale à sa teneur.

M. MORARD, Président de la Chambre de Commerce d'Alger, nous montre, chiffres à l'appui, qu'il est plus avantageux de traiter sur place le minerai de plomb et d'importer pour cela du charbon et du coke, que d'envoyer le minerai à Marseille et de réimporter le plomb.

« Si je prends le cas d'une industrie métallurgi-
« que telle que la fabrication du plomb, j'arrive aux
« constatations suivantes : Un minerai algérien
« d'une teneur de 55 à 60 % de plomb, donne, après
« traitement, une tonne de plomb doux pour deux
« tonnes de plomb traité. Le frêt applicable au
« minerai sur le parcours Alger-Marseille est de 104
« francs par tonne. Le frêt applicable au plomb
« métal sur le même parcours est de 159 francs la
« tonne. Pour importer en Algérie une tonne de
« métal, il faudra donc payer $104 \times 2 + 159 = 367$
« francs de frêt. Si je prends le cas d'une mine trai-
« tant 600 tonnes de minerai par mois, ce qui suffi-
« rait à approvisionner le marché local, cette entre-
« prise devra payer si elle est installée en France :
« $600 \times 104 = 62.400$ francs de frêt, auxquels il faut
« ajouter $300 \times 159 = 47.700$ francs de frêt sur le
« métal expédié en Algérie, soit au total : $62.400 +$
« $47.700 = 110.000$ francs de frêt maritime. Si au
« contraire, l'usine est installée en Algérie, elle devra
« importer pour le traitement de 600 tonnes de mine-
« rai environ 106 tonnes de charbon et 90 tonnes de
« coke, soit 200 tonnes de combustible. Or, le frêt
« Cardiff-Alger est à l'heure actuelle de 12 shillings

« soit 110 francs la tonne. Les frais de transport
« maritime seront donc de : $110 \times 200 = 22.000$
« francs. La différence ressort donc à : $110.000 -$
« $22.000 = 88.000$ francs. Bref, cette industrie écono-
« misera mensuellement 88.000 francs de frêt. »

Ce raisonnement peut être appliqué à beaucoup d'autres cas. L'Algérie pourrait traiter ses phosphates, ses minerais de fer, distiller ses vins, raffiner ses betteraves.

Bref, l'Algérie pourrait trouver dans les circonstances présentes le point de départ et le motif de l'industrialisation.

B) Les industries Algériennes

L'Algérie renferme d'importantes richesses minières, dont les principales sont les gisements de phosphates de chaux et les minerais de fer.

Phosphates. — Les gisements de phosphates se rencontrent depuis la Tunisie orientale jusqu'au Maroc occidental. L'Algérie est toutefois moins favorisée que la Tunisie et le Maroc en ce qui concerne les phosphates de chaux. Les gisements qu'elle possède sont situés plus loin de la mer et des ports d'embarquement ; ils sont, de plus, d'une teneur moins élevée que les phosphates marocains qui titrent 72 à 75, tandis que les phosphates algériens ne titrent que 58. Ainsi en résulte-t-il, pour les phosphates algériens, une grave concurrence.

La production actuelle est de l'ordre de 600.000 tonnes dont la plus grosse partie est fournie par le seul gisement de Tebessa. L'Algérie ne consomme qu'une quantité minime de superphosphates, parce que ses terres sont souvent phosphatées par elles-mêmes, et que le manque de pluies en été nuit à l'assimilation des phosphates en poudre. Ceci explique que le nombre des usines pour le traitement des phosphates soit en nombre limité. La plus grande partie des phosphates est exportée par Bône principalement. Il existe d'autres gisements importants de superphosphates non exploités encore : celui de Djebel-Outh, au sud de Tebessa, d'une teneur riche, et dont les réserves dépassent un milliard de tonnes. Mais il est si éloigné de la mer et d'accès si difficile, que sa mise en valeur ne présente guère d'intérêt.

Mines de fer. — La production algérienne de minerai de fer est très importante. Le minerai est de forte teneur (généralement de 50 à 60 %), ordinairement pur de tout phosphate et est très propre à la fabrication des fontes Bewsemer ; il est particulièrement recherché en Angleterre.

Seuls, sont exploités les gisements les plus riches, ceux de Beni-Saf, de Baroud, de Dar-Rih et de Sebabna, qui se trouvent dans la région littorale à l'ouest d'Oran, produisent 400.000 tonnes, la concession de Ouenza, plus de 800.000 tonnes. Il a, en 1938, produit 2.335.000 tonnes de minerai de fer contre 1.800.000 en 1937.

La richesse de l'Algérie en minerai de fer étant considérable, il est probable que l'extinction actuelle

ou prochaine de plusieurs grands gisements étrangers, comme celui de Bilbao, en fera un des principaux pays producteurs du monde. La France étant également très riche en minerai de fer, c'est vers l'étranger que se font les exportations. L'Angleterre étant un des principaux clients, c'est un frêt de retour pour les navires qui apportent de la houille.

Minerai de plomb et de zinc. — Le zinc se présente en général sous la forme de poches de calamines qu'on rencontre en de nombreux points et qui sont loin d'être tous connus; beaucoup n'ont qu'une faible production. Les gisements les plus importants sont : dans le département d'Alger, celui de l'Ouarsenis, dans le département de Constantine, les groupes du Kef-Semmaa, du Guergour, du Djebel-Gustar, du Djebel-Felten, dans la région de Guelma, d'Aïn-Arko, d'Hammam-Nbaïls, d'Ouasta-Mesloul.

Le minerai de plomb accompagne presque toujours le zinc en quantité plus ou moins notable. La mine de Mesloul fournit la majeure partie de la production.

La production de zinc et de plomb au cours des dernières années s'établit ainsi :

<i>Années</i>	<i>Plomb</i>		<i>Zinc</i>	
	Production	Exportations	Production	Exportations
1932.....	4.149	2.452	3.675	3.837
1933.....	157	1.788	5.087	8.947
1934.....	762	78	5.183	5.274
1935.....	1.728	1.724	4.147	3.638
1936.....	4.396	3.115	5.647	7.203
1937.....	7.912	8.248	17.742	17.611

Les cours au plus bas de 1934, fortement améliorés au cours de 1935, ont, après un tassement fin 1935, subi dans le courant de 1936 une hausse qui s'est accélérée durant les derniers mois de l'année. L'année 1937 a été caractérisée par une hausse au début, tandis que la fin de l'année voyait tomber au-dessous du niveau de 1936.

Toutefois, la hausse du cours de la lire a ramené les prix de vente en francs français du minerai de plomb et de zinc à des taux sensiblement supérieurs à ceux de l'année précédente, et cette constatation ainsi que l'espoir de l'amélioration du cours et de l'éventualité d'une modification des règlements relatifs à l'attribution des primes, a provoqué la réouverture de quelques mines.

Autres minerais. — Pour être complet, il faudrait mentionner les gisements de minerai de cuivre, celui d'Aïn-Barbar, près de Bône, d'antimoine à Aïn-Kerma, près de Constantine, de mercure à Ras-el-Ma, près de Jemmapes.

Bref, les gîtes métallifères sont assez nombreux en Algérie, mais la pénurie de main-d'œuvre, l'absence de voies de communication, en rendent l'exploitation difficile. Il faut ajouter à cela que les grandes variations des cours de certains métaux rendent aléatoire l'exploitation de ces gisements dont la teneur est assez variable.

b) Industrie de Transformation

Il n'existe pas d'industries métallurgiques en Algérie. Là comme dans toute l'Afrique du Nord, la

plupart des industries qui se sont développées découlent de l'agriculture.

Si l'on veut citer et étudier les diverses industries existant, dans l'ordre de l'importance, nous parlerons d'abord de l'industrie alimentaire, de l'industrie du bâtiment ensuite, et de l'industrie chimique pour terminer.

Industries alimentaires.

Ce sont les minoteries, les fabriques de pâtes, les brasseries, les usines de conserves. Ces industries ont toutes trouvé dans les produits du sol et de l'élevage algériens une matière première abondante. Elles sont organisées, généralement, dans la pensée d'alimenter la consommation intérieure et d'exporter.

En ce qui concerne les minoteries, il y a coexistence des minoteries indigènes, au nombre encore de 4.000 et de grandes minoteries européennes qui emploient 4.000 ouvriers, et dont la principale est sans conteste celle de la Maison Carrée, dont la production dépasse 300.000 quintaux. Les exportations de farine ont dépassé, pour l'Algérie, 340.000 quintaux.

Depuis quelques années, la fabrication des pâtes alimentaires s'est bien développée. On compte en effet, plus de 50 fabriques occupant 700 ouvriers. Leur production atteint 125.000 quintaux dont 30.000 sont exportés.

L'extension de la viticulture en Algérie a provoqué le développement d'un grand nombre d'industries annexes.

Ce sont d'abord les distilleries dont le produit a dépassé 330.000 hectolitres en 1937 ; ce sont ensuite les fabriques de vins, de liqueurs, de vins mousseux.

Grâce enfin à la richesse du littoral en faune marine, de nombreuses fabriques de conserves et de poissons ont pu s'installer : les 140 usines que l'on compte actuellement occupent 1.000 ouvriers et produisent plus de 4.000 tonnes de conserves.

Industries du bâtiment.

Comme dans tous les pays jeunes et en plein essor, l'industrie du bâtiment en Algérie est prospère. Les matières premières telles que le sable et les pierres se trouvent un peu partout ; aussi des fabriques de ciment, de plâtre et de carrelages ont pu se développer depuis 1884.

Les principales usines pour la fabrication de chaux et de ciment sont celles de la Pointe Pescade dont la production dépasse 45.000 tonnes de ciment et 15.000 tonnes de chaux, de Riset, de Bougie et d'Arol.

Industries chimiques.

Les industries chimiques sont à peu près inexistantes, si l'on fait toutefois exception pour les fabriques de superphosphates.

Pendant la guerre, en effet, la fabrication d'acide sulfurique avait été entreprise en Algérie en vue de la défense nationale ; dès 1919 les quantités en excédent furent employées au traitement des phosphates.

La production actuelle atteint environ 80.000 tonnes. Le contingent fourni par les usines de Maison Carrée, de Bône, et de Senia est fort réduit, lorsqu'on songe à la production algérienne de phosphates. Cela tient, comme nous l'avons déjà dit, à ce que la consommation intérieure est très faible.

Autres industries.

a) *Fabriques de papier.* — L'Algérie possédant l'alfa en quantité importante, il serait normal que l'industrie du papier s'y fût fort développée. Il n'en a pas été pourtant ainsi. L'Algérie est en effet tributaire de l'étranger, exception faite pour le papier d'emballage qu'elle produit elle-même. Cette situation résulte du fait que les peuplements d'alfa sont loin des usines, et aussi que l'eau pure et la force motrice manquent.

Il semble néanmoins que l'industrie du papier arrivera à se développer.

b) *Industries du liège.* — L'industrie du liège (préparation, lièges ouvrés, bouchons) est représentée par 82 établissements occupant près de 4.000 ouvriers. C'est l'élévation du taux du frêt depuis 1919 qui a amené l'industrialisation d'une partie des lièges produits dans la colonie. Alger, Bougie, Djidjelli, Philippeville et Bône sont les principaux centres de cette industrie.

c) *Fabriques, manufactures de tabacs.* — Une grande partie de la récolte est manufacturée sur

place. 50 usines avec une population de 5.000 personnes assurent la fabrication des tabacs, cigares et cigarettes ; ces usines très bien outillées sont installées à Alger, Oran et Bône. Elles traitent à la fois des tabacs algériens et des tabacs exotiques.

L'industrie des allumettes est représentée par deux usines importantes, l'une à Alger, l'autre à Bône.

§ 3. — *TUNISIE*

L'industrie minière en Tunisie

Les richesses du sous-sol de la Tunisie sont constituées, comme celles de l'Algérie, principalement par les gisements de phosphates de chaux du Centre et du Sud, les gisements de fer du Nord et du Centre et de nombreuses mines de plomb et de zinc dont une vingtaine ont donné lieu à une exploitation importante. L'industrie extractive qui était inexistante avant le Protectorat a pris rapidement un développement considérable et son activité est par excellence l'œuvre des Français en ce pays.

En 1930, la valeur de la production minière tunisienne atteignait 330 millions. Si l'on ajoute que les minerais fournissent 80 % du trafic total des chemins de fer, on se rendra compte du rôle important que jouent les mines dans la vie économique de la Tunisie.

La crise a atteint brutalement cette industrie : les exportations sont tombées de 300 millions à 100 millions. Cette chute provenait autant de la diminution

du tonnage exporté que de la baisse du prix de vente qui mettait en péril toutes les mines tunisiennes.

Pour remédier à cette situation, les exploitants se sont efforcés de comprimer leurs dépenses et d'augmenter leur rendement en s'outillant. Le Gouvernement, d'ailleurs, leur accorde des allègements des frais de transport. Toutefois, les mines de zinc et de plomb ont été malgré tous leurs efforts, dans l'obligation d'arrêter leur exploitation, la lutte contre la concurrence étrangère étant devenue impossible par suite des mesures de protection prises par les principaux pays producteurs.

La France a dû suivre l'exemple de ces derniers afin de permettre une reprise d'activité et empêcher une ruine définitive des exploitations qui aurait été désastreuse, tant au point de vue économique qu'au point de vue de la défense nationale.

La loi du 24 juillet 1935 a institué un régime de primes à la production des minerais de plomb et de zinc. Ainsi, la situation s'est améliorée et la reprise s'est accentuée progressivement par le relèvement des cours mondiaux.

A) Exploitations de phosphates

Les phosphates de chaux constituent le domaine minier capital de la Tunisie. Découverts en 1885 par le géologue Philippe THOMAS, ce n'est qu'en 1896 que l'administration du Protectorat put trouver un concessionnaire pour les exploiter. La nécessité de construire une voie ferrée de plus de 250 kilomètres, l'in-

certitude régnant sur l'avenir du marché des phosphates, éloignèrent longtemps les capitaux d'une entreprise jugée trop aléatoire.

Aujourd'hui, seuls sont exploités les gisements dont la teneur dépasse 58 %. Il y a deux régions phosphatières : la plus riche et celle dont la production est de beaucoup la plus importante est la région du Sud. La concession la plus importante est celle de Gafsa. Les phosphates sont exportés pas Sfax et Sousse. Les gisements du Centre sont situés dans le Haut-Tell, au voisinage de la frontière algérienne. Leurs phosphates ont une teneur plus faible. Les sociétés concessionnaires (Kalaa, Djerda, Kalaatrès, Senoum, Ribiba et Bir-Lafoui) les exportent par Tunis.

La production des phosphates tunisiens n'a cessé de progresser. Depuis la dernière année, elle plafonne aux environs de 1.700.000 tonnes après avoir atteint en 1930 3 millions de tonnes, et ils ont trouvé des débouchés faciles en France, en Italie, en Angleterre, en Belgique. Les réserves du sous-sol sont immenses, mais les phosphates tunisiens subissent la concurrence des phosphates marocains, plus riches qu'eux, et, à certains égards, mieux placés.

Aussi, un comptoir unique a été créé pour la vente des phosphates de l'Afrique du Nord, comptoir qui a réalisé des accords avec les principaux producteurs étrangers pour la répartition des tonnages. Ainsi, on a pu assainir le marché européen et stabiliser, dans une certaine mesure, le prix de vente.

B) Mines de fer

Les affleurements de fer sont nombreux dans le Nord et le Centre, à proximité de la frontière algérienne. La production des minerais de fer est fournie par quatre centres miniers : Djerissa, Slata, Douaria et Tamara. Djerissa fournit les deux tiers de la production totale. La crise avait durement touché ces exploitations : après avoir été de 981.000 en 1929, les exportations étaient tombées à 200.000 tonnes ; à l'heure actuelle, elles dépassent 800.000 tonnes.

C) Mines de plomb et de zinc

Les gîtes de plomb et de zinc sont très dispersés. Plus de 50 mines ont été concédées, dont une vingtaine seulement ont une production notable. Plomb et zinc sont le plus souvent associés. Les mines de plomb ont atteint leur rendement le plus élevé en 1913 avec 59.500 tonnes et celles de zinc en 1912 avec 38.000 tonnes.

Comme nous l'avons dit plus haut, la crise a provoqué l'arrêt de presque toutes les mines tunisiennes. La loi de protection du 24 juillet 1935, aidée d'ailleurs par un relèvement des cours, a permis d'améliorer la situation : la production de 8.000 tonnes en 1935 a été de 16.700 en 1936. Cet état de choses favorable a permis à une dizaine de mines de reprendre leur exploitation.

Les industries de transformation

Les industries existant en Tunisie ressemblent en tous points à celles du Maroc et de l'Algérie.

Ce sont tout d'abord des industries indigènes, telles que fabriques de tapis, de tissus, de bijoux, etc... Quant aux industries européennes, en majorité elles dérivent de l'agriculture et de la pêche ; ce sont les minoteries, huileries, distilleries, brasseries, usines de conserves.

Comme au Maroc ou en Algérie, les industries du bâtiment ont une certaine activité. Vient ensuite l'industrie chimique représentée essentiellement par l'unique usine de superphosphates, celle de Djebel-Djelloud, dont la production (de 31.000 tonnes en 1935, et de 27.000 en 1934) ne suffit pas aux besoins du pays.

Il faut surtout mentionner, en Tunisie, l'existence d'une industrie métallurgique qui semble bien être la seule de l'Afrique du Nord : c'est la fonderie de plomb de Mégrine qui, près de Tunis, traite une très forte partie du minerai local et appartient à la société minière et métallurgique de Pennarroya. Sa production, durant les années de crise fut d'environ 25.000 tonnes. Par suite de l'insuffisance de la production locale de minerai, elle ne s'alimentait plus guère qu'avec du minerai importé ; la situation a changé, et en 1936 elle a reçu des mines tunisiennes 10.000 tonnes de minerai. Il existe encore deux autres fonderies : celle de Djebel-Hallouf, près de Souh-el-Khemir et celle de Zarzouna, mais elles sont loin

d'avoir la même importance que celle de Mégrine ; leur production en 1935 ne dépassait pas 2.500 tonnes.

Conclusion de l'étude sur l'Afrique du Nord.

Au terme de cette courte étude, une comparaison s'impose du point de vue purement industriel entre les trois pays de l'Afrique du Nord.

Dans ces différents pays, on constate l'existence d'industries indigènes et d'industries européennes. Les premières meurent ou s'adaptent pour vivre ; il faut d'ailleurs constater qu'elles font preuve de beaucoup plus de vitalité au Maroc qu'en Algérie ou en Tunisie. Les secondes commencent à prendre racine dans l'Afrique du Nord ; les plus importantes, ce sont évidemment les industries alimentaires qui constituent le prolongement naturel de l'agriculture et de la pêche ; puis viennent les industries du bâtiment dont la prospérité doit son essor à la colonisation française. L'industrie métallurgique ne s'est pas jusqu'à présent implantée, exception faite de la fonderie de plomb de Négrime en Tunisie. Les industries mécaniques constituent le plus souvent des ateliers de réparations. Quant aux industries chimiques, elles sont représentées par les usines de superphosphates.

Bref, les trois pays de l'Afrique du Nord sont arrivés sensiblement au même stade industriel. Aucune différence essentielle n'existe dans leurs genres d'entreprises ; mais il faut noter la rapidité exceptionnelle du développement des industries

marocaines, dans un pays où la France ne s'est installée qu'en 1912 et dont la pacification totale ne date que de 1932, alors qu'au contraire, elle était installée en Tunisie en 1881, et en Algérie dès 1830.

Il semble donc que le Maroc n'ait pas encore eu le temps d'utiliser pleinement son potentiel d'industrialisation, d'autant que ses richesses en combustibles et en houille blanche paraissent dès maintenant dépasser de beaucoup celles de la Tunisie et de l'Algérie.

CHAPITRE III

L'AFRIQUE NOIRE

En Afrique Noire, la question de l'industrialisation ne se pose pas avec la même actualité qu'en Afrique du Nord ou en Indochine.

Par sa position géographique, l'Afrique Noire est isolée des nations civilisées et des courants commerciaux ; ses habitants sont très arriérés et n'ont pas des besoins aussi variés et étendus que les nôtres. Il résulte que, contrairement à ce qui se passe dans nos pays civilisés, tout accroissement de production qui provient de l'introduction de nos méthodes de travail, ne provoque pas une augmentation de la consommation indigène. Il faut alors s'adresser, pour écouler le surplus de la production, soit à la colonie européenne, soit aux marchés étrangers. Le grand éloignement de ceux-ci, et par conséquent les frais de transport considérables que supportent les exportateurs, rendent bien aléatoires les efforts des producteurs coloniaux.

Certaines industries, malgré tout, se sont créées, mais leur activité découle essentiellement de l'agriculture. Ce sont, en A. O. F. des huileries, savonneries, des usines d'égrenage du coton fondées par la Société cotonnière coloniale, des usines de décortilage des arachides, des brasseries, etc... En A. E. F., ce sont surtout des industries forestières, telles que scieries, ateliers de déroulage. Par moments, on

constate une tendance à pousser plus avant la transformation des produits agricoles ou forestiers ; ainsi, en 1936, où certaines usines de fabrication de contre-plaqué ont été incitées à transporter en Afrique leurs ateliers de déroulage faisant ainsi une économie importante sur le frêt.

Les considérations géographiques peuvent expliquer la situation économique de l'Afrique Noire. Il semble toutefois que la pénurie de main-d'œuvre et la pauvreté du sous-sol ainsi que l'absence de toute force motrice exercent une influence primordiale. Tels sont les points que nous allons développer.

SECTION I

La main-d'œuvre dans les colonies africaines

A) Point de vue quantitatif

La valeur démographique des colonies africaines est plutôt faible, et tous les colons subissent une forte crise de main-d'œuvre ; c'est pourquoi la création de nouvelles entreprises industrielles peut paraître bien prématurée. Les causes de cet état de fait sont multiples. Il faut citer :

1° La traite des noirs qui a privé l'Afrique de ses meilleurs éléments.

2° Les famines périodiques qui ont décimé les populations quand elles ne l'étaient pas déjà par leurs luttes intestines.

3° Les maladies de toutes sortes qui frappent les indigènes restés longtemps sans défense : épidémies,

paludisme, choléra, variole, dysenterie, maladie du sommeil, fièvre jaune..

4° Les exodes de population. Beaucoup d'indigènes, au siècle dernier, se sont éloignés vers les possessions anglaises voisines (Nigéria, Sierra-Leone, Soudan égyptien) attirés par l'appât de salaires élevés. Malgré de sévères réglementations, le mouvement migratoire s'accroissait, réduisant nos disponibilités de main-d'œuvre locale, et privant le commerce local de sa clientèle. Il faut reconnaître que, cette période de prospérité terminée, un mouvement inverse se dessina.

Tout ceci explique la si faible densité de population de nos colonies africaines que traduisent fort bien les tableaux suivants :

	Superficie	Population
A. O. F.	4.800.000 km ²	14.266.500 h.
A. E. F.	2.558.000 »	3.200.000 »
Togo	53.000 »	750.000 »
Cameroun	439.000 »	3.000.000 »
Madagascar	592.000 »	3.661.000 »

Densité de la population en A. O. F.

Guinée	2.117.799 habitants	251.000 km ²	D. = 8,87
Sénégal	1.599.000 »	201.375 »	D. = 7,64
Côte d'Ivoire..	1.811.391 »	324.000 »	D. = 5,60
Dahomey	1.078.638 »	122.000 »	D. = 8,65
Mauritanie ...	321.679 »	835.000 »	D. = 0,38
Soudan	2.773.000 »	1.453.625 »	D. = 4,91
Haute-Volta ...	3.039.093 »	393.000 »	D. = 10,37
Niger	1.473.509 »	1.320.000 »	D. = 1,11

Densité de la population en A. E. F.

Gabon	300.000 habitants	350.000 km ²	D. = 1,14
Moyen Congo..	700.000 »	460.000 »	D. = 1,52
Oubanghi-Chari	800.000 »	440.000 »	D. = 1,81
Tchad	1.300.000 »	1.288.000 »	D. = 1

B) Point de vue qualitatif

Il est admis que la main-d'œuvre noire laisse beaucoup à désirer. Son rendement est très faible, et, de plus, elle ne peut effectuer que de gros travaux. Que le noir soit paresseux, c'est fort possible, mais il semble qu'il faille surtout accuser sa mentalité fort différente de la nôtre. C'est un être non encore civilisé dont les besoins sont essentiellement élémentaires ; dès qu'il les a satisfaits, il a perdu du même coup toute raison de travail. Il faut également reconnaître qu'il ne s'accommode que fort mal de nos méthodes de travail, c'est-à-dire présence régulière sur un chantier, travail régulier et suivi, fidélité au contrat passé ; sa nature le pousse bien plus à travailler par à-coups.

Mais nul doute qu'à notre contact, sous notre impulsion, grâce à la vigilance de nos services sanitaires, à l'extension des écoles professionnelles, la main-d'œuvre noire ne s'améliore notablement.

Il n'en reste pas moins que certaines races se révèlent supérieures ou inférieures à d'autres. A côté de tribus paisibles et industrieuses, s'en rencontrent d'autres beaucoup plus turbulentes. Ainsi, parmi les races de l'A. O. F., les Foullas du Fouta-Djallon se montrent très habiles ouvriers, charpentiers, maçons et excellents fabricants d'armes, tandis qu'au contraire, les Maures, très indépendants et farouches, méprisent les occupations manuelles. Parmi les races noires extrêmement nombreuses, ce sont les Ouoloffs formant la majeure partie du Sénégal qui méritent

d'être considérés comme les plus évolués. Ils ont fait prendre une grande extension à la culture de l'arachide, s'adonnent aux arts, fabriquent des poteries et des tissus.

En A. E. F., ce sont les Pangouïs sur la côte du Gabon, les Bakoloïs et les Bakango qui, jusqu'à présent, se révèlent les meilleurs travailleurs.

En définitive, si la qualité de la main-d'œuvre est défectueuse, comme le dit M. DU VIVIER DE STREEL, c'est bien parce que nos populations indigènes appartiennent toutes aux deux catégories de populations les plus nombreuses dans le monde qui travaillent trop peu ou juste assez pour se nourrir et qui, par conséquent, ne contribuent pas à la création d'une richesse nouvelle, ce qui les empêche de progresser.

Longtemps on a rendu responsable de cette déplorable situation l'insouciance et la paresse de l'indigène. Il est prouvé que cette assertion est gratuite. L'indigène est un être semblable aux autres : il n'agit que par le puissant mobile de l'intérêt.

Il y a dans les colonies, des exploitations agricoles ou minières dans lesquelles l'ouvrier indigène montre autant d'activité, régularité et ardeur au travail que les Européens. Si le rendement des ouvriers indigènes est souvent inférieur à celui des Européens, ceci tient en bonne partie, comme l'a dit aussi M. DU VIVIER DE STREEL :

1° A la sous-alimentation de l'indigène ;

2° A l'insuffisance de l'outillage mis à sa disposition ;

3° A la modicité des salaires ;

4° Au mauvais emploi que celui-ci fait de son activité quand il porte ses efforts sur des terres stériles ;

5° A l'organisation sociale indigène qui prive en certains cas le travailleur du profit de son travail au profit du maître dont il n'a pas su s'affranchir.

SECTION II

Le problème de la force motrice en Afrique noire

Parmi les problèmes relatifs à l'équipement industriel de nos possessions africaines, celui de la force motrice occupe une place importante.

De la force motrice dépendent, en effet, non seulement l'amélioration des conditions matérielles de la vie, mais aussi la possibilité d'échanges sur l'étendue du territoire. La question se pose aussi avec une acuité particulière pour nos colonies d'Afrique tropicale qui sont dépourvues de combustibles minéraux, solides et liquides.

Nos colonies africaines n'en acquièrent que des quantités réduites eu égard non seulement à l'étendue de leur territoire, mais également à la longueur de leur réseau routier. Cela est dû sans doute en partie au prix élevé du combustible sur le marché local, par suite des frais de transport.

Ces importations n'en constituent pas moins une lourde charge pour les budgets des régions considérées, et ne sont pas susceptibles de s'accroître sensi-

blement, ce qui limite beaucoup, et le développement du transport routier, et l'équipement industriel.

Bref, l'idée de s'adresser aux ressources naturelles de ces pays s'impose, surtout dans les temps troublés que nous traversons.

De nombreuses études ont prouvé que des carburants excellents peuvent être tirés d'une foule de végétaux (bois, oléagineux, plantes propres à la fabrication d'alcools industriels tels que canne à sucre, riz, manioc). Leur utilisation en tant que carburant aurait en plus l'avantage de fortifier considérablement l'économie des régions où elle se développerait par les profits qu'elle procurerait aux populations agricoles. D'aucuns estiment à 200 francs le revenu supplémentaire que tireraient les familles se livrant à la culture de l'arachide.

Les gazogènes.

En Afrique tropicale, jusqu'à présent, le seul combustible local, tant pour les machines que pour des chaudières de locomotives, de bateaux, de camions à gazogène est le bois, ou son dérivé, le charbon de bois. Il arrive néanmoins fréquemment que l'on brûle dans les gazogènes des coques d'arachides ou des grains de coton.

Les gazogènes ont l'avantage d'être très économiques. Ainsi un véhicule possédant un moteur tournant à 2.400 tours, capable de transporter 1 tonne 5 de charge utile, à la vitesse de 34 kilomètres à l'heure ne consomme que 65 kilogrammes de bois normale-

ment sec aux 100 kilomètres, soit à 0 kg, 260 de bois à la tonne utile kilométrique. Le moteur à gazogène a l'inconvénient, toutefois, de ne pouvoir être confié qu'aux soins de mécaniciens avertis, car il est d'un maniement plus délicat qu'un moteur à essence et exige de plus fréquentes révisions.

Mais le gazogène ne saurait être utilisé partout, car la grande forêt ne recouvre pas toute l'Afrique Noire. Hors de la forêt tropicale, il faut renoncer à utiliser le bois comme combustible et il devient nécessaire de faire appel à d'autres matières. Deux solutions apparaissent, suivant les régions et les conditions particulières : on peut développer soit la production de l'alcool, soit celle des oléagineux. Tous sont susceptibles d'être employés seuls ou en mélange, à l'état brut ou après transformation.

Alcool carburant.

Il semble en effet, possible d'étendre le rôle de l'alcool en tant que carburant. Cette solution, qui, permettrait à des colonies comme l'Indochine et la Réunion, productrices d'alcool, de restreindre leurs importations d'essence aurait en outre l'avantage d'apporter une amélioration à la situation de leur agriculture.

Le décret du 23 septembre 1935 qui, dans la métropole, fixait à 15 % des importations le pourcentage obligatoire de reprises d'alcool à l'Etat par les importateurs d'essence de pétrole et de benzol pour effectuer des mélanges de carburants, n'avait pas d'autre but. Des dispositions analogues ont été prises en In-

dochine et à la Réunion. Il serait bon d'envisager une augmentation du taux de mélange.

En dehors de l'Indochine, et de la Réunion, nos colonies ne sont guère productrices d'alcool. Des efforts ont été tentés pour tirer parti de certains déchets et résidus agricoles, mais ceux-ci ne sont guère sortis du stade du laboratoire. Il semble toutefois que l'on ait résolu la question en ce qui concerne la pulpe de Sisal ; 100 tonnes de pulpes peuvent fournir 1.500 litres d'alcool, de telle sorte que le rendement en alcool à l'hectare atteint 260 litres.

La distillerie de Diakandapré fonctionne déjà à l'heure actuelle, mais sa production est absorbée complètement par les besoins du service de santé et la fabrication des produits de parfumerie.

Dans un avenir proche, ces débouchés ne suffiront plus et l'on pourra prévoir son utilisation comme carburant.

Huile végétale.

a) Emploi direct dans les moteurs. — L'emploi direct des huiles végétales comme carburant s'est heurté pendant longtemps à certains obstacles qui tiennent au pouvoir calorifique plus faible des huiles végétales, à leur grande viscosité qui rend leur circulation dans les canalisations étroites difficile, et à la présence d'albumine difficile à éliminer, nuisible à la bonne marche des moteurs et obligeant à de fréquentes révisions.

Il semble néanmoins qu'avec la création du moteur polycarburant qui date de 1935, le problème

soit résolu et que l'utilisation des huiles végétales comme carburant puisse entrer dans le domaine de la pratique. Pour toutes nos colonies d'A. C. F. il y a là une source d'énergie importante dont on ne saurait assez encourager le développement.

Houille blanche.

L'Afrique Noire ne possède pas de véritables chutes d'eau ; certains de ses fleuves néanmoins, le Niger en particulier, ont un tel débit qu'il est permis d'envisager de capter leurs eaux et de les utiliser comme source d'énergie électrique.

De tels travaux seraient extrêmement coûteux et l'on peut douter de leur rentabilité lorsqu'on songe à la faible densité de population des régions environnantes.

SECTION III

Le sous-sol Africain

Le sous-sol africain, partiellement connu à l'heure actuelle, semble contenir d'importantes richesses, notamment en or, fer, diamant, phosphates, zinc et plomb. Leur mise en exploitation rencontre de grandes difficultés cependant. La main-d'œuvre, en quantité très insuffisante, est peu stable dans les mines : les ouvriers viennent travailler quelques semaines ou quelques mois pour gagner un peu d'argent et retourner ensuite dans leur village.

Le manque de voies de communication pour l'évacuation des produits extraits rend, d'autre part, impossible la mise en exploitation d'un grand nombre de mines ; la construction de voies ferrées ou de routes nécessaires sont des dépenses toujours coûteuses pour un rendement aléatoire. Aussi, peut-on se demander si la mise en valeur du sous-sol africain est d'actualité.

A) Produits miniers de l'A. O. F.

L'or.

L'or vient en tête parmi les produits miniers exportés d'A. O. F., et la majorité de cet or est de production indigène. Les deux régions productrices sont d'une part le bassin du Niger, dans la région de Siguré, d'autre part, dans le Bassin du Falémé, dans la région Bamboudi.

Comme il n'y a pratiquement aucun contrôle de l'orpaillage pratiqué par les Africains, la production est inconnue, et seules sont portées à la connaissance de l'Administration, les exportations d'or, par suite de l'obligation où se trouvent les exportateurs de déclarer l'or à la sortie du territoire de l'A. O. F. et de payer des redevances.

La production d'or était en 1937 de 3.992 kilogrammes. Les exploitations européennes ont exporté environ 85 kilogrammes. L'orpaillage indigène a donc contribué pour 3.907 kilogrammes, soit 119.000 onces représentant une valeur approximative de 120 millions de francs. Nous indiquerons à titre de com-

paraison que la production mondiale qui était, en 1937, évaluée à 35.165.000 onces, se répartissait ainsi :

Afrique	13.400.000 onces
Australie	1.800.000 »
Asie	2.500.000 »
Europe	7.900.000 »
Etats-Unis	3.769.000 »
Canada	3.736.000 »
Mexique	760.000 »
Amérique du Sud	1.300.000 »

Diamant.

Une seule société exploite ces gemmes : la Société Guinéenne de recherches et d'exploitations minières, dont les exploitations sont en Guinée, dans la région de Macenta. Elle a importé en 1937 52.934 carats de pierres valant approximativement, départ d'A. O. F., 3 millions de francs.

Sel.

Les gîtes de sel de l'A. O. F. sont situés dans les régions sahariennes de Taodéni. Ils ont eu, pendant plus d'un millénaire, une grande importance économique, parce qu'ils produisaient la matière d'échange avec les régions soudanaises et la grande forêt. On trouve également des salines à Bilna, à Fachi, et en plusieurs points de l'Aïr. La Guinée, la Mauritanie possèdent également d'importants gîtes. L'exportation de sel en A. O. F. se monte à 643 tonnes.

Il est impossible de connaître le chiffre de la production, notablement plus importante, parce qu'elle est consommée sur place.

Sables titanifères.

Les exploitations de sable de la côte atlantique au sud de Dakar, ont permis d'exporter en 1927, 2.000 tonnes de sables titanifères et zirconifères et 16 tonnes de concentrés de zircons. La valeur marchande de ces produits au départ, peut être évaluée à 475.000 francs.

Minerais de cuivre.

La Compagnie Equatoriale des Mines a exporté, en 1937, un stock de minerai produit dans la région de Gaoua, au cours de l'année 1937 et des années précédentes. Les mines sont situées dans l'est de la côte d'Ivoire.

Autres produits.

Il existe enfin d'importantes réserves de fer. D'une manière générale, les formations superficielles d'un grand nombre de régions tropicales sont représentées par des latérites. Celles-ci contiennent presque toujours du fer à l'état de limonite, tenant jusqu'à 50 % de métal. En Guinée française, à proximité de Konakry, existent des accumulations considérables de cette limonite.

D'après les évaluations faites, basés sur des travaux sérieux, les réserves seraient de l'ordre d'un milliard de tonnes. Longtemps, l'existence de chrome dans le minerai de fer fut considérée comme faisant obstacle à son utilisation, mais les résultats fournis par de récents essais tendraient à montrer qu'il n'en est rien.

D'autres gisements du même genre sont très développés au Soudan, en Côte d'ivoire, au Dahomey et au Niger.

Il faut également mentionner l'existence de plusieurs gîtes de manganèse découverts dans la région d'Asongo ; le plus important est celui du pic Agaula.

Du minerai de chrome a été également découvert en Côte d'Ivoire, ainsi que des phosphates de chaux au Sénégal, mais ces gisements sont peu importants et il n'est guère possible de savoir s'ils se prêteraient à une exploitation commerciale.

B) Produits miniers de l'A. E. F.

Or.

Les réserves d'or en A. E. F. et particulièrement en Oubanghui et dans le Nord du Moyen Congo avaient été déjà signalées, il y a une trentaine d'années, par les différents explorateurs qui ont parcouru cette région. Les indigènes, fait assez rare, ignoraient cette présence d'or dans leur propre pays.

En A. E. F., la production de l'or, relativement récente, ne cesse de croître et marquerait des progrès plus considérables si la main-d'œuvre n'était pas si rare. Sa production mensuelle est à l'heure actuelle de 70 à 75 kilogrammes d'or. Les teneurs constatées sont parfois très élevées, atteignant parfois plusieurs grammes au mètre cube. Elles permettent de former beaucoup d'espoir en l'avenir de cette exploitation.

Le Gabon, de son côté, est très intéressant au point de vue des gisements aurifères. Malheureusement, la

pénétration de cette région n'est pas faite, le réseau routier étant pour ainsi dire inexistant, on a même envisagé de ravitailler certaines exploitations par avion. Il est certain que le développement du réseau routier entraînerait un développement parallèle de la production aurifère.

Le fer.

Comme en A. O. F., il existe des quantités importantes accumulées, mais ces gisements ne sont pas exploitables dans les conditions économiques actuelles.

Il serait toutefois intéressant qu'elles le deviennent car, en partant du charbon de bois, on pourrait, comme en Suède, fabriquer de la fonte grâce à laquelle l'installation de petites industries de construction d'outils agricoles deviendrait possible.

Pétrole.

La zone littorale du Gabon est parsemée d'indices de pétrole naturel. Le seul nom de Pointe-Noire suffit à évoquer ces manifestations d'hydro-carbure.

Aucune étude sérieuse n'avait été entreprise avant 1928. Un certain nombre de recherches furent faites par la colonie à partir de 1929. A la suite de ces missions, l'Office national des Combustibles liquides décida d'intervenir aux côtés de la colonie pour intensifier les recherches. Actuellement cinq équipes de géologues, aidés du personnel subalterne nécessaire, sont à pied d'œuvre. Malgré les obstacles que leur oppose la forêt équatoriale, ils progressent à grands

pas. Les sondages doivent, semble-t-il, être effectués à de grandes profondeurs.

Conclusion

En définitive, les exploitations minières de l'Afrique Noire produisent principalement de l'or, et la majorité de la production (98 % exactement) est dû à l'artisanat indigène.

Les études faites à la fois par le service des Mines et par le service du Niger ont conclu à la possibilité d'accroître cette production par une meilleure organisation du travail et surtout par l'apport d'une aide technique efficace aux populations noires peu évoluées et ignorantes des principes élémentaires d'exploitation moderne des mines.

Si les richesses minières de l'A. O. F. paraissent peu exploitées comparées à celles des possessions voisines de la British West Africa, ce retard pourrait être comblé avec rapidité car les résultats de l'exploitation géologique et minière permettent d'assurer que le sous-sol de nos vastes possessions renferme lui aussi des richesses minières importantes.

La constitution en 1937 d'un Comité de l'or permet d'escompter que l'effort technique et financier pour la mise en valeur de notre production sera fait prochainement.

CHAPITRE IV

AUTRES COLONIES

SECTION I

Colonies de l'Océan Indien

La Réunion

La culture de la canne à sucre constitue la principale activité de la Réunion. Elle a donné naissance à deux industries : les sucreries et les rhumeries et distilleries qui sont assez prospères, bien qu'elles se plaignent que l'on sacrifie leurs intérêts à ceux des Antilles françaises, en leur allouant, dans le contingent importable en franchise de droits dans la métropole une part trop réduite.

Leur exportation de rhum s'est montée, en 1937, à 59.000 tonnes ; celle de sucre à 80.000 tonnes.

S'il est vrai que la Réunion ne possède aucune ressource minière intéressante, elle dispose en revanche de grandes richesses de houille blanche, grâce à laquelle des travaux d'irrigation pourraient être entrepris. Malheureusement, la pénurie de main-d'œuvre se fait durement sentir là-bas et l'on peut douter de l'utilité et du succès de tels travaux.

Madagascar

La main-d'œuvre malgache

Madagascar, fort peu peuplée, ne comprend que 3.660.000 indigènes, soit une densité de 5,5 au kilomètre carré. Ceci tient à un certain nombre de causes, dont notamment, avant la conquête : l'esclavage, la guerre entre les tribus, les épidémies, la variole et la lèpre, la syphilis, et à l'heure actuelle, l'alcoolisme et le paludisme.

La qualité de la main-d'œuvre est médiocre. Les malgaches ont la réputation d'être excessivement paresseux. Il semble pourtant qu'il faille, pour être juste, faire des distinctions entre les différentes tribus de l'île. Les défauts des tribus des Sakalavis et des Baras sont rachetés par les qualités des Mérinas ou Hovas et des Antaïmoros. Ces deux dernières tribus s'adaptent admirablement, s'assimilent avec beaucoup de facilité et fournissent une main-d'œuvre appréciée.

S'il est exact que dans l'ensemble les indigènes malgaches ne sont pas très ardents au travail, cela tient, semble-t-il, à la chaleur du climat, à la nature généreuse qui leur fournit sans effort leur subsistance et enfin à leur très bas standard de vie.

Là comme ailleurs, la colonisation rencontre une grave difficulté dans le fait que la plupart des tribus ont horreur du travail salarié et que les Malgaches, lorsqu'ils ne sont pas paresseux, sont alors souvent des insoucians ou des contemplatifs.

Les richesses minières de Madagascar

Madagascar se divise à peu près, au point de vue minier, en deux régions.

1° *La région centrale et orientale*, c'est-à-dire la région des hauts plateaux et de la côte est, qui se rapproche beaucoup, au point de vue géologique, de l'Australie, de l'Inde, de Ceylan. Comme ces pays, cette région est susceptible de produire des quantités importantes de graphite, de mica, de pierres précieuses, d'amiante, d'une exploitation assez facile.

2° *La région occidentale de la côte ouest*, constituée par des terrains sédimentaires, se rapproche de l'Afrique australe. On y trouve des imprégnations bitumeuses et charbonneuses qui attirent l'attention de l'opinion publique et permettent de grandes espérances.

Nous allons donner une courte énumération, d'une part, des ressources minières exploitées, des ressources non encore exploitées d'autre part.

A) *Ressources exploitées*

1° *L'or.*

L'industrie minière à Madagascar a longtemps consisté presque exclusivement dans l'extraction de l'or. Pratiquée depuis une époque ancienne, cette industrie a fait un bond très rapide dans les premières années de l'occupation française.

L'or se trouve à Madagascar souvent en élément constitutif des roches les plus diverses et en filons

aurifères, notamment dans le nord de Madagascar, mais le plus souvent dans les alluvions. La presque totalité de l'or produit est donné par les alluvions aurifères, d'où il est extrait au moyen de la battée. Le titre de l'or y est de 800 à 900 pour mille.

Une grosse partie de la production est employée dans la colonie à la fabrication des bijoux ; l'autre partie est expédiée en France. L'exportation de l'or, qui était de 90 kilos en 1930, est montée à 315 kilos en 1937.

2° *Graphite.*

Les gisements de graphite se trouvent dans la région des hauts-plateaux et sur la côte est ; leur exploitation a toujours lieu en carrières. Le graphite de Madagascar qui, après raffinage, accuse toujours une teneur de 85 %, est très recherché pour la fabrication des produits réfractaires et notamment des creusets de fonderies. Les poudres servent pour la fabrication de lubrifiants. Les types les plus riches de graphite, c'est-à-dire ceux qui atteignent une teneur de 95 à 98 % de carbone sont absorbés par les industries électriques pour la fabrication des électrodes.

L'exportation de graphite malgache a atteint, en 1938, 13.300 tonnes. Des facteurs nouveaux semblent assurer un bel avenir au graphite malgache ; c'est notamment la découverte d'emplois inédits pour le produit et aussi le ralentissement de la concurrence de Ceylan qui s'est trouvé devant de graves difficultés de main-d'œuvre.

3° *Le mica.*

Le mica constitue une des richesses d'avenir de Madagascar où l'on en exploite deux variétés, qui se rencontrent surtout dans le sud : la phologopite ou mica ambré, la muscovite ou mica blanc.

C'est de la guerre que date la mise en valeur des gisements de mica. A l'heure actuelle, l'exploitation et la vente du mica à Madagascar sont concentrées dans les mains de quelques firmes importantes, par suite des méthodes d'exploitation trop onéreuses pour des particuliers. La vente directe au consommateur ne peut être pratiquée que par des prospecteurs disposant de capitaux de roulement suffisants pour attendre les délais toujours longs qu'exige la réalisation de leurs lots en Europe et en Amérique.

Le mica est principalement employé dans l'industrie électrique où il joue le rôle d'isolant. C'est là, en fait, son principal débouché, bien qu'il soit aussi employé pour la fabrication de pare-brise et d'écrans, de pièces de lunetteries et d'éléments ignifuges.

De même que pour le graphite, la crise économique mondiale a beaucoup affecté ces dernières années l'exportation du mica de Madagascar.

Exportations

1928.....	635 T.	1933.....	245 T.
1929.....	426 »	1934.....	380 »
1930.....	396 »	1935.....	409 »
1931.....	120 »	1936.....	452 »
1932.....	199 »	1937.....	611 »

L'avenir réservé à cette industrie, encore jeune à Madagascar, paraît certain.

4° *Pierres précieuses.*

Si le diamant n'a encore été trouvé nulle part à Madagascar, les autres pierres précieuses sont, en revanche, abondantes dans la région des Hauts-Plateaux cristallins. Nous citerons :

Les Béryls,

- » Tourmalines,
- » Grenats,
- » Orthoses,
- » Topazes,
- » Améthistes,
- » Zircons,
- » Corindons.

Pendant très longtemps, les pierres précieuses de Madagascar étaient dépréciées sur le marché mondial, au profit des gemmes du Brésil. Cette situation semble avoir pris fin, grâce en partie à l'effort de nos producteurs qui ont compris que les pierres avaient tout à gagner à être soigneusement sélectionnées. Ainsi Madagascar a pris une place importante parmi les pays producteurs de pierres précieuses.

5° *Phosphates.*

L'inventaire des richesses minières exploitées de Madagascar serait clos s'il ne restait à mentionner les gisements de phosphates de guano, particulièrement abondants dans les îlots du canal de Mozambique.

En 1934, 14.000 tonnes ont été exportées. A partir de 1915, l'Administration locale a réservé une partie de la production pour les besoins des exploitations agricoles de la colonie.

B) Ressources non exploitées

1° Pétrole.

Dans l'ouest de Madagascar, il existe de très nombreux suintements de pétrole. D'après le rapport d'une mission envoyée en 1923, les grès bitumeux de cette région sont « les restes d'un des plus grands gisements de pétrole du Monde ».

Si ces grès bitumeux sont les restes d'un gisement dont les matières légères, mal protégées, se seraient évaporées dans l'atmosphère, il est normal d'admettre que dans les parties où la couverture protectrice n'a pu être atteinte par l'érosion, c'est-à-dire sous certains calcaires, on doit s'attendre à trouver des nappes pétrolifères. Des recherches dans ce sens sont, à l'heure actuelle, entreprises.

2° Autres ressources.

Il faut citer ensuite comme probables des gisements de fer, nickel, cuivre, plomb, manganèse, amiante, molybdène.

Les industries malgaches

Le manque de voies de communication, les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre, le manque de combustibles à proximité des gisements métalli-

ques ont empêché jusqu'à ce jour la création d'une industrie rationnelle dans la grande île.

Seules revêtent une certaine importance les industries de traitement de produits agricoles ou miniers. Parmi les plus marquantes, on peut citer :

a) Industries agricoles :

Rizeries ;

Féculeries et fabriques de tapioca ; surtout celles des établissements Madrin et Ottino ;

Huileries d'arachide et de coco ;

Sucreries et distilleries de rhum ;

Distilleries de plantes à parfum (girofle, ylang-ylang, bignonias).

b) Industries forestières.

Quelques scieries ;

Fabriques de produits tannants, en partant d'écorces de palétuviers et de mimosas.

c) Industries dérivées de l'élevage.

Tanneries ;

Viandes frigorifiques ;

Conserves alimentaires. Les fabriques de conserves alimentaires, qui sont en assez grand nombre, se trouvent aux environs de Majunga, Diégo-Suarez, Tamatave et Tananarive.

d) Industries minières.

Traitement de l'or ;

Traitement des graphites

SECTION III

Etablissements Français d'Océanie

Les Etablissements Français de l'Océanie se composent d'une centaine d'îles et d'îlots de la Polynésie orientale, situés à égale distance de l'Australie et de l'Amérique du Sud et disséminés sur une longueur de 2.400 kilomètres dans un sens et de 2.000 dans l'autre. Leurs territoires additionnés ne dépassent pas 4.000 kilomètres carrés, soit un département français. Leur population de 40.000 habitants est celle d'une préfecture moyenne.

La végétation abondante permet à l'indigène Maori de satisfaire avec peu d'efforts aux besoins de sa nourriture comme aux nécessités de l'habitation. Ces îles sont riches : en dehors du coprah, de la fibre de coco, des perles et de la vanille qui forment le fond de la production, elles possèdent un certain nombre d'industries et peuvent envisager la création d'autres.

Industries minières

L'extraction des phosphates constitue la principale industrie minière des Etablissements Français de l'Océanie. Les gîtes importants se trouvent dans l'archipel de Touamotou et plus précisément dans l'île de Makatéa où la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie possède une installation qui, par sa technique, peut rivaliser avec les plus modernes et les mieux organisées du monde.

La teneur du minerai est en moyenne de 85 %. Les exportations, qui se montaient en 1937 à 1.600.000 quintaux, étaient dirigées pour la plus grande partie vers le Japon. La valeur totale des exportations se montait à 8 millions et représentait ainsi le tiers des exportations.

Il semble que, malgré la crise qu'ils subissent depuis 1933, les phosphates de l'Océanie doivent retrouver tôt ou tard leurs débouchés en Australie et Nouvelle-Zélande et s'introduire même en Indochine.

Industries de transformation

Les Etablissements Français de l'Océanie possèdent quelques industries locales que l'on pourrait avantageusement développer. Elles ont pour but de fournir aux habitants des produits qui ne peuvent être importés, comme le gaz, l'électricité, la glace.

Il n'existe pas, en revanche, beaucoup d'industries ayant pour objet d'utiliser les matières premières sur place et de les transformer en produits manufacturés, telles que les huileries, savonneries. La colonie aurait tout intérêt à en posséder. Mais il est évident que de telles industries ne peuvent exister que si elles ont des débouchés suffisants, afin que les frais d'installation, répartis sur une quantité importante de produits, ne grèvent pas d'une manière prohibitive le prix de revient. Or, les débouchés étant assez réduits, l'industrie reste assez rudimentaire. Il semble néanmoins qu'une huilerie et une savonnerie auraient toutes chances de réussir, quand on songe

que les importations d'huile se sont montées à 300 tonnes en 1935 et celles de savon à 350 tonnes.

Dans un autre ordre d'idées, on pourrait envisager la création d'une usine de tissage mécanique de fibres de coco, produites en grande quantité chaque année. Une firme française serait, paraît-il, sur le point de le faire.

Nouvelle-Calédonie

Une notable partie de la valeur économique de la Nouvelle-Calédonie découle de ses richesses minières. Ces dernières sont en nombre considérable et ne sont pas encore mises en valeur dans leur intégralité. L'industrie minière a engendré l'installation d'une industrie métallurgique assez importante. Bref, la Nouvelle-Calédonie a su conquérir une place spéciale dans notre Empire.

Industries minières

Parmi les substances minérales que recèle le sous-sol calédonien, nous citerons, pour n'indiquer que les plus importantes : le nickel, le chrome, le cobalt, le cuivre, le zinc, le plomb, le manganèse, l'antimoine, le fer ; et parmi les minerais : la houille, le carbonate de magnésie, le gypse. Seuls, à l'heure actuelle, le nickel et le chrome font l'objet d'une véritable exploitation.

Le nickel

Il se rencontre sous la forme de silicate double hydraté de nickel et de magnésie. C'est en 1895 que

commencèrent les premières expéditions de ce métal en Europe. La production moyenne, de 1900 à 1910, se montait à 110.000 tonnes. En 1910, commencèrent les premiers travaux d'édification d'une usine de traitement à Nouméa. Deux autres usines devaient s'édifier par la suite. Dès lors, l'exportation du minerai brut ira en décroissant et, par voie de compensation, apparaîtront les premières livraisons de mattes (tout d'abord de première fusion, puis, après 1916, de deuxième fusion) d'une teneur en métal d'environ 75 %. La production de minerai, en 1937, a atteint 17.000 tonnes, dont la majeure partie fut expédiée au Japon.

La production de mattes s'est élevée durant la même année à 6.830 tonnes ; 5.020 tonnes furent dirigées vers la France, le reste vers la Belgique.

Chrome

Les variétés de ce minerai en Calédonie répondent aux trois principaux emplois industriels, soit : fabrication de ferro-chrome utilisé pour les aciers spéciaux à grande résistance et à grande dureté, produits réfractaires pour le revêtement des fours métallurgiques, enfin, fabrication de produits chimiques, tels que bichromate, alun de chrome, oxyde de chrome vert employés dans la teinturerie. La production du chrome s'est montée en 1937 à 69.000 tonnes. Les Etats-Unis en ont absorbé 61.000.

Industries de transformation

Indépendamment de toutes les petites industries que l'on rencontre dans toutes les agglomérations

humaines, telles que les ateliers de mécanique, les entreprises de bâtiment, de menuiserie, de petite construction maritime, on peut trouver des affaires importantes dont l'objet est la mise en œuvre des ressources naturelles du pays. On peut citer :

Scieries mécaniques, usines de conserves, usines d'égrenage, deux fabriques de glace, sirops, limonades, sodas ; une distillerie qui fabrique du rhum en partant de la canne à sucre ; une fabrique d'huile et de savon, deux fabriques de chaussures.

Comme nous l'avons vu précédemment, il existe une industrie métallurgique ; les principales installations sont celles :

1° de la Société Calédonienne qui possède des hauts-fourneaux, une cokerie et une fabrique d'agglomérés de charbon et qui transforme en mattes à forte teneur le minerai de nickel.

2° La Société « Le Nickel » fait de même dans ses hauts-fourneaux de Thio et dans son usine hydro-électrique de Yaté.

3° La Société minière de Diahot, qui a installé une usine dans le nord-ouest de la colonie pour le traitement des différents minerais.

Côte des Somalis et Nouvelles-Hébrides

Nous avons jugé inutile de parler de la Côte des Somalis et des Nouvelles-Hébrides, qui n'ont à proprement parler aucune industrie et dont l'activité est essentiellement d'ordre commercial.

SECTION III

Colonies d'Amérique

Les Antilles Françaises

Les Antilles Françaises font partie de la longue chaîne d'îles qui, en avant du golfe du Mexique et de la Mer des Antilles, dessine une courbe allant de la Floride à la côte Nord de l'Amérique.

De ce chapelet de territoires insulaires, la France possède la Guadeloupe et ses dépendances et la Martinique, soit au total une superficie de 2.767 kilomètres carrés. Ces îles sont extrêmement peuplées.

La Martinique compte une densité de 224 habitants au kilomètre-carré et la Guadeloupe environ 140.

Le sol, très fertile, permet des cultures variées : canne à sucre, coton, café, tabac, bananes. En fait, c'est la culture de la canne à sucre qui constitue l'activité essentielle de ces colonies. Ainsi, dans la Martinique, sur 50.000 hectares, 30.000 sont consacrés à la culture de la canne à sucre. Cette culture a donné naissance depuis longtemps à une importante industrie : sucreries, rhumeries, distilleries. On compte pour l'instant à la Guadeloupe 17 usines à sucre et 118 distilleries ; à la Martinique, 19 sucreries, 189 distilleries. Aussi, les Antilles Françaises se présentent-elles comme de nos possessions les plus industrialisées.

Sucreries

L'envahissement du Nord de la France, c'est-à-dire de la région betteravière, a provoqué un développement considérable de la culture de la canne à sucre, et de l'industrie sucrière.

Lorsque la guerre fut terminée et que l'économie française reprit son équilibre normal, une forte concurrence mit aux prises les planteurs de betteraves et les fabricants de sucre métropolitains d'une part, et d'autre part les producteurs coloniaux de sucre de canne. L'histoire d'après guerre est marquée par ces continuelles luttes d'intérêt entre sucreries coloniales et métropolitaines. Pour l'instant, un accord du 7 mars 1938, conclu entre producteurs de la métropole et des colonies, assure une répartition équitable des besoins du marché français entre ces deux groupes de producteurs ; au terme de cet accord, la part de la production coloniale dans la consommation métropolitaine a été fixée à 15 %.

Les exportations de sucre se sont montées, en 1938, pour la Martinique, à 46.000 tonnes et pour la Guadeloupe à 45.600 tonnes. L'application des lois sociales a entraîné une certaine diminution de la production, qui aurait pu être beaucoup plus importante si les industriels avaient fait des efforts pour perfectionner leur outillage et améliorer leur rendement.

Rhumeries

La canne à sucre a donné naissance à deux importantes industries : les distilleries et les rhumeries, ces dernières étant de beaucoup les plus importantes.

Naguère, l'entrée du rhum en France ne connaissait pas de restrictions. La guerre eut pour conséquence, comme pour le sucre, de pousser les rhumiers à développer leur production. Après la guerre, la distillation française eut à souffrir d'une concurrence qui se produisait, non seulement sur le terrain de la consommation directe, mais aussi sur celui de la préparation des alcools neutres entrant dans la préparation de liqueurs. Aussi, une loi du 31 décembre 1922 fut faite pour contingenter l'importation dans la métropole des rhums coloniaux et frapper les excédents d'une taxe les assimilant aux alcools étrangers. La fixation des quantités admises donna lieu à d'âpres difficultés ; les producteurs coloniaux y virent un retour aux conceptions du Pacte colonial.

A l'heure actuelle, la situation est la suivante : dans le contingent de 201.650 hectolitres alloués à la production coloniale, les parts de la Martinique et de la Guadeloupe sont de 88.915 hectolitres et de 68.065 hectolitres. Les quantités importées en plus de celles-là n'entrent plus en franchise, mais payent une taxe égale au double de la différence entre le prix d'achat des alcools et le prix de vente par le même service de l'alcool destiné à la préparation des apéritifs et des liqueurs.

Cette taxe équivaut à une prohibition.

Les exportations de rhum ont atteint, en 1937, pour la Martinique, 138.000 tonnes et pour la Guadeloupe 110.000.

Les Antilles ont une économie assez vulnérable. Celle-ci dépend, en fin de compte, en majeure partie de la récolte de la canne à sucre et des capacités d'absorption du marché français en rhum et sucre.

Elles auraient intérêt, donc, à se consacrer un peu plus à d'autres cultures. La Guadeloupe semble, plus que la Martinique, s'être orientée dans cette voie.

Du point de vue industriel, les Antilles ne semblent pas pouvoir évoluer beaucoup. Il faut toutefois mentionner qu'un effort est fait actuellement pour y développer des fabriques de conserves de poisson.

La Guyane

Contrairement à une opinion souvent répandue, la Guyane est un pays très riche. Mais sa mise en valeur tardive explique que, malgré sa richesse, son sous-sol soit encore inexploité. L'économie guyanaise, encore en bonne partie agricole, souffre de la pénurie de main-d'œuvre ; les industries de transformation de produits agricoles ne peuvent prendre, pour le moment, une grande extension.

Industrie minière

L'Or.

L'or constitue la principale richesse et l'industrie essentielle de la Guyane.

En 1937, 1.417 kilogrammes d'or furent exportés. Dès qu'il fut découvert, en 1853, les cultures furent abandonnées, et tous les efforts se concentrèrent à le rechercher. Cette désertion des éléments vigoureux de la population a entraîné la ruine de la culture, et n'a guère servi, en revanche, à l'augmentation et à la prospérité de l'ensemble de la population. La présence de l'or n'a pas entraîné le développement des travaux publics ni la création de voies de pénétration à l'intérieur du pays.

L'or se présente en Guyane, soit sous la forme de métal alluvionnaire, soit sous la forme de filons quartzeux.

L'industrie aurifère est malgré tout, en Guyane, à la période de début, toujours pour les mêmes raisons: pénurie de main-d'œuvre, de moyens de transport, de voies de pénétration. Des chercheurs hardis, isolés ou en petits groupes, n'ont exploité que partiellement les places les plus riches et les plus faciles à atteindre. Depuis quelques années le nombre des chercheurs d'or et des aventuriers semble être en voie de diminution ; l'exploitation devient de plus en plus difficile ; les découvertes se font de plus en plus rares.

Pour rencontrer la couche aurifère, il faut abattre et brûler un coin de forêt, déblayer jusqu'à trois mètres d'épaisseur de stérile, terre sans minéral. L'industrie aurifère souffre enfin, non seulement de l'absence de main-d'œuvre, mais du défaut de coordination dans la mise en valeur des gîtes, en général

très riches, mais dont le rendement est tout à fait insuffisant.

Pour l'exploitation de l'or comme pour la culture de son sol et l'exploitation de sa forêt, la Guyane présente des ressources qui peuvent justifier toutes les espérances qu'elle a suscitées.

Il faut, avant toute autre chose, améliorer les conditions d'hygiène de la vie des colons et faire une part importante aux travaux publics. Pour pénétrer dans l'arrière-pays, il n'y a que les cours d'eau coupés de rapides souvent dangereux et des pistes qui se perdent dans la forêt.

Autres produits minéraux

On a découvert en Guyane presque tous les métaux les plus précieux, mais l'étude en est à peine ébauchée, car le plus souvent les échantillons minéralogiques ont été rapportés par des ouvriers mineurs ou des personnes qui, en général, n'avaient ni les connaissances scientifiques suffisantes pour en apprécier la valeur, ni les moyens pécuniaires pour contrôler l'emplacement et l'importance des gîtes et en assurer l'exploitation. Fréquemment, enfin, ceux qui trouvent des fragments minéralogiques, gardent jalousement le secret du lieu de leur trouvaille.

La présence d'argent, de fer, de plomb, de mercure, de manganèse est à peu près certaine.

Industries de transformation

Distilleries.

Il existe, en Guyane, dix-neuf distilleries de canne à sucre. Elles produisent du tafia et de l'alcool pur.

L'usine de Lamirande, dotée d'un outillage moderne, produit, en plus, du sucre.

Huilleries.

Il existe quelques huilleries qui traitent le « Carapa », qui est le plus intéressant des végétaux oléagineux.

Le « Carapa guyannensis » est un arbre à tronc élevé, très abondant dans la colonie. Les graines de ses fruits peuvent, par pression, donner 28 % d'huile et en les épuisant par éther de pétrole, on obtient 43 % de leur poids en graisse. Cette huile est très utilisée par les Indiens pour se garantir des moustiques.

Une petite usine a entrepris de traiter les graines et en fait un excellent savon.

Ces huilleries et ces savonneries seraient, semble-t-il, susceptibles d'un développement considérable.

Autres industries

Nous mentionnerons la présence de tanneries, tonnelleries, sucreries, briqueteries.

Saint-Pierre et Miquelon

Les îles de Saint-Pierre et Miquelon sont situées dans l'Océan Atlantique à six lieues de la côte sud de l'île de Terre-Neuve. La pêche, qui est la principale activité des habitants, a donné naissance à de petites industries, celle de la préparation et de la conserve de la morue et de la fabrication d'huile de foie de morue.

CONCLUSION

L'étude à laquelle nous nous sommes livré dans notre seconde partie nous montre que le problème de l'industrialisation ne se pose pas dans toutes nos possessions avec la même acuité et que ses données diffèrent sensiblement d'une colonie à l'autre.

Il semble bien que l'Afrique Noire doive se maintenir un long temps encore au stade de l'économie agricole. La rareté de la main-d'œuvre, des matières premières et des carburants en sont une cause, mais il faut en trouver une autre dans le fait, croyons-nous, que le marché local ne saurait fournir un débouché suffisant pour nos industries et que les marchés étrangers sont trop éloignés pour que l'on puisse former beaucoup d'espoirs sur eux.

Certaines industries ont, sans doute, quelques chances de se développer avec succès, mais ce sont essentiellement des industries agricoles ou végétales, telles que des savonneries, ou des fabriques de sacs. Il semble bien difficile d'en envisager d'autres pour le moment. L'Afrique Noire en est encore au stade de la mise en valeur par l'Etat.

L'Afrique du Nord et l'Indochine sont au contraire bien plus aptes à aborder le stade d'une économie industrielle, mais chacune pour des raisons différentes.

Pour l'Indochine, c'est une nécessité. Une telle évolution, que favorise d'ailleurs la richesse du sous-sol, peut seule contribuer à résoudre les difficultés que pose sa forte population.

Il semble enfin que, rempart des intérêts français en Extrême-Orient, l'Indochine doive pouvoir trouver en elle-même les ressources nécessaires à sa défense. Malgré tout, l'industrie indochinoise ne devrait pas fonder trop d'espairs sur des débouchés extérieurs et ne saurait envisager pour le moment de se créer, comme la métropole, toute une gamme d'industries.

L'Afrique du Nord, bien que non poussée par des motifs aussi impérieux, n'en a pas moins tendance à s'industrialiser, sans doute parce que la capacité de consommation de ses habitants, de civilisation évoluée, est assez développée pour constituer un débouché justifiant la création d'industries. L'absence ou plutôt la rareté des carburants ne saurait être un obstacle à une telle évolution, elle pourrait tout au plus la freiner. L'exemple du Japon est significatif à cet égard. D'ailleurs les ressources en énergie hydraulique sont importantes et, d'autre part, les prospections effectuées jusqu'à présent ne sont pas suffisamment avancées pour ne plus permettre aucun espoir.

Parmi nos autres possessions, celles de l'Océan Indien, d'Océanie et d'Amérique notamment, il s'en trouve qui ont déjà atteint un développement industriel important : les Antilles, par exemple, et la Nouvelle-Calédonie, en partie. Pour d'autres, beaucoup d'espairs sont permis, vu la richesse de leur

sous-sol ; c'est le cas de Madagascar et de la Guyane. Elles se heurtent, néanmoins, pour l'instant, à la pénurie de la main-d'œuvre et à l'absence des voies de pénétration. D'une manière générale, d'ailleurs, ces colonies d'Amérique et d'Océanie ne peuvent posséder que des industries agricoles ou végétales, ou des industries métallurgiques de première transformation, exportatrices pour la plupart, vu l'insuffisance des débouchés locaux.

Ayant ainsi défini les aptitudes de nos possessions, il est permis de se demander en quelle mesure il faut encourager leur évolution.

Faut-il les laisser s'industrialiser ? Faut-il les industrialiser ?

Qu'on le veuille ou non, nos colonies évolueront. Le tout est de savoir si elles le feront au sein de l'Empire, parallèlement à nous ou malgré nous.

Faire obstacle à une certaine industrialisation, synchronisée avec les conditions économiques de la métropole, serait une lourde erreur dont nous ne tarderions pas à sentir le poids. Les Etats-Unis ne sont-ils pas une ancienne colonie européenne, et du point de vue mondial, avons-nous à regretter leur prodigieuse évolution ?

A vrai dire ,ce que l'on appelle le problème de l'industrialisation des colonies, n'est pas autre chose que le problème général de leur mise en valeur dans le cadre de l'économie et de la défense impériale. La politique d'un grand empire vise toujours, à un moment donné, à atteindre certains objectifs jugés plus importants que d'autres. A l'heure actuelle, nous

devons concentrer tout notre effort à fortifier notre puissance militaire ; il en résulte que la majorité des problèmes doit être examinée sous cet angle.

Faut-il favoriser l'industrialisation de nos colonies ? Oui, chaque fois qu'il pourra en résulter un accroissement de la puissance de notre Empire.

Ainsi, il faut soutenir les industries minières dans la mesure où elles se révèlent complémentaires des nôtres. A cet effet, le Gouvernement doit adopter une politique générale de mise en valeur des colonies (constructions de voies de pénétration) doublée d'une politique de soutien direct se traduisant par l'octroi de primes aux entreprises minières.

En ce qui concerne l'installation d'autres industries, agricoles, végétales, métallurgiques, son attitude devra s'inspirer d'une plus grande réserve. L'Etat ne saurait envisager de prendre une part active à leur installation. Il doit se borner, semble-t-il, à équiper les colonies, à les préparer à franchir les différents stades d'une évolution inéluctable ; tout au plus pourrait-il, si aucune concurrence n'était à craindre, favoriser par des mesures douanières l'entrée en France des objets coloniaux. Mais plus fréquemment, il s'emploiera à résoudre les conflits d'intérêt qui pourront naître entre industriels coloniaux et métropolitains.

Le meilleur moyen de les prévenir serait de favoriser l'investissement des capitaux français dans nos possessions et de réserver, lors de l'élaboration des traités de commerce, aux industries coloniales des

sphères d'expansion propres où elles ne risqueraient pas de heurter de front les intérêts métropolitains.

Car, en définitive, on ne saurait blâmer l'industrialisation de nos colonies en invoquant la nécessité d'une économie impériale. Economie impériale ne signifie point économie autarcique.

Vu : LE DOYEN
C. RIPERT

Vu et approuvé,
le 11 juillet 1939
LE PRÉSIDENT DE THÈSE
RENÉ MAUNIER

Vu et permis d'imprimer
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BERNARD (Augustin). — L'Algérie.
— Le Maroc.
- BERNARD (Paul). — Les Problèmes Economiques Indo-chinois.
— Nouveaux aspects du Problème Economique Indo-chinois.
- BOURDON (André). — Le Redressement Economique de l'Indochine.
- BLONDEL. — Rapport au Conseil Economique du Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer : « Le développement de la Production Minière Coloniale en fonction des besoins de la Métropole et de l'établissement d'un Plan Quinquennal ».
- CARSOW (Michel). — Quelques aspects du Commerce Impérial Français (Tome I).
- CHAMPDERMELE (Paul). — Le Problème de la main-d'œuvre à l'Ile de la Réunion.
- DESPUJOL. — Note sur l'Industrie Minière au Maroc.
- DARDE. — Examen critique des solutions données aux Problèmes d'Outre-Mer.
- DAYRAS. — Rapport au C. N. E. sur les relations économiques entre la France et les Colonies.
- DUMONTÈS (Victor). — L'Algérie Industrielle et Commercante.
— Le Domaine Colonial Français.
- D'ECORCHEVILLE. — Production et protection au Maroc (1934).

- EVIN (Guy). — L'Industrie et ses problèmes au Maroc.
- FRANÇOIS (Armand-Jean). — La France et la mise en valeur des Colonies Françaises.
- GUYOT DE LA POMMERAYE. — L'industrialisation de l'Indochine.
- GUERNIER (Maurice). — Essai sur une Politique Economique de l'Empire Français.
- HARDY (Georges). — Les grands problèmes Coloniaux.
- HOFFHERR. — Charbon et Pétrole en Afrique du Nord.
— L'Economie Marocaine.
- HIGUILY. — La Politique Impériale et la Conférence Coloniale de 1935. Thèse.
- HAZAN (Emile). — La situation économique des Etablissements Français de l'Océanie. Thèse.
- LAUNAY (DE). — Le prodigieux développement de l'Afrique du Sud. *Revue des Deux-Mondes* de 1930.
- LEJEUNE. — Rôle du Crédit dans le développement économique de l'Algérie. Thèse.
- MAUNIER (René). — Introduction à l'étude du contact des Races.
- MAZIN (E.). — Les Antilles Françaises. Thèse, 1921.
- MERAT (Louis). — L'heure de l'Economie dirigée aux Colonies.
- NININE (M.). — La main-d'œuvre dans les Colonies africaines. Thèse.
- RASTANY. — Les placements de capitaux français dans les Colonies françaises. Thèse.
- ROUX (Charles). — « Les carburants et combustibles végétaux Africains », dans la Revue *Les Carburants Forestiers*, juillet-août 1937.

SARRAUT (Maurice). — Grandeurs et servitudes coloniales.

VIVIER DE STREEL (E. DU). — Rapport au C. N. E. du
Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer sur :
« Un Programme quinquennal pour la production
agricole et coloniale ».

WANG WEN YUAN. — Les Relations entre l'Indochine
Française et la Chine.

BULLETIN QUOTIDIEN

Supplément de Juin 1935 : L'Orientation et la Production
Marocaine.

Supplément du 21 novembre 1938 : L'industrialisation de
l'Indochine.

ANNUAIRES STATISTIQUES

Annuaire de l'Indochine.

- du Maroc.
- de la Tunisie.
- de l'Algérie.
- de l'A. O. F.

Bulletin de la Statistique Générale de la France.

Extrait du Bulletin de la Statistique Générale concernant
le commerce de la France et de ses possessions
pour certains produits.

Statistiques Douanières de toutes les Colonies.

PUBLICATIONS DIVERSES

EXPOSITION COLONIALE DE 1931 :

- L'Indochine Economique.
- L'Industrie Minérale en Indochine.

EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1937 :

- Rapports du Congrès de l'Outillage de la France d'Outre-Mer.
- Documents publiés par le Commissariat Général :
 - L'A. O. F.
 - L'A. E. F.
 - Les Antilles.
 - L'Indochine.
 - Les Etablissements Français du Pacifique Austral.

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE :

- Conclusions adoptées par le Conseil dans sa session des 30 et 31 janvier 1939, sur le rapport de MM. Olivier DE SARDAN, Pierre-Edouard COQUELIN et Roland CADET, sur la politique agricole à suivre en vue de réduire le déficit de la balance commerciale et de coordonner la production métropolitaine et coloniale.

JOURNAUX ET REVUES

Journal Officiel.

Le Temps.

L'Economiste Européen (supplément Colonial).

Revue d'Economie Politique.

Revue Economique Internationale.

La Revue Française d'Outre-Mer.

Bulletin de l'Association des Grands Ports Français (15-12-1937, 9-5-1938).

Le Monde Colonial Illustré.

L'Afrique Française.

L'Asie Française.

L'Exportation Marocaine.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIERE PARTIE ÉTUDE THÉORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Genèse du problème de l'industrialisation des colonies françaises</i>	9
--	---

<i>Section I.</i> — Faut-il imputer au régime douanier colonial l'évolution industrielle de certaines de nos colonies ?	10
---	----

§ 1. — Le régime douanier tel qu'il résulte des lois de 1892 et de 1928	10
--	----

§ 2. — Examen critique de ce régime douanier	17
--	----

<i>Section II.</i> — La Crise et le problème colonial	22
---	----

CHAPITRE II. — <i>Des effets que l'on peut escompter d'une industrialisation des colonies</i>	27
---	----

<i>Section I.</i> — Avantages	27
-------------------------------------	----

§ 1. — Pour les colonies	27
--------------------------------	----

A) L'industrialisation assurerait l'indépendance et la stabilité de l'économie coloniale	28
--	----

B) Par leur industrialisation, nos colonies s'enrichiraient	30
---	----

	Pages
§ 2. — Avantages d'une politique d'industrialisation pour la métropole et l'Empire Français	33
A) Du point de vue économique	33
B) Du point de vue militaire	34
<i>Section II.</i> — Craintes que suscite l'industrialisation	36
§ 1. — Du point de vue politique et social	37
§ 2. — Du point de vue économique : concurrence aux industries métropolitaines	38
<i>Section III.</i> — L'industrialisation des possessions françaises tendrait-elle à diminuer les échanges franco-coloniaux ?	45
§ 1. — Période de l'équipement industriel	46
§ 2. — Période postérieure	49
CHAPITRE III. — <i>L'industrie coloniale et ses problèmes</i>	51
<i>Section I.</i> — Que doit-on entendre par « activité industrielle » ?	51
<i>Section II.</i> — Problèmes auxquels se heurte l'installation d'industries aux colonies	53
§ 1. — Handicaps financiers des entreprises coloniales	54
A) La rareté des capitaux	54
B) La mauvaise organisation du Crédit	57
C) Danger de double imposition	60
§ 2. — Problèmes que pose le recrutement du personnel	62
A) Main-d'œuvre	62
B) Personnel de direction	64

	Pages
§ 3. — Rareté de la force motrice aux colonies	64
CHAPITRE IV. — <i>L'Etat et l'industrialisation des possessions françaises</i>	67
<i>Section I.</i> — L'Etat doit-il prendre une part active à l'industrialisation de nos colonies ?	68
<i>Section II.</i> — De quelle manière l'Etat peut-il faire respecter les intérêts dont il a la sauvegarde ?	72
§ 1. — Mesures d'ordre général.....	72
§ 2. — Mesures plus spéciales.....	73
<i>Section III.</i> — Problème de l'aménagement et de l'organisation de l'économie impériale...	75
§ 1. — Politique agricole impériale	76
§ 2. — Organisation impériale de la production minière	81
§ 3. — Aménagement de la production industrielle dans l'Empire.....	86

DEUXIEME PARTIE

ÉTUDE PRATIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Indochine</i>	97
<i>Section I.</i> — Le surpeuplement indochinois et les problèmes qui en découlent.....	97
§ 1. — Les faits	97
§ 2. — Les remèdes.....	102
A) Culture intensive.....	102
B) Transportement des populations.	105
C) Artisanat	107

	Pages
<i>Section II. — Eléments qui favorisent l'évolution industrielle de l'économie indochinoise</i>	108
§ 1. — Main-d'œuvre	108
§ 2. — Matières premières.....	109
<i>Section III. — Les industries indochinoises...</i>	114
§ 1. — Industries de traitement des produits agricoles.....	114
§ 2. — Industries de traitement des produits végétaux	116
§ 3. — Industries de traitement des produits minéraux.....	117
§ 4. — Industries de produits fabriqués.	118
§ 5. — Indices de la production industrielle	118
<i>Section IV. — Des débouchés que serait susceptible de trouver une industrie indochinoise</i>	121
§ 1. — Marché intérieur.....	121
A) Industries principales.....	122
B) Industries secondaires	126
§ 2. — Les marchés extérieurs	129
<i>CHAPITRE II. — L'Afrique du Nord.....</i>	134
<i>Section I. — Problèmes que pose l'évolution industrielle de l'Afrique du Nord.....</i>	135
§ 1. — Problème de la main-d'œuvre en Afrique du Nord.....	135
§ 2. — Le problème des combustibles et de la force motrice en Afrique du Nord	140
A) Pétrole	141
B) Charbon	145
C) Energie hydraulique	147

	Pages
<i>Section II. — Les différents pays de l'Afrique du Nord et le problème de l'industrialisation</i>	148
§ 1. — Maroc	148
A) L'industrie marocaine	148
a) Industrie minière.....	149
b) Industries de transformation	157
B) L'acte d'Algésiras et ses conséquences	162
§ 2. — L'Algérie	170
A) Les conditions de travail dans la marine marchande française et leurs répercussions possibles sur l'économie algérienne	170
B) Les Industries algériennes.....	174
a) Industries minières	174
b) Industries de transformation.	177
§ 3. — La Tunisie	181
L'industrie minière en Tunisie.....	181
Les industries de transformation....	185
<i>Conclusion de l'étude sur l'Afrique du Nord..</i>	186
 <i>CHAPITRE III. — L'Afrique Noire</i>	 188
<i>Section I. — La main-d'œuvre dans les colonies africaines.....</i>	<i>189</i>
A) Point de vue quantitatif	189
B) Point de vue qualitatif.....	191
 <i>Section II. — Le problème de la force motrice en Afrique Noire</i>	 <i>193</i>
 <i>Section III. — Le sous-sol africain.....</i>	 <i>197</i>
A) Produits miniers de l'A. O. F. ..	198
B) Produits miniers de l'A. E. F. ...	201
 <i>Conclusion</i>	 <i>203</i>

	Pages
CHAPITRE IV. — <i>Autres colonies</i>	204
<i>Section I.</i> — Colonies de l'Océan Indien.....	204
Réunion	204
Madagascar	205
A) Ressources exploitées.....	206
B) Ressources non exploitées.....	210
<i>Section II.</i> — Colonies de l'Océanie.....	212
Etablissements français d'Océanie	212
Nouvelle-Calédonie	214
<i>Section III.</i> — Colonies d'Amérique.....	217
Les Antilles françaises	217
La Guyane.....	220
Saint-Pierre et Miquelon	223
CONCLUSION	224
BIBLIOGRAPHIE	229
TABLE DES MATIÈRES.....	233

Imprimerie
H. JEHAN
Gaillon
France

